Faculté des sciences économiques, sociales, politiques et de communication
École des sciences politiques et sociales (PSAD)

Cultiver l’ambivalence.

Ethnographie des tensions morales et des dépendances agrochimiques en zone de production de coca. El Chapare, Bolivie.

Autrice : Jeanne Mariage
Promotrice : Julie Hermesse
Co-promotrice : Jhesenia Gutierrez Lopez
Lectrice : Emmanuelle Piccoli
Année académique 2025-26
Master [120] en anthropologie, à finalité approfondie

Déclaration déontologique

Je déclare sur l'honneur que cette monographie a été écrite de ma plume, sans avoir sollicité d'aide extérieure illicite, qu'elle n'est pas la reprise d'un travail présenté dans une autre institution pour évaluation, et qu'elle n'a jamais été publiée, en tout ou en partie. Toutes les informations (idées, phrases, graphes, cartes, tableaux …) empruntées ou faisant référence à des sources primaires ou secondaires sont référencées adéquatement selon la méthode universitaire en vigueur. Si j'ai eu recours à l'IA, j'ai scrupuleusement respecté les règles établies en la matière par la note du bureau Faculté ESPO en date du 1er juillet 2024, tout particulièrement dans son point 4. Je déclare avoir pris connaissance et adhérer au Code de déontologie pour les étudiants en matière d'emprunts, de citations et d'exploitation de sources diverses et savoir que le plagiat constitue une faute grave et est susceptible de donner lieu aux procédures et sanctions prévues aux articles 107 à 114 du RGEE (Règlement général des études et des examens).

Fait à Louvain-La-Neuve, le 13 août 2026,

Jeanne Mariage



Remerciements

Ce mémoire n'aurait jamais pu advenir sans la confiance et le temps que m'ont accordés les habitants et habitantes d'Entre Ríos. Je ne peux les nommer comme je l'aimerais, mais ma gratitude va à chacun et chacune d'eux, à leur patience et aux diverses places qu'ils m'ont accordées dans leur quotidien.

Je remercie chaleureusement mes promotrices pour leur accompagnement à tous les stades de ce travail. Merci à Julie Hermesse pour ses lectures attentives, pour nos discussions toujours éclairantes, et pour avoir accueilli avec bienveillance mes doutes et mes questions, du début à la fin du processus. J'adresse une pensée particulièrement reconnaissante envers Jhesenia Gutierrez Lopez : merci de m'avoir introduite sur le terrain, pour la confiance que cela supposait et d'avoir été un repère constant.

Merci à mes parents pour votre présence et votre soutien indéfectible, pour m'avoir permis ces années d'études et pour vos relectures attentives. Merci à ma famille, mes frères, mes grands-parents, pour leur amour quotidien. Merci à Guy Defrère, mon grand-père, qui aurait certainement lu ce mémoire avec la plus grande attention.

Merci à mes ami·es en or, à celles et ceux qui ont rendu les années que ce mémoire clôture aussi belles. En particulier, merci aux compagnons de vie quotidienne à la Neuville dont la présence à toute épreuve a bercé la rédaction de ce travail.

Enfin, merci à celles et ceux qui ont lu et liront ce mémoire, pour leur intérêt, leurs remarques et les discussions qui alimentent la pensée. Merci aux membres du LAAP pour leurs travaux et leurs enseignements passionnés.

Table des matières

GLOSSAIRE 7
INTRODUCTION 11
A. Spatialisation et précision terminologique 13
B. Méthodologie 18
Entrées ethnographiques sur un terrain aux marges de la légalité 18
Des accès situés 21
C. Enjeux éthiques de l'écriture 23
CHAPITRE 1 : LE CHAPARE COMME ESPACE POLITIQUE 25
A. Préambule : contexte électoral de l'enquête 26
B. De la colonisation agricole au mouvement *cocalero* dans le Chapare 29
Ruée vers les basses-terres et naissance des syndicats 29
La feuille de coca : marchandisation et encadrement juridique 31
De la résistance cocalera au pouvoir politique 33
Reconfigurations politiques : politique du « cato » et du « contrôle social » 36
C. Vie politique et syndicale quotidienne 41
Le syndicat « Zona Verde » 41
La centrale « 04 de Octubre » 44
Gouvernance locale des syndicats 50
Syndicats et ayllus 53
Méfiances et frontières sociales 55
CHAPITRE 2 : QUE PLANTER ? TRAJECTOIRES INDIVIDUELLES AGRICOLES 59
A. Redirection de l'enquête 60
Manioc, coca, silences 61
B. La coca : un levier ambivalent 66
Transmissions et apprentissages agricoles 66
Avantages comparatifs, charge morale et gestion du risque 69
C. Diversification agricole, manioc et contrôle social : quelles mutations contemporaines ? 75
Le contrôle social et ses turbulences 75
La morale discrète de la coca : quelle légitimité ? 78
CHAPITRE 3 : AGROCHIMIQUES EN CIRCULATION 81
A. Ethnographier la rencontre marchande 82
Stratégies commerciales en contexte concurrentiel 82
Traductions et circulations de l'objet pesticide 85
« Résultatisme » et surdosages 89
B. TikTok : une stratégie qui exacerbe 93

C. « Pesticides pour coca » 97
Précarités croisées 98
Un vide technique ? 102
CHAPITRE 4 : DE LA TOXICITÉ ET DES POLLUTIONS 105
A. Ne pas consommer sa coca : expression de la toxicité dans les ambivalences 106
B. Corps 110
Expositions aux « venenos » 110
Côté vendeurs 114
Sous-traitances et bricolages du risque chimique en contexte méfiant 116
C. Sols 120
Perceptions des mutations écologiques et crise du Fusarium 120
Contaminations globales et le « problème » des contenants 122
CONCLUSIONS ET PERSPECTIVES 127
A. Fil rouge 127
B. Limites et perspectives méthodologiques 130
C. Épilogue et perspectives 132
Être femme chapareña 132
Violences : délinquantes, narcotrafiquantes, de genre 134
BIBLIOGRAPHIE 139
TABLE DES FIGURES 149

GLOSSAIRE

Ayllu (aymara, quechua) : Système économique et politique originaire de l'Altiplano andin caractérisé par la parenté, l'interdépendance, la propriété commune, une structure d'autorité et un système de charges rotatives.

Ayni (aymara, quechua) : Modalité d'échange pratiquée dans les *ayllus* dont les termes varient en fonction des régions des Andes, même si elle désigne fréquemment un échange de forces de travail.

Acullicar, bolear, pijchar : Verbes qui désignent la mastication de feuilles de coca. Il s'agit d'en placer un nombre important au fond de la joue où elles sont macérées plusieurs heures.

Agropecuaria : Désigne l'activité agropastorale. Les magasins d'intrants agricoles sont également parfois nommés comme tels.

Boliviano : Unité monétaire bolivienne. Le 1er novembre 2025, 1 euro valait 7,8 bolivianos.

Bloqueo : Forme courante en Bolivie de protestation collective fondée sur l'occupation et l'interruption des axes de circulation, mobilisée par des organisations sociales.

Casita : « Maisonnette ». Dans le Chapare, les parcelles cultivées étant souvent éloignées des villages où résident les agriculteurs. La plupart de ceux côtoyés y avaient une de ces maisons/abris rudimentaires. Il s'agit parfois d'anciennes habitations principales, construites avant le développement de centres urbains.

Cato : Dans le Chapare, superficie agricole de 1600 mètres carrés — soit 40 mètres sur 40 mètres — destinée à la culture de coca. La « politique du *cato* » y autorise dès 2004 la culture d'un *cato* de coca par famille.

Chaco : Terme utilisé dans le Chapare désignant une parcelle délimitée clairement cultivée, cultivable ou destinée à la pâture. Peut également désigner une même propriété de plusieurs *chacos.*

Chapare (El) : La province de Chapare est située dans le département de Cochabamba. Une municipalité de celle-ci (Villa Tunari) fait partie du Tropique de Cochabamba. Cependant, le terme « Chapare » est souvent utilisé pour désigner la zone entière du Tropique.

Chapareños, chapareña : Habitant·e du Chapare ou adjectif relatif à la région.

Choco, choca : Le terme « choco », « choca » est utilisé entre autres dans le *Trópico* pour désigner une personne blanche ou blonde.

Cocalero, cocalera : Adjectif relatif à la culture de la coca et à son monde social et politique (syndicat *cocalero*, mouvement *cocalero*, corporatisme *cocalero*). Le terme s'est chargé, à partir des années 1980-1990, d'une forte valeur identitaire et politique. Face aux éradications forcées, les producteurs du Chapare se sont organisés en syndicats et ont fait du terme *cocalero* un marqueur de mobilisation collective, indissociable de la trajectoire du MAS et de l'accession d'Evo Morales à la présidence. Le mot « cocalero » désigne également un cultivateur de coca. Dans ce mémoire, cependant, je privilégie toutefois le terme « agriculteur·ice » pour désigner mes interlocuteur·ices, suivant les « mots du terrain ».

Contrôle social : La politique dite du « contrôle social » relative à la production de coca dans le Chapare fait référence à la régulation horizontale et communautaire au sein d'un syndicat d'une production n'excédant pas le *cato* légal, plutôt qu'à l'imposition et à la coercition verticale. Elle se met en place sous Evo Morales, après la légalisation de la politique du *cato* (2004) et l'expulsion de la DEA du Chapare (2008).

DEA : *Drug Enforcement Administration.* Agence fédérale américaine du département de la Justice, créée en 1973, chargée de lutter contre le trafic de stupéfiants aux États-Unis. Le Chapare est contrôlé militairement et sujet à des politiques d'éradication forcée de la coca par la DEA de 1987 à 2008.

MAS(-IPSP) : *Movimiento al Socialismo (- Instrumento Político por la Soberanía de los Pueblos)*, « Mouvement vers le Socialisme — Instrument Politique pour la Souveraineté des Peuples ». Parti politique bolivien de gauche, créé en 1997. Il est au pouvoir de 2006 à 2025, avec une interruption d'un an entre novembre 2019 et novembre 2020. Le parti est présidé par Evo Morales de 1997 à 2024. Le MAS-IPSP entretient des liens historiques étroits avec les organisations syndicales agricoles du Chapare.

Organico, Vida organica : L'« organique » ou la « vie organique » désigne l'organisation syndicale comme un organisme nécessitant une maintenance constante, la participation active de tous. Par exemple, ce point, lors de réunions, englobe les sujets « internes » aux organisations.

Partidario : Système où un propriétaire sème la coca sur son terrain, puis en confie l'entretien et la récolte à une tierce personne, qui touche en échange la moitié des bénéfices de la vente des feuilles.

Pollera : Jupe colorée de tissus superposés, dite « traditionnelle ». Les teintes, motifs et longueurs des *polleras* varient en fonction des régions en Bolivie. À Entre Ríos, elle est majoritairement unie et portée au-dessus du genou.

Trópico de Cochabamba (El) : Tropique de Cochabamba. Zone tropicale du département de Cochabamba, regroupant 5 municipalités situées dans trois provinces (Chapare, Carrasco, Tiraque). La région entière est souvent désignée par le terme global « Chapare ».

UDESTRO : *Unidad de Desarrollo Económico Social del Trópico* (« Unité de Développement économique et social du Tropique »). Organisme public bolivien chargé d'enregistrer, de mesurer et de contrôler les cultures de feuilles de coca dans la région tropicale de Cochabamba.

UNODC : *United Nations Office on Drugs and Crime* (« Office des Nations Unies contre la Drogue et le Crime »). Agence spécialisée de l'ONU chargée de coordonner la lutte mondiale contre les drogues illicites, le crime organisé, la corruption et le terrorisme. L'UNODC réalise notamment des enquêtes et des cartographies sur la coca en Bolivie, en Colombie et au Pérou conjointement avec les gouvernements concernés.

Veneno : « Poison ». Désigne un intrant chimique. Parfois, les personnes distinguaient le *veneno* comme « pesticide » d'autres intrants comme les fertilisants et hormones.

INTRODUCTION

Au centre de la Bolivie et au nord-est de la ville de Cochabamba, les contreforts orientaux des Andes s'abaissent vers les plaines amazoniennes. Il s'y étend une région chaude et humide que les Boliviens nomment « *El Chapare* », ou « *El Trópico de Cochabamba* ». Les dépliants touristiques en vantent le climat tropical, les rivières, cascades et parcs nationaux, refuges d'une flore et d'une faune exubérantes. Cependant, c'est rarement par ses paysages que le Chapare accède à la visibilité nationale et internationale. Dans la presse, la région est fréquemment qualifiée de « zone de non-droit », de « bastion du narcotrafic » ou de « fief d'Evo Morales ». C'est dans une municipalité à l'est du *Trópico*, à Entre Ríos, que j'ai réalisé entre septembre et décembre 2025 l'enquête ethnographique dont est issu ce mémoire.

Le Chapare occupe une place singulière dans la géographie politique bolivienne. La feuille de coca y est cultivée dans un statut de semi-légalité : la « politique du *cato* » autorise depuis 2004 chaque famille déclarée à planter une parcelle de 1 600 mètres carrés de coca. Or, dans les faits, la production de feuilles de coca excède ce seuil et la quasi-totalité de celle-ci alimente les marchés illégaux de la cocaïne, en partie transformée dans la région. Cette situation se double d'une particularité organisationnelle : dans le Chapare, ce sont les syndicats agricoles qui structurent la vie politique locale. Ces organisations se sont historiquement fédérées autour de la lutte pour le droit à la culture de coca. C'est de celles-ci qu'est issu le Mouvement vers le Socialisme (MAS), parti de l'ex-président Evo Morales, dont la figure demeure omniprésente alors même que cette enquête se déroule au moment où le MAS quitte le pouvoir, après presque vingt ans de présidence.

La région est également un pôle économique agricole important. Ses conditions climatiques, sa topographie, mais également les infrastructures productives et innovations technologiques (liées aux nombreux programmes de coopération internationale et de développement « alternatif » à la coca) y ont permis une croissance économique fulgurante (Cespedes, 2018). En plus de la coca — dont l'UNODC estime que la production représente aujourd'hui plus de la moitié des feuilles produites annuellement en Bolivie[1] (Oficina de las Naciones

[1] Il s'agit là d'estimations concernant le poids des feuilles produites par an en Bolivie. L'UNODC se base sur des cartographies et estimations des surfaces cultivées de coca (42% de celles-ci se trouvent dans le Chapare en 2024), ainsi que sur des estimations de rendements surface/poids dans la région spécifique (2.607 kilogrammes par hectare cultivé par an dans le Chapare) (Oficina de las Naciones Unidas contra la Droga y el Delito – UNODC, 2025).

Unidas contra la Droga y el Delito - UNODC, 2025) — les agriculteurs du Chapare cultivent fruits tropicaux, café, céréales, manioc… alimentant le reste du département et du pays..

C'est dans ce cadre que s'inscrit un programme de coopération académique financé par l'ARES et coordonné par l'Université de Liège et l'Université Mayor de San Simón de Cochabamba, duquel une bourse a rendu possible la réalisation de ce travail. Ce projet interdisciplinaire vise à développer une « chaine de valeur durable du manioc » dans le Chapare, comme stratégie de résilience socioécologique face au changement climatique. En effet, le manioc constitue une culture prometteuse des tropiques boliviens, mais négligée, faute de variétés améliorées, de gestion adéquate de la fertilité des sols et de maîtrise des pathogènes. Parmi les facteurs identifiés comme freinant l'adoption de la culture du manioc, figure également la possibilité d'obtenir des revenus comparativement plus importants grâce à la production de coca[2].

Partie pour m'intéresser à la culture du manioc, je me suis trouvée confrontée à la difficulté d'accéder aux producteurs[3]. Cette contrainte empirique a réorienté les termes de cette recherche, centrée sur des enjeux spécifiques des systèmes agricoles du Chapare dans leur diversité productive, mais qui, chacun, intégraient la culture de coca.

Le premier chapitre situe le Chapare comme espace politique, depuis l'histoire de sa colonisation et de l'émergence des syndicats *cocaleros* jusqu'à la vie syndicale quotidienne et ses enjeux observés durant l'enquête.

La deuxième partie s'intéresse aux entreprises et trajectoires agricoles, individuelles et familiales, ainsi qu'à la place de la coca en leur sein. Comment la coca s'inscrit-elle dans ces trajectoires, et selon quels arbitrages économiques et moraux ? Et comment le « contrôle social » exercé par les syndicats se recompose-t-il au moment où s'effrite le modèle qui liait ces organisations au pouvoir national ?

Le chapitre trois émerge d'un travail ethnographique dans des magasins de pesticides de la municipalité d'Entre Ríos. Il s'intéresse à la manière avec laquelle la rencontre marchande,

[2] Vanderschuren, H., & Rojas-Beltrán, J. A. (2020). *Call for RDP or TPS project proposals 2020: Project form. Research Project for Development (RPD): BUSCAR: The Bolivian humid tropical zone for the implementation of a sustainable cassava value chain, within the framework of family farming, as a socio-ecological resilience strategy*. [Document interne, non publié].

[3] Dans ce mémoire, l'écriture inclusive est utilisée de manière ponctuelle lorsque je désigne les personnes avec lesquelles j'ai travaillé, rappelant une posture genrée et située qui sera explicitée ultérieurement. Dans le reste des cas, par souci de lisibilité, et puisque la majorité des espaces fréquentés l'étaient en majorité par des hommes, le masculin générique est utilisé.

physique et numérique, permet de faire circuler les intrants chimiques agricoles. L'omniprésence de la coca dans ces interactions pose la question de savoir comment cette culture devient le lieu d'une double dépendance — aux agrochimiques et à ceux qui les vendent.

Le quatrième chapitre, enfin, explore les manières dont la pollution et la toxicité des agrochimiques sont exprimées discrètement par les mots et les pratiques, vécues dans les corps et gérées dans les sols.

En filigrane de ces réflexions, ce travail met en lumière les tensions et ambivalences morales, économiques et sanitaires qui traversent les considérations agricoles dans le Chapare, où les pratiques locales s'imbriquent aux dynamiques de la mondialisation et à ses circuits licites comme illicites, dans un ordre fragilisé par des réorientations politiques récentes. Cette monographie restitue ces questions au plus près du terrain, dans une démarche inductive et réflexive dont les conditions sont explicitées dans la suite de cette introduction.

A. Spatialisation et précision terminologique

Le « Tropique de Cochabamba » ou simplement « *El Trópico* » renvoie avant tout à une zone géographique et climatique : la partie tropicale du département de Cochabamba. Celle-ci regroupe 5 municipalités réparties dans trois provinces : Chapare (Villa Tunari), Carrasco (Entre Ríos, Puerto Villarroel et Chimoré) et Tiraque (Shinahota) sur un total de plus de 24 500 kilomètres carrés. Cependant, dans le langage courant, médiatique, et dans la littérature scientifique, le terme « Chapare » est souvent mobilisé pour désigner la région entière du « Tropique de Cochabamba », située en partie dans la province de Chapare. Pour Busnel (2025, p.14), cette substitution est liée au fait que la culture de coca a commencé dans la province de Chapare avant de s'étendre dans les autres du *Trópico*. Dans ce travail, les deux termes sont utilisés de manière équivalente.



Figure 1 : Carte administrative et politique de la Bolivie, avec routes principales. Entre Ríos est pointé à l'est du département de Cochabamba (adapté de Mapas Del Mundo, consulté le 8 juin 2026 à l'adresse https://www.mapas-del-mundo.net/america-del-sur/bolivia/detallado-mapa-politico-y-administrativo-de-bolivia-con-carreteras-y-principales-ciudades-1993).



Figure 2 : Localisation de la municipalité d'Entre Ríos au sein du département de Cochabamba et de ses zones géographiques : Tropique, Vallées, Andes, Métropole de Cochabamba, Cône Sud.

(Adapté de Sistema Integrado de Información Productiva, https://siip.produccion.gob.bo/atlas/COCHABAMBA.php, consulté le 8 juin 2026).

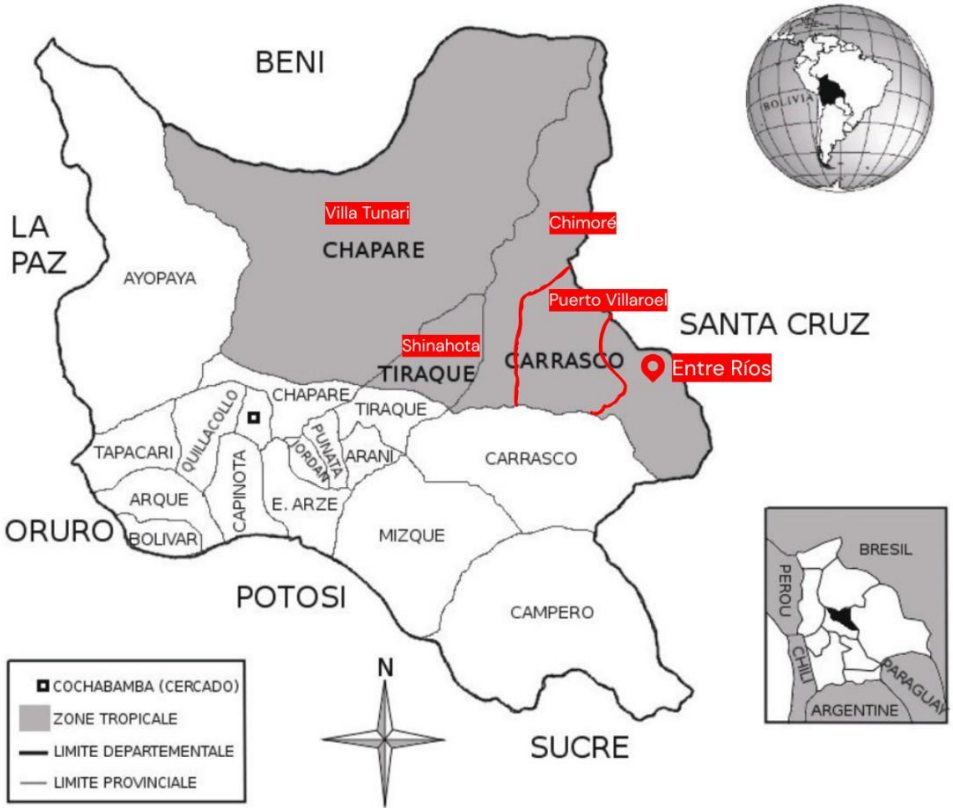


Figure 3 : Provinces et municipalités du Tropique de Cochabamba au sein du département de Cochabamba (Adapté de Busnel, 2025).
La zone grisée correspond aux cinq municipalités du Tropique de Cochabamba/Chapare.

Dans le cadre de ce projet, j'ai pu rencontrer Jhesenia Gutierrez Lopez qui réalise une thèse en anthropologie sur le sujet. Son travail était déjà établi dans la municipalité d'Entre Ríos, plus grande productrice de manioc. J'ai choisi d'effectuer mon enquête dans la même municipalité pour la même raison. Présentée par Jhesenia à quelques acteur·ices de terrain, cela m'y a grandement facilité l'entrée.

La municipalité d'Entre Ríos se trouve à l'extrême est du *Trópico*, proche de la frontière départementale avec Santa Cruz que constitue le large fleuve Río Ichilo. La municipalité compte 6 districts : Bulo Bulo, Río Blanco, Entre Ríos, Manco Kapac, Isarzama et le parc Carrasco. Dans le cadre de mon enquête, je me suis rendue dans les cinq premiers. Les agglomérations des districts se situent le long de la « Route 4 », une des principales du pays, qui traverse d'est en ouest le pays depuis 1970.

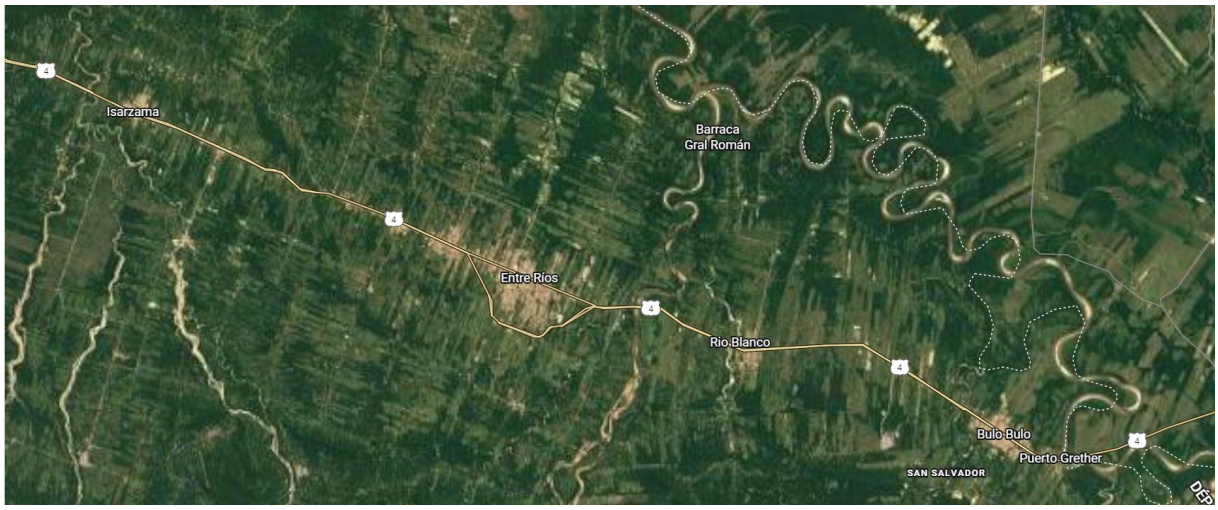


Figure 4 : Vue satellitaire des agglomérations de la municipalité d'Entre Ríos. (Capture d'écran personnelle, Google Maps, janvier 2025).
D'ouest en est, les agglomérations principales des districts de la municipalité d'Entre Ríos se succèdent le long de la Route 4 : Isarzama, Manco Kapac (non indiqué), Entre Ríos, Río Blanco, Bulo Bulo. Le Río Ichilo, en pointillés, constitue la frontière départementale entre Cochabamba et Santa Cruz.

Deux parcs nationaux se situent dans le Tropique de Cochabamba : Isiboro Sécure et Carrasco. Ce dernier s'étend sur 6 226 km² au sud des trois provinces du Chapare, y compris dans une grande partie de la municipalité d'Entre Ríos, elle-même jouxtée par le parc national Amboró dans le département de Santa Cruz. Si toute exploitation humaine y est interdite, les deux parcs n'en sont pas moins touchés par l'extension de la frontière agricole et par des plantations de coca illégales en leur sein, fréquemment relatées et cartographiées (Fides, 2026 ; Mongabay, 2025 ; Oficina de las Naciones Unidas contra la Droga y el Delito - UNODC, 2025). Dans le cadre de cette enquête, je ne me suis rendue dans aucun de ces parcs et n'ai pu investiguer les enjeux spécifiques qu'ils soulèvent.

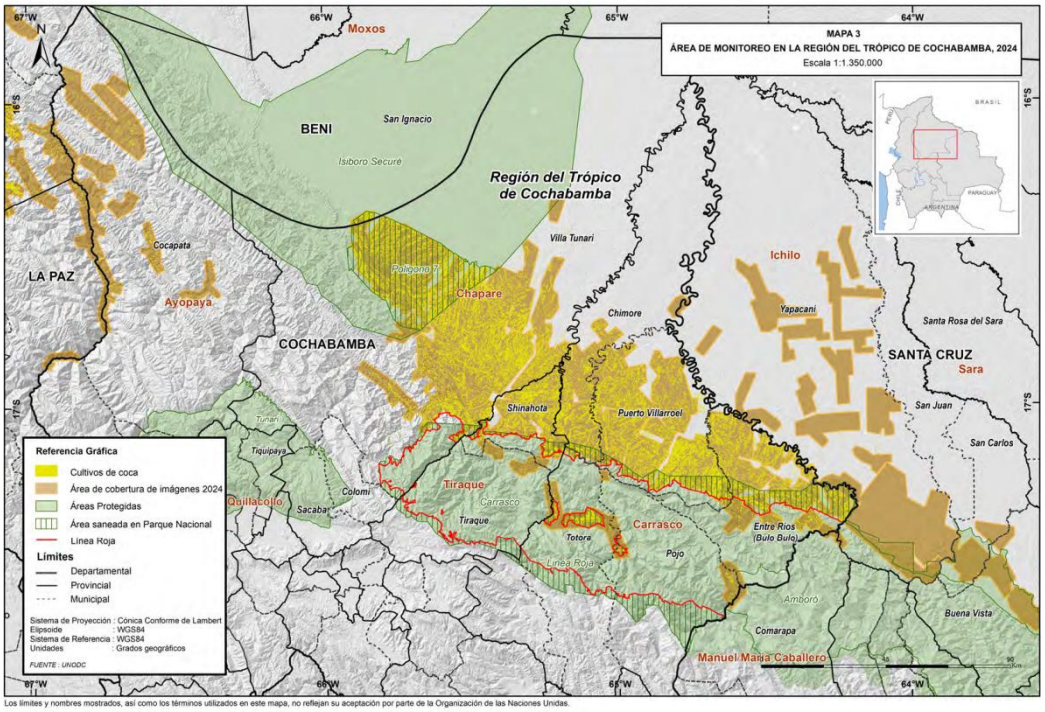


Figure 5 : Densité des cultures de coca dans la région du Tropique de Cochabamba, reconstitution d'images satellites (Oficina de las Naciones Unidas contra la Droga y el Delito - UNODC, 2025).

B. Méthodologie

Entrées ethnographiques sur un terrain aux marges de la légalité

Aux prémices de mon enquête, je comptais travailler autant que possible avec des cultivateurs de manioc qui ne plantaient pas de coca, ou dans les limites légales, anticipant pragmatiquement un accès au terrain facilité et plus sûr. Je n'y suis pas parvenue : tous·tes mes acteur·ices de terrain, sans exception, cultivaient de la coca, souvent au-delà du *cato*[4] légal, parfois à côté d'autres productions. Involontairement, le point commun entre eux s'est ainsi révélé être cette production agricole illégale : excédentaire, non déclarée et/ou destinée à des marchés clandestins. Si la coca n'était pas mon objet d'étude initial, et son caractère illégal ou le narcotrafic moins encore, j'ai rapidement mesuré l'omniprésence de ces réalités dans la municipalité, avec laquelle il m'a fallu composer.

La littérature sur la production agricole de plantes à drogue (coca, pavot, cannabis…) souligne la récurrente difficulté d'accès à ces terrains, souvent spatialement éloignés, socialement fermés ou surveillés (Azizi & Gundur, 2025 ; Chouvy, 2018). Les stratégies déployées passent fréquemment par la médiation d'intermédiaires locaux, telles des organisations non gouvernementales (Acero & Thomson, 2022). Le Chapare ne fait pas exception : les *chacos*[5] sont situés en dehors des agglomérations, parfois éloignés de plusieurs heures en voiture, dans des espaces dont l'entrée est contrôlée par des syndicats agricoles[6]. Busnel (2025, pp.15-33) explique comment son enquête dans le Tropique de Cochabamba a été menée au départ d'une antenne universitaire dans la région ainsi qu'en y accompagnant des fonctionnaires de l'État dans leurs missions. Grisaffi (2019), constatant que « tout le monde était occupé toute la journée à travailler dans leurs champs » (p.54), s'était associé quant à lui à une radio locale liée aux organisations syndicales. Il raconte que le fait d'assister aux discussions au sein de la radio et d'accompagner les reporters partout dans le Chapare lui permit d'être traité comme un « allié » plutôt qu'en étranger. Les deux

[4] Dans le Chapare, superficie agricole de 1600 mètres carrés — soit 40 mètres sur 40 mètres — destinée à la culture de coca. La « politique du *cato* » y autorise dès 2004 la culture d'un *cato* de coca par famille.
[5] Dans le Chapare, le terme « *chaco* » désigne une parcelle agricole ou pastorale délimitée, ou une même propriété de plusieurs parcelles. Les personnes rencontrées ne savaient pas d'où le mot venait ou pourquoi il était utilisé dans la région. Une hypothèse soulevée par une actrice de terrain est qu'il pourrait venir du verbe *chaquear,* regroupant les actions nécessaires à « nettoyer la terre » pour la rendre cultivable : couper, brûler, désherber…
[6] L'entrée implique fréquemment le paiement d'une taxe d'entrée. Lorsque je questionnai l'intérêt de ce péage à des acteur·ices de terrain, ceux-ci me citaient souvent l'entretien des routes. L'un me cita également que c'était « une forme de contrôle ». Un épisode décrit ultérieurement montre comment cet arrêt obligatoire a parfois été lieu de tensions par rapport à ma présence.

hommes soulignent néanmoins que seuls les liens de confiance construits sur le long terme au départ de ces stratégies leur ont permis d'avoir accès à des discours autres que le « discours officiel » et médiatique des organisations syndicales (Busnel, 2025, pp.15-33 ; Grisaffi, 2019, p.54).

Dans le cadre de ce travail, les accès aux différents acteur·ices de terrain se sont créés par rapports de confiance interposés. Les premiers contacts ont été établis grâce à Jhesenia Gutierrez Lopez, familière de ce terrain depuis plusieurs années, puis ont mené à d'autres rencontres par effet « boule de neige ». Les relations de confiance établies avec ces personnes m'ont permis d'accéder à certains lieux. Cependant, les dernières considérations du premier chapitre montreront comment celles-ci n'ont pas toujours suffi face à la méfiance que notre/ma démarche pouvait susciter dans le contexte spécifique du Chapare.

Cette ethnographie repose donc en grande majorité sur des observations participantes et des discussions informelles menées avec des agriculteurs et agricultrices de la municipalité. Ces méthodes s'adaptaient à leurs emplois du temps chargés et souvent imprévisibles, ainsi qu'à un contexte politiquement sensible se prêtant mal à des entretiens formels. La plupart du temps, je les accompagnais lors de leurs journées de travail sur les *chacos*, œuvrant physiquement avec elles et eux. Avec certain·es, nos moments se sont étendus en dehors des champs et j'ai participé à des scènes de vies quotidiennes et domestiques — repas, fêtes, anniversaire, cérémonie de diplomation, parties de pêche… J'ai également assisté à deux réunions syndicales et à une formation en pisciculture organisée dans le cadre d'un projet gouvernemental de développement.

Cependant, après quelques semaines à Entre Ríos, je ressentais une certaine frustration. Il m'arrivait de passer plusieurs jours sans pouvoir me rendre sur le terrain, car je dépendais totalement des agriculteur·ices qui, parfois, ne répondaient pas à mes messages pendant plusieurs jours ou annulaient nos rendez-vous. Avec le temps, j'ai identifié que les raisons principales étaient souvent des imprévus familiaux, météorologiques ou liés aux travaux agricoles. En effet, lors des jours de pluie, les agriculteur·ices n'allaient généralement pas travailler : la pluie rendait les routes difficilement praticables, et empêchait certaines tâches agricoles telles que la pulvérisation.

J'ai donc cherché à diversifier mon terrain en ethnographiant des magasins d'agrochimiques situés dans la municipalité. Des entretiens formels ont été réalisés avec les propriétaires de trois commerces, espérant que le déroulement de l'entretien crée une confiance nécessaire à

pouvoir y passer du temps ultérieurement. Cette stratégie a fonctionné dans deux cas. En plus de réaliser des ethnographies des magasins en eux-mêmes, j'ai rencontré par ce biais d'autres agriculteur·ices avec qui j'ai pu nouer des liens de confiance et d'amitié. Enfin, en voyant « défiler » les clients et leurs besoins, j'ai élargi ma compréhension du « paysage de cultivateurs » de la région. Le deuxième chapitre développe comment les agrochimiques ont par la suite constitué à la fois un objet heuristique, et à la fois une porte d'entrée conversationnelle dans un contexte où ma présence devait sans cesse être justifiée et où la question de la coca teintait mes rapports sociaux de silences et méfiances.

Le contexte de production de coca et de drogue dans le Chapare et à Entre Ríos s'accompagne d'évènements violents, bien que la recherche souligne fréquemment des niveaux de violence notablement moins élevés que dans d'autres régions de la chaine de production de cocaïne[7] (Grisaffi, 2022 ; Ramos Torres et al., 2023 ; UNODC, 2020, p.53). Si la « violence », liée au narcotrafic ou non[8], ainsi que ses effets, ne se réduit pas aux assassinats, ceux-ci en constituent l'aspect le plus visible médiatiquement et sur les réseaux sociaux, où les images sordides des cadavres sont régulièrement relayées et commentées. Ce contexte a suscité chez moi une grande prudence afin de n'insécuriser ni mes interlocuteur·ices, ni moi-même. Ces enjeux pragmatiques et éthiques de la recherche ont parfois prévalu sur les impératifs méthodologiques et scientifiques de récolte de données, contribuant à une posture située décrite ci-après.

Comme me l'a un jour glissé un ami et acteur de terrain, il ne « faudrait pas que je voie ce que je ne dois pas voir ». Consciente d'évoluer dans un milieu dont je n'apprenais les codes qu'à tâtons, j'ai sciemment accepté d'être guidée et orientée par mes interlocuteur·ices avec qui se créait une confiance réciproque, prêtant attention aux lieux et sujets où on m'emmenait, mais également à ceux où l'on ne m'emmenait pas. Si j'expliquais du mieux que je le pouvais ma démarche d'étudiante belge s'intéressant au manioc et aux pesticides, j'étais structurellement dépendante de mes interlocuteur·ices locaux·ales et des stratégies qu'ils et elles mobilisaient pour rendre possible ma présence dans certains lieux de mon terrain. Mon statut d'étudiante en anthropologie était compris par mes acteur·ices de terrain. Cependant, l'observation des stratégies qu'iels déployaient m'a montré que ce statut ne

[7] Ces études soulèvent notamment que le nombre d'homicides est bien moins élevé dans le Chapare, mettant souvent en lien cette situation avec la politique du *cato* et du contrôle social de la coca instaurées sous Evo Morales (Ramos Torres et al., 2023), ou avec les relations de parenté et de réciprocité au sein des syndicats paysans (Grisaffi, 2022). Ces deux éléments seront développés dans le chapitre 1.

[8] La question des perceptions et effets de ces violences n'a pas pu faire l'objet d'un examen approfondi et est discutée dans l'épilogue de ce mémoire.

suffisait pas toujours à ouvrir certains espaces ethnographiques. Il est donc arrivé que les personnes avec qui je travaillais me présentent, malgré moi, comme une parente éloignée ou une ouvrière agricole afin de faciliter mon accès à certains lieux. Je pressens que cela permettait aussi de signifier simplement à autrui que j'étais de confiance.

Ainsi, tout le long de ce travail de terrain, ma démarche s'est continuellement adaptée aux résistances et sensibilités du terrain, dans une posture inductive privilégiant souplesse et réflexivité. Cette adaptation s'est traduite par des ajustements successifs à la boussole du trouble, des sentiments de non-dits ou de « rater » (Barrelet, 2017). Au fil de cette monographie, ces malaises, tensions, et ajustements qui en résultent sont décrits au lecteur dans la perspective d'une anthropologie « sensible » dans laquelle l'intimité et la réflexivité permettent une compréhension plus fine des enjeux parfois indicibles du terrain (Bouillon et al., 2005 ; Mazzocchetti, 2015). La mise en lumière des subjectivités, négociations et « errances créatives » de la recherche relève alors non seulement de transparence scientifique, mais joue un rôle heuristique (Caratini, 2013).

En cela, la première personne mobilisée dans ce travail est un « je » méthodologique (Olivier de Sardan, 2008) visant à expliciter les subjectivités et intersubjectivités, inévitables dans toute science, mais qui constituent le fondement de la démarche ethnographique, dont le savoir émerge inévitablement de la rencontre.

Des accès situés

Mes accès au terrain et les relations tissées en son sein étaient clairement genrés. Les auteurs masculins ayant travaillé dans le Chapare mentionnent leurs accès difficiles aux sphères sociales et perspectives féminines (Busnel, 2025, pp.15-33 ; Grisaffi, 2019, p.56). Pour ma part, en tant que femme, je suis principalement rentrée en contact avec des femmes et leurs entourages familiaux — dont faisait partie la majorité des hommes côtoyés. Je n'ai jamais eu d'accès à des entre-soi masculins, au contraire d'entre-soi féminins — associés aux tâches domestiques, mais également souvent affinitaires et spontanés. Le temps passé dans les magasins d'agrochimiques fait exception : les vendeurs d'agrochimiques étaient tous des hommes, comme la majorité des clients. Cependant, si ces vendeurs étaient mes principaux interlocuteurs, je passais également du temps avec leurs femmes, rencontrées rapidement, que j'accompagnais dans les tâches « féminines » de la journée, telles que la préparation des repas, avant de revenir à mon occupation ethnographique initiale.

Cependant, sans que cela ne relève d'un choix initial, je ne me suis jamais rendue sur un *chaco* sans une autre femme. Même dans les cas où j'accompagnais des couples, elles étaient mes points de contact, me prévenaient de leurs allées et venues ou me proposaient de les accompagner. En effet, quand les agriculteurs rencontrés n'étaient pas mariés, il n'était pas rare qu'ils adoptent envers moi une attitude ambiguë qui me dissuade de leur demander de les accompagner. Quand ils étaient mariés, ils paraissaient réticents à passer du temps avec moi. Un vendeur d'agrochimiques m'expliquait que selon lui, c'était parce que « les femmes boliviennes sont jalouses » ou qu'ils pourraient « avoir peur que quelque chose se passe mal et que ce soit leur responsabilité ». Ce biais de genre a été accentué par la prudence que j'adoptais quant aux personnes que j'accompagnais sur les *chacos*. Souvent éloignés des villages, ces lieux impliquaient une dépendance totale à l'égard de la personne qui m'y emmenait, parfois pour une journée entière dans une région isolée. Mes analyses sont donc fondées majoritairement sur des perspectives féminines, même si j'ai essayé du mieux que je le pouvais de recueillir les propos d'hommes, qui constituent la majorité des cultivateurs de la région[9].

Cela a également contribué à un autre angle mort de mon analyse : je n'ai travaillé qu'avec des femmes ou des couples établis depuis longtemps dans le Chapare, parfois y étant nés, le plus souvent *propriétaires* de leurs *chacos* et donc membres des réseaux syndicaux. En effet, les très nombreux migrants cultivant dans le *Chapare* sont souvent des jeunes hommes seuls, compliquant l'établissement d'une relation ethnographique. En outre, leurs réseaux sociaux et familiaux peu développés, voire inexistants, ne me permettaient pas non plus de nouer des liens de confiance par l'entremise d'un·e intermédiaire.

Les quelques personnes que j'ai accompagnées qui n'étaient pas propriétaires disposaient d'un réseau social et familial bien établi dans la région, puisqu'elles y vivaient depuis leur enfance, ce qui influençait leurs « trajectoires foncières » — comme décrit dans le chapitre 2. Ce travail repose ainsi sur des observations situées réalisées auprès de profils spécifiques et relativement privilégiés au sein du paysage d'acteurs et cultivateurs dans cette région.

[9] Pour cette raison, l'écriture inclusive est utilisée de manière ponctuelle et ciblée lorsque je désigne mes acteurs et actrices de terrains dans leur ensemble, rappelant un point de vue situé essentiel ; ou lorsque je parle de lieux précis où hommes et femmes sont présent·es.

C. Enjeux éthiques de l'écriture

L'écriture de cette monographie s'inscrit dans un terrain où mon propre sentiment de vulnérabilité coexistait avec des rapports de domination historiquement construits. Le fait même de bénéficier d'une bourse de mobilité pour mener une enquête dans le Chapare ne peut être dissocié d'intérêts occidentaux qui ont historiquement visé cette région, longtemps ciblée par des plans de développement et des politiques d'éradication violentes. En outre, ma présence sur le terrain n'était pas exempte d'attaches institutionnelles : elle s'inscrivait dans un dispositif de coopération académique dont les horizons normatifs — développement durable, résilience socioécologique, souveraineté alimentaire — ne sont pas sans résonances avec des logiques de substitution des cultures de coca. À cet égard, ma blancheur de peau m'a parfois inscrite dans une généalogie de présences étrangères associées au contrôle et au soupçon, contribuant à ma posture située.

En outre, la méthode inductive et sa mise en écriture s'accordent avec l'exigence éthique de ne pas nuire, ni accroître les risques encourus par les personnes rencontrées, ni renforcer une stigmatisation déjà présente à l'égard des *chapareños*[10]. Sur ce dernier point, la stratégie adoptée dans ce travail consiste à privilégier les mots du terrain ou « l'émique » (Olivier de Sardan, 2008). Par exemple, je n'appelle pas mes interlocuteur·ices *cocalero·as* — alors que la culture de coca constitue justement leur point commun — pour la simple raison qu'ils et elles ne se désignent pas comme tels. L'adjectif *cocalero* désigne cependant dans ce travail ce qui est relatif au monde social et politique qui a émergé sous la bannière de la défense de la feuille de coca à la fin des années 1990 (syndicat *cocalero*, mouvement *cocalero*, corporatisme *cocalero*).

La question de l'anonymisation de mes données est délicate. Au vu du contexte politique sensible, j'ai initialement pensé à raconter cette enquête « quelque part dans le Chapare ». Cependant, plusieurs éléments me poussent à situer mes données à Entre Ríos. Premièrement, le Chapare est une région vaste, que je suis loin de connaitre dans toute sa diversité. Je ne peux affirmer que les dynamiques restituées ici pourraient être retrouvées dans d'autres municipalités. La spécificité géographique du lieu — hors de la province de Chapare, mais dans le *Trópico*, proche de la frontière avec Santa Cruz et du Parc Naturel Carrasco — mérite à mes yeux de faire partie de l'analyse. Deuxièmement, ce terrain est géographiquement le même que celui de Jhesenia Gutierrez Lopez *(à publier)*, qui situe son

[10] *Chapareño*, *chapareña*, désigne un ou une habitant·e du Chapare, ou un adjectif relatif à la région.

enquête dans la municipalité. Nous étant parfois rendues sur le terrain ensemble, cette co-présence a des implications que je me dois de détailler, rendant tout silence sur le lieu investigué vain.

Finalement, un obstacle à l'écriture de la localisation de mon enquête aurait été le dévoilement potentiel d'activités illégales peu ou non connues. Cela n'est pas le cas ici : la situation de la production agricole de coca à destination du narcotrafic dans le Chapare est connue et étudiée, y compris dans la municipalité d'Entre Ríos qui fait partie de la zone cartographiée chaque année par l'Office des Nations unies contre la Drogue et le Crime (UNODC, 2025).

En conséquence, afin de rendre non-identifiables mes acteur·ices de terrain, leurs noms et ceux des districts où iels vivent et travaillent ont été modifiés. Ainsi, lorsque je parle d'une personne vivant à Bulo Bulo et dont le *chaco* se trouve dans le district d'Isarzama, la réalité est peut-être celle d'une personne vivant à Río Blanco dont le *chaco* se trouve à Entre Ríos. J'ai modifié lorsque je le jugeais nécessaire d'autres éléments tels que la région d'origine, structure familiale, profession du conjoint… qui pourraient rendre reconnaissables mes interlocuteur·ices.

CHAPITRE 1 : LE CHAPARE COMME ESPACE POLITIQUE



Figure 6 : « Marché de coca » et siège de la Centrale « 22 de Mayo », Entre Ríos (Cliché personnel, novembre 2025). La façade représente Evo Morales.

A. Préambule : contexte électoral de l'enquête

> Je prends un minibus de Cochabamba vers Entre Ríos. Nous quittons la ville en remontant dans les montagnes par des routes sinueuses, dans un paysage froid et presque désertique. Passé un dernier col, la route s'infléchit, amorçant une longue descente vers les basses-terres amazoniennes. Sur la première centaine de kilomètres, elle serpente sur les flancs des collines balayées par le vent. Peu à peu, les virages s'espacent. En même temps qu'apparait la jungle, la piste tortueuse devient une double voie asphaltée bordée de petites villes qui se succèdent. Progressivement, la chaleur, l'humidité et les moustiques s'engouffrent dans l'habitacle. Les panneaux improvisés et tags « EVO 2025 », « VOTO NULO » se font plus fréquents à mesure que nous nous enfonçons dans le Chapare. Une jeune fille est assise à l'avant, à côté du chauffeur. Elle doit avoir 15 ou 16 ans. Elle porte des « vêtements de *cholita* » : une *pollera*[11] bleu ciel, une blouse fleurie, deux longues tresses terminées par des fleurs et des pompons colorés. Les deux discutent. Le chauffeur lui demande à quoi se dédient ses parents. Elle répond qu'ils travaillent dans le *chaco. Ils plantent quoi ?* Elle hausse les épaules. *De la coca.* (Notes de terrain, 14/09/2025).

Cette enquête commence moins d'un mois après le premier tour des élections générales boliviennes de 2025. Pour la première fois depuis 2006, le Mouvement vers le Socialisme (*Movimiento al Socialismo*, MAS) ne sera pas au pouvoir. Le 19 octobre 2025, un second tour élit comme président Rodrigo Paz Pereira, candidat du parti démocrate-chrétien. Lors du premier tour, les municipalités du *Trópico* émettent à plus de 70 % des votes nuls (Organo Electoral Plurinacional Bolivia, 2025) : l'ex-président Evo Morales (2006-2019) appelle à cela pour protester contre son inéligibilité. La Cour Constitutionnelle bolivienne lui interdit une quatrième mandature, et il est visé par plusieurs mandats d'arrêt pour « traite de mineures » depuis décembre 2024. Il vit depuis lors réfugié dans la municipalité de Shinahota, dans le Chapare, protégé par ses soutiens.

> Je passe une matinée dans le magasin de Hilario. C'est calme, il pleut, et peu de gens vont travailler quand il pleut. Nous sommes le 20 octobre, Rodrigo Paz a été élu la veille. Je lui demande ce qu'il pense des résultats des élections. Il souffle. Paz *« n'est pas le meilleur, mais pas le pire […] La Bolivie est dans un moment difficile, avec la crise, la récession. Il faut quelqu'un qui a la poigne* (las manos) *pour gérer ça. Lui, il ne va pas se faire respecter* ».
> Nous parlons ensuite d'Evo Morales.
> **Jeanne :** Il n'a pas appelé à voter pour quelqu'un, si ?
> **Hilario :** Pas directement. Mais, en dessous de lui, il y a des gens, qui sont venus dire aux gens d'ici pour qui voter. Ici, ils écoutent ce qu'Evo leur dit, ils ont tous voté pour Paz.

[11] La *pollera* est une jupe colorée de tissus superposés, dite « traditionnelle ». Les couleurs, motifs et longueurs des *polleras* varient en fonction des régions en Bolivie. A Entre Ríos, elle est majoritairement unie et portée au-dessus du genou. Ce que mes interlocutrices y appellent des « vêtements de *cholita* » désignent la *pollera*, portée généralement avec une blouse, des broches, des boucles d'oreilles et deux tresses. Dans la municipalité d'Entre Ríos, une bonne partie des femmes portent la *pollera* au quotidien, y compris lors de travaux agricoles.

La figure d'Evo Morales est omniprésente dans le paysage matériel et médiatique du *Trópico.* Son portrait point levé est peint sur les bâtiments, son nom est donné à des écoles et instituts, les médias locaux relatent quotidiennement ses interventions. Il assiste fréquemment à des évènements de la vie politique et associative dont il diffuse des images sur ses réseaux sociaux.



Figure 7 : Evo Morales accompagne les autorités municipales lors du défilé de la célébration des 25 ans d'Entre Ríos (Evo Morales, Facebook, 25 septembre 2025, https://www.facebook.com/photo.php?fbid=1334765221351753&set=pb.100044548624945.-2207520000&type=3).

Si les tensions préélectorales vives ont mené à des manifestations violentes, notamment dans le Chapare (Ospina, 2024), le second tour des élections auquel j'assiste se déroule sans grandes tensions.

> Je prends un café avec mon amie Luz. Elle a la vingtaine, c'est la fille d'agriculteurs avec lesquels je travaille régulièrement. Elle me demande si je vais partir de la région pour les élections.
> **Jeanne :** Je ne pense pas, parce que j'ai peur qu'il y ait des *bloqueos*[12] après les élections et que je ne puisse plus revenir.
> **Luz** : C'est possible, oui.
> **J :** Tu penses qu'il va y en avoir ?
> **L** : Je ne pense pas.
> **J :** Pourquoi ?
> **L** : Parce que quand il y avait des *bloqueos*, c'est quand on avait un candidat, Evo Morales. Là, les gens n'ont plus de candidat. Que ce soit l'un ou l'autre qui gagne, ça ne change rien.

[12] Les *bloqueos* constituent en Bolivie une forme relativement courante de protestation collective fondée sur l'occupation et l'interruption des axes de circulation, mobilisée par des organisations sociales.

Les médias désignent souvent le Chapare comme le « fief » ou « bastion » de Morales (Miranda, 2020). Il m'apparait important de décrire l'origine de ce soutien, car il est fortement intriqué à l'histoire de la région, aux modes d'organisations syndicales et à la défense de la culture de la feuille de coca.

B. De la colonisation agricole au mouvement *cocalero* dans le Chapare

Ruée vers les basses-terres et naissance des syndicats

L'organisation syndicale paysanne en Bolivie trouve son origine dans la réforme agraire de 1953, promulguée par le gouvernement du MNR (Mouvement Nationaliste Révolutionnaire) à la suite de la révolution de 1952. Le décret démantèle les *haciendas* — ces grands domaines fonciers sur lesquels les paysans indigènes étaient assujettis à des formes de travail servile héritées de la période coloniale — et engage une redistribution des terres expropriées au profit de la paysannerie (Soliz, 2018). De nouvelles entités syndicales sont désignées comme les organisations responsables de la redistribution des terres et de la gestion des affaires locales. (Busnel, 2017, p.130 ; Ley de reforma agraria — DL N° 3464, 1953)

Dans les vallées de Cochabamba, la réforme résulte en petites parcelles fragmentées et à un accès à la terre qui est saturé. La « crise du *minifundio* » (petite parcelle) empire dès 1960 avec l'expansion démographique (Busnel, 2025, chapitre 1). Plusieurs facteurs se combinent et accentuent les vagues migratoires vers l'Amazonie en provenance de l'Altiplano et des vallées : manque de terres, sécheresses, dénationalisation des mines (Cespedes, 2018 ; Salazar Ortuño, 2008). En outre, l'État bolivien soutient grâce à des financements internationaux[13] les nouvelles arrivées en zone tropicale où sont construites de nouvelles infrastructures. Ces politiques de « colonisation développementaliste » visent à intégrer le pays dans la commercialisation de produits tropicaux : fruits, café, thé, cacao (Gootenberg & Dávalos, 2018). Simultanément, depuis la fin des années 1970, le marché de la cocaïne explose, comme expliqué ci-après, faisant de la culture de coca l'agent essentiel de la croissance des colonies agricoles malgré les plans de développement (Bouchaud, 2013, p.3 ; Millington, 2018, p.84).

Des chercheurs émettent l'hypothèse qu'un élément ayant permis le développement du complexe économique coca-cocaïne dans le Chapare est le gap entre le contrôle et l'organisation politique et sociale forte des syndicats paysans créés à la suite de la réforme de 1953 et le peu de présence administrative étatique (Millington, 2018, p.107). En effet, comme énoncé ci-dessus, dans les hauts plateaux boliviens et sur les fronts de colonisation, les syndicats deviennent la base de l'intégration économique et sociale rurale. Une

[13] Notamment : en 1962, le Plan national de colonisation est financé par l'Agence des États-Unis pour le développement international (USAID) et la Banque interaméricaine de développement (BID) (Busnel, 2022, p.46).

publication de 1984 du Centre d'Études de la Réalité économique et sociale (*Centro de Estudios de la Realidad Económica y Social* - CERES) basé à Cochabamba écrit à propos de la colonisation dans le Chapare :

> « Trouver des terres signifie s'enfoncer dans la forêt et consacrer de nombreuses journées à la recherche. La plupart du temps, cette recherche est entreprise par un petit groupe de personnes, deux ou trois. Ce sont alors de hardis "chasseurs d'humus" qui, parfois pendant des semaines, errent à la périphérie de la zone occupée en enquêtant sur les terres. […] Une fois la terre localisée et les personnes prêtes, vient le moment de distribuer les parcelles. […] C'est à ce stade que l'on décide qui fera partie de la nouvelle colonie et qui en sera exclu : un syndicat est formé, les dirigeants sont élus et un nom est adopté. Cet acte constitutif du syndicat est véritablement fondamental, car il représente la véritable naissance d'une nouvelle colonie.
>
> Le syndicat décide alors qui seront les propriétaires des nouvelles terres, attribue les parcelles et en détermine la localisation. Par l'intermédiaire du syndicat s'organisent également les premières tâches essentielles : l'ouverture indispensable d'un sentier, l'inscription à la centrale syndicale, la légalisation des terrains auprès de l'État et les premiers travaux de défrichement. S'il n'existait pas de syndicats ou de corps communautaire assumant la direction organisée du travail collectif, la colonisation par migration spontanée ne se produirait pas avec la rapidité qu'elle connait actuellement. » (Flores & Blanes, 1984, pp.101-102, traduction personnelle de l'espagnol[14]).

De cette façon, un syndicat désigne simultanément un espace géographique — des parcelles situées dans un même espace délimité — et l'organisation collective de la propriété sur ce même lieu, établie de manière autonome. En effet, être « affilié » (*afiliado)* avalise tout titre de propriété et protège d'éventuelles exactions ou expulsions. La multiplication des unités syndicales dans le Chapare amène pour des raisons pratiques à des regroupements sous forme de « centrales », puis en « fédérations », suivant le même principe de proximité géographique. Par exemple, à Entre Ríos, il existe une fédération, la *Fédération Mamoré-Bulo Bulo*, regroupant une dizaine de centrales toutes situées dans la municipalité, elles-mêmes regroupant par zones géographiques des syndicats.

[14] Dans la suite de ce mémoire, toutes les traductions, de l'anglais ou de l'espagnol, sont les miennes.

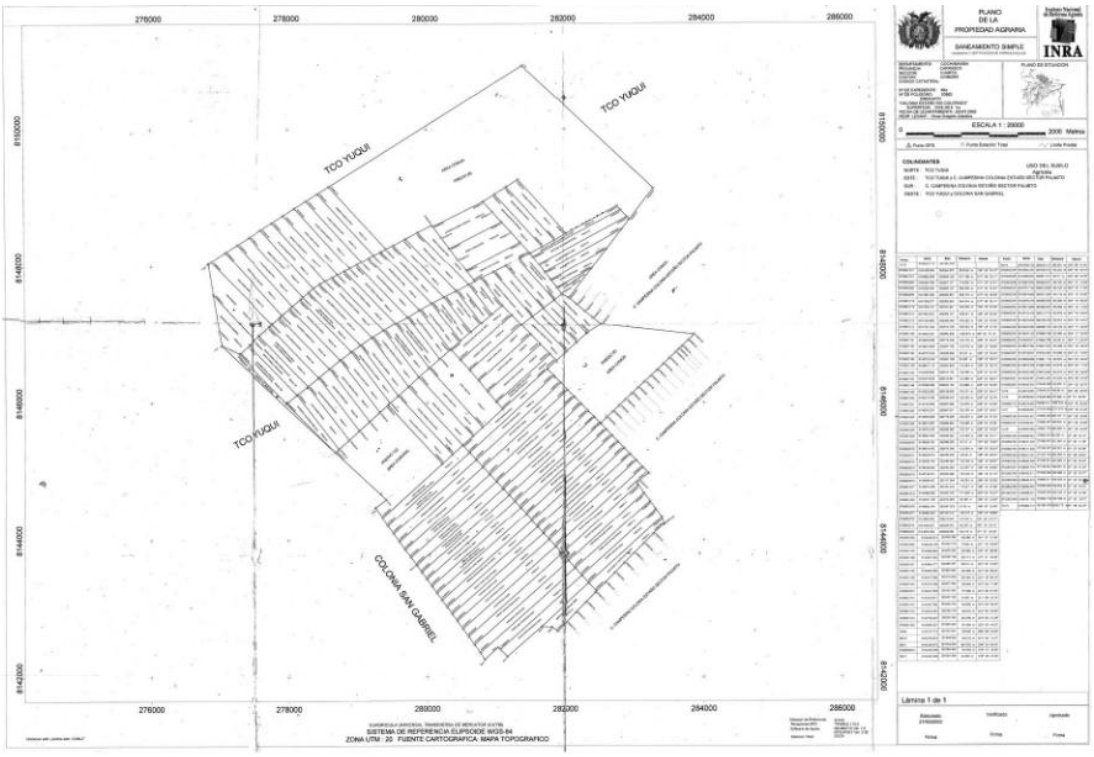


Figure 8 : Carte de l'INRA (Institut National de la Réforme Agraire) d'un syndicat de la municipalité de Chimoré (Chapare). (INRA, 2002, mentionné dans Ramos Torres et al., 2023)
On voit la répartition structurée de terres au sein d'un espace géographique circonscrit.

Ces structures développent des outils de gestion des colonisations massives dans le *Trópico* (Busnel, 2017, p. 131). Les syndicats deviennent les autorités régionales, en l'absence de présence étatique. Aujourd'hui, ils jouent toujours des rôles importants, comme nous le verrons, mais leur autonomie est négociée avec l'État (Grisaffi, 2019, p.36).

La feuille de coca : marchandisation et encadrement juridique

Dans les années 1980, les politiques de développement mises en œuvre dans le Chapare connaissent un tournant dû à la lutte émergente contre le trafic de stupéfiants menée par les États-Unis.

La feuille de coca (*Erythroxylum coca*) est historiquement ancrée dans la culture andine. Poussant dans les zones subtropicales de moyenne montagne, elle est acheminée dans les hautes terres où elle est utilisée à des fins médicinales, nutritionnelles et spirituelles depuis au moins 4000 ans. Sous l'Empire inca (~1430-1533), elle est un privilège des élites inaccessible à la majorité, utilisée à des fins rituelles et comme monnaie d'échange. Ce n'est qu'après la colonisation espagnole que la coca est progressivement intégrée à des circuits

commerciaux et populaires. En premier lieu, elle approvisionne les centres miniers des Andes, ce qui contribue à répandre son usage dans la population. Elle reste cependant aux yeux des Espagnols une pratique associée aux « indigènes » jusque la fin du 19e siècle. En 1860, l'alcaloïde de la feuille, la cocaïne, est isolé en Allemagne, et ses propriétés stimulantes et anesthésiantes sont établies. L'enthousiasme scientifique, médical et populaire mène à l'importation croissante de feuilles de coca et de sulfate de cocaïne vers l'Europe et les États-Unis. En 1901, le Pérou exporte 10,7 tonnes de cocaïne brute et 610 tonnes de feuilles. La Bolivie est à cette époque relativement absente du commerce intercontinental en raison de son enclavement et de frais de transport rendant sa coca moins abordable que sa voisine péruvienne. La production de coca bolivienne est alors concentrée dans les vallées tropicales à l'est de La Paz, les Yungas. (Biondich & Joslin, 2016 ; Croci, 2016 ; Gootenberg, 2004, 2009 ; Grinspoon & Bakalar, 1981; López Restrepo, 2018).

À partir de 1910, le monde politique américain bifurque et entame une lutte anti-narcotique. C'est alors qu'y émerge la représentation de la cocaïne comme danger social et national. Les États-Unis poussent à son contrôle international au sein des Conventions de Genève et dès 1915, réclament un contrôle des régions de culture de la coca. Il faudra cependant attendre la fin de la Seconde Guerre mondiale pour voir émerger un consensus anti-feuille de coca au sein des Nations Unies (United Nations Office on Drugs and Crime - UNODC, 1950). Les circuits de la cocaïne légale disparaissent, et c'est en Bolivie que les nouveaux marchés illicites prennent racine. En effet, le Pérou qui était le principal exportateur andin est alors soumis à la dictature militaire proaméricaine d'Odría (1948-1956) (Gootenberg, 2004). La réforme agraire bolivienne de 1953 provoque donc la migration vers l'Amazonie des « paysans sans terres » *au moment même* de l'émergence du marché de la cocaïne illicite rendue de plus en plus lucrative par les prohibitions et le risque qu'elles génèrent (Cespedes, 2018 ; Gootenberg, 2004, 2009). Le « boom de la cocaïne » a lieu dans les années septante alors qu'un « réseau intégré de production agricole, de raffinage et de trafic avait été mis en place à partir de ces régions amazoniennes en plein essor » (Gootenberg, 2004, p. 81).

Les politiques de développement mises en œuvre dans le Chapare visent dès lors à réduire la production de coca, comme le « Projet de développement Chapare Yungas » (1975), financé par l'Association internationale pour le développement (IDA) (Cespedes, 2018). Cependant, les migrations vers le *Trópico* s'intensifient — notamment avec la privatisation minière de 1985 licenciant 22 000 mineurs (Busnel, 2022, p.46). La région est mise sous

contrôle militaire et sujette à des politiques d'éradication forcée de la coca par la *Drug Enforcement Administration* américaine (DEA) dès 1987 (DEA MUSEUM, s. d.).

Ces politiques s'appuient sur une loi votée en 1988 sous la pression américaine (Grisaffi, 2019, p.19) qui établit les Yungas de La Paz comme zone « historique et traditionnelle » de la culture de coca en la légalisant explicitement (Ley del Régimen de la Coca y Sustancias Controladas Nº 1008, 1988). Elle fait référence aux régions où la coca est cultivée « historiquement, socialement et agroécologiquement » (art.9) et destinée aux usages licites, traditionnels, médicinaux et rituels (art.4) et dans la limite de 12 000 hectares (art. 29). Simultanément, la loi rend strictement illégale la culture de la coca dans d'autres zones (art.8), dont le Chapare qui est visé comme une « zone de production excédentaire en transition » devant faire l'objet d'une réduction des cultures de coca associée à des « usages illicites » (art.10). Le Chapare devient la « zone rouge de la guerre contre le narcotrafic » (Bouchaud, 2013, p.3). La signature de la Loi 1008 y provoque en juin 1988 une manifestation, dite « massacre de Villa Tunari » durant laquelle sont tués 16 *cocaleros* (Gutiérrez Aguilar, 2008, p.187). Les deux décennies d'éradications forcées constituent, selon la littérature, un échec documenté : elles génèrent pauvreté et violations massives des droits humains sans atteindre leurs objectifs de réduction des cultures de coca (Grisaffi et al., 2019). Les souvenirs des violences commises par les forces américaines sont encore vifs, comme en témoigneront les récits de certains de mes acteur·ices de terrain.

De la résistance cocalera au pouvoir politique

Comme expliqué précédemment, la colonisation des basses-terres par des migrants des vallées et de l'Altiplano donne naissance à de nombreux syndicats paysans s'établissant de manière autonome et gérant de larges fonctions. Ils se rassemblent progressivement en centrales et fédérations. Pendant 20 ans, les armées américaines et boliviennes se heurtent à la résistance des producteurs de coca ainsi organisés, qui réalisent actions collectives, blocages massifs, marches, revendiquant la régulation de la culture de coca et la fin des éradications forcées (Ramos Torres et al., 2023, p.17). En 1992 est créée la Coordination des

Six Fédérations du Tropique de Cochabamba (*Coordinadora de las 6 Federaciones del Trópico de Cochabamba*).

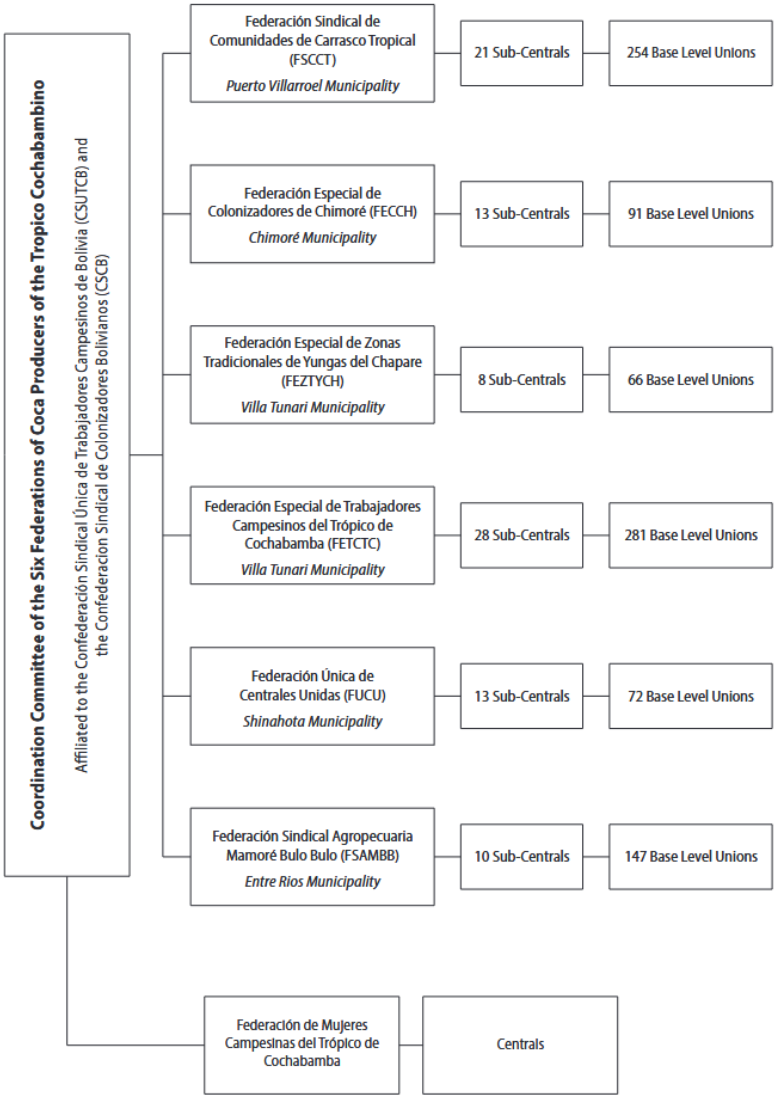


Figure 9 : Structure syndicale paysanne dans le Tropique de Cochabamba. (Grisaffi, 2019, p.37). De gauche à droite, la Coordinadora *regroupe les 6 Fédérations — une ou deux par municipalité, ainsi que la « Fédérations des Femmes ». Chaque Fédération intègre des Centrales (*Sub-Centrals*), qui elles-mêmes regroupent des unités syndicales,* sindicatos*, indiquées* Base Level Unions*.*
La diffusion de l'information entre les niveaux d'organisations et le pouvoir coercitif de la Coordinadora *donne une grande force mobilisatrice aux* cocaleros *du* Chapare *: chaque action de la* Coordinadora *inclut l'ensemble des syndicats représentés*[15] *(Bouchaud, 2013, p.4).*

[15] Les producteurs de coca des Yungas sont également organisés en 6 Fédérations regroupées en une Coordination depuis 1989. Bien que la culture de coca y soit légalisée par la Loi 1008, ils se mobilisent régulièrement lors de remises en question de ce droit. Cependant, le mouvement n'a pas l'ampleur de celui dans le Chapare : le centre de décision ne se situe pas dans la Coordination, mais dans les Fédérations ; et ils ne sont pas en faveur de la légalisation de la coca du Chapare qui apparait comme une concurrente commerciale illicite (Bouchaud, 2013, p.4). Cette réticence dans les Yungas liée à la concurrence entre les « deux cocas » persiste encore aujourd'hui (Ramos Salazar, 2018).

D'autre part, les plans de développement « alternatifs » visant à substituer les cultures de coca ne fonctionnent pas, pour de nombreuses raisons : les produits alternatifs ne peuvent compenser le prix de la coca, ils ne disposent pas d'un marché consolidé et les producteurs n'ont pas de suivi technique adéquat (Ramos Torres et al., 2023, p.16). En outre, ces programmes, en cherchant à créer des associations de producteurs, concurrencent les autorités syndicales en termes des ressources d'administration du territoire et de contrôle des membres (Busnel, 2022, p.51). Surtout, ils sont conditionnés à l'éradication de la coca qui progressivement devient l'enjeu politique et identitaire principal des organisations syndicales (Busnel, 2017, p.135 ; Ramos Torres et al., 2023, p.11). La littérature met en évidence une « fabrique » identitaire du *cocalero* qui s'articule à des thèmes comme les luttes paysannes ou l'autochtonie : « la coca devint alors un puissant catalyseur identitaire à la convergence des luttes contre la répression, l'impérialisme et le néolibéralisme » (Busnel, 2017, p.135). Ainsi, si l'organisation agricole syndicale s'étend dans toute la Bolivie rurale, dans le Chapare, les syndicats, centrales et fédérations sont créés sous *l'objectif commun de la défense de coca* (Ramos Torres et al., 2023, p.34). Cette construction perdure ensuite après l'obtention des droits à sa culture : Pearson (2016) montre comment, entre 2013 et 2014, la prolifération d'un champignon (*Fusarium oxysporum*) détruisant les *catos* de coca crée la panique au sein des organisations syndicales. En effet, pour celles-ci, la disparition de la coca menacerait l'existence même des six Fédérations et de leur discours. Ainsi, dans les discours médiatiques, quotidiens, et également dans ce travail, des termes comme « syndicat paysan[16] » ou « organisation de *cocaleros*[17] » désignent les mêmes structures.

En 1994, la Loi de Participation Populaire (*Ley de Participación Popular* – LPP) décentralise l'État en créant plus de 300 municipalités en Bolivie, permettant l'émergence de partis politiques « indigènes et paysans » et leur accès au pouvoir politique au niveau local (Grisaffi, 2019, p.44). En 1998, Evo Morales et les syndicats de producteurs de coca forment leur propre parti, *El Instrumento Político por la Soberanía de los Pueblos* (IPSP, « Instrument Politique pour la Souveraineté des Peuples ») qui remportera les élections présidentielles sous le nom du MAS-IPSP[18] avec Evo Morales en 2006 (*ibid*, p.45). Comme son nom l'indique, l'IPSP est alors conçu comme l'instrument politique des syndicats (Bouchaud, 2013). Dans un premier temps, les appareils syndicaux et partisans se

[16] *Sindicato campesino.*
[17] *Organización cocalera, de cocaleros.*
[18] *Movimiento al Socialismo — Instrumento Político por la Soberanía de los Pueblos*, « Mouvement vers le Socialisme — Instrument Politique pour la Souveraineté des Peuples.

confondent, avant de se distinguer tout en restant profondément liés par la suite (Grisaffi, 2019, pp. 45-40 ; Komadina & Geffroy, 2007, pp. 81-108).

Ainsi, même après la prise de pouvoir nationale du MAS, Bouchaud (2013, p.6) identifie une forme de subordination des syndicats au gouvernement[19], lorsque celui-ci exploite par exemple la force de mobilisation des *cocaleros* du Chapare pour défendre des choix politiques face à ses détracteurs. Le candidat national du parti (à savoir, pendant presque 20 ans, Evo Morales) est désigné par des votes successifs au niveau du syndicat, de la centrale et de la fédération (Busnel, 2017, p.136). Morales, arrivé à 21 ans avec sa famille des hauts plateaux dans le *Trópico*, était devenu « secrétaire pour les sports » de son syndicat avant de grimper les échelons syndicaux et de devenir président de la Coordination des Fédérations en 1994, statut qu'il cumulera avec celui de Président bolivien à partir de 2006 (Grisaffi, 2019 p.39). Si le MAS-IPSP n'est récemment plus au pouvoir au niveau national, cette superposition ou ce « corporatisme » (Busnel, 2017) entre structure syndicale et pouvoir politique existe toujours à certains niveaux locaux, notamment dans le Chapare et à Entre Ríos où la quasi-totalité des sièges municipaux sont attribués à des syndicalistes-élus du MAS.

Reconfigurations politiques : politique du « cato » et du « contrôle social »

En 2004, le président Carlos Mesa, face à des mobilisations massives, permet aux familles du Chapare de cultiver un *cato* de coca (1 600 mètres carrés) comme surface de subsistance. Cette politique de régulation dite « du *cato* » sera entérinée et renforcée par Evo Morales, élu en 2006, et subsiste encore aujourd'hui : chaque paysan habitant une région autorisée, propriétaire et déclaré à UDESTRO[20] a le droit de cultiver au maximum un *cato* de coca, soit une superficie de 1600 mètres carrés dans le Chapare et 2 500 mètres carrés dans les Yungas de La Paz[21] (DS Nº 3318 - Reglamento de la Ley Nº 906, General de la coca., 2017 ; Ley general de la coca Nº 906, 2017).

[19] Limitée aux syndicats du Chapare : l'autrice souligne la plus grande complexité des relations du gouvernement avec les *cocaleros* des Yungas (Bouchaud, 2013, p.7)
[20] *Unidad de Desarrollo del Trópico*, « Unité de Développement du Tropique », du vice-ministère du Développement rural et des terres (VDRyT).
[21] La superficie du *cato,* décidée en concertation avec les organisations de producteurs de coca, est censée pouvoir subvenir aux besoins financiers mensuels d'une famille (Grisaffi, 2016).

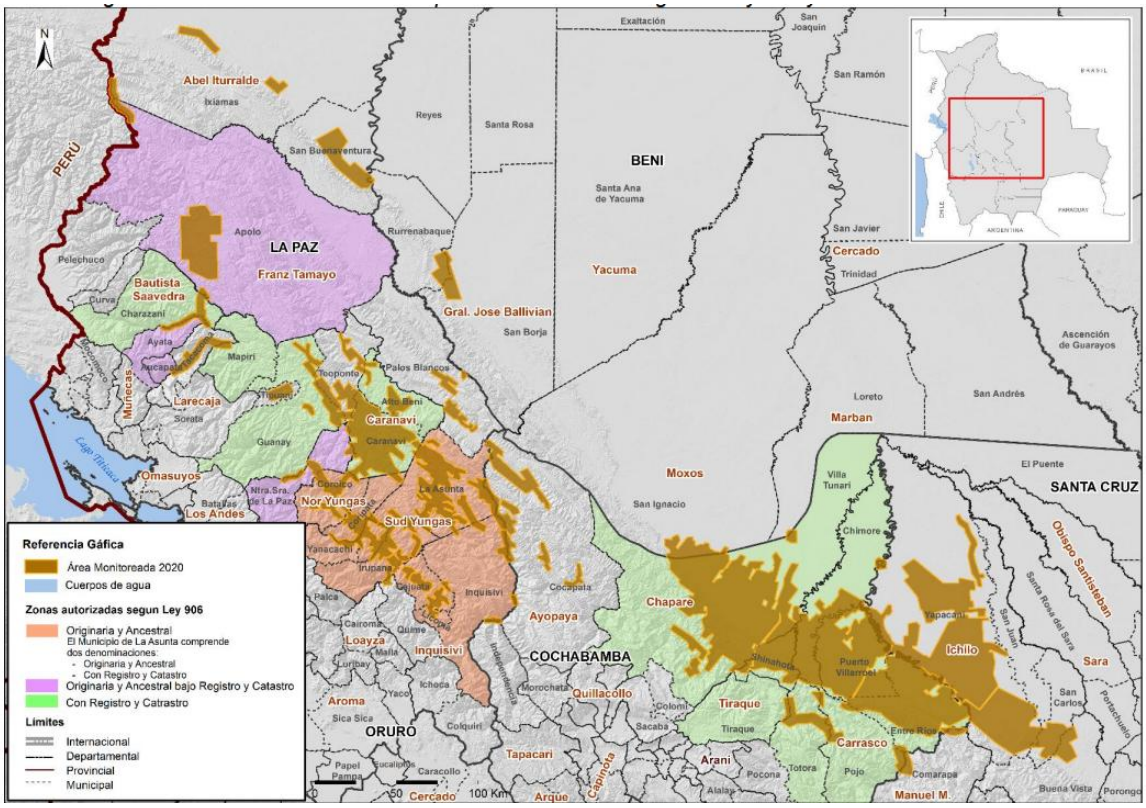


Figure 10 : Classification des zones de production de coca selon la Loi 906 (2017) et zones monitorées par l'UNODC en 2020 (Oficina de las Naciones Unidas contra la Droga y el Delito - UNODC, 2021).
Toutes les zones colorées sont des zones de registre et de cadastre des parcelles de coca cultivées. Celles en mauve et orange, dans les Yungas, sont les zones « originaires et ancestrales ».

La DEA est expulsée du pays en 2008 par Morales après presque 20 ans de présence violente sur le sol bolivien (Arancibia Colque & Salazar Ortuño, 2008). La « Stratégie de Lutte contre le Narcotrafic et de Revalorisation de la Feuille de Coca », promptement émise par le gouvernement, vise à « réduire le potentiel de production de cocaïne en Bolivie à travers des mesures de *contrôle social* des cultures » ainsi que de « revaloriser la feuille de coca » (República de Bolivia & CONALTID, 2007). Le « contrôle social » signifie ici que la régulation d'une production de coca règlementaire s'opère de manière horizontale et communautaire au sein même des syndicats, plutôt que par une coercition verticale. Cette nouvelle approche accroît les pouvoirs syndicaux, d'autant que l'octroi ou le retrait du *cato* devient un instrument de sanction[22] (Bouchaud, 2013). Enfin, les éradications sont

[22] La suppression du droit à cultiver de la coca est facile à exécuter, car les fonctionnaires d'UDESTRO sont alors des (anciens) cultivateurs, l'administration était gérée par le MAS (Busnel, 2017, p.138).

concertées entre les organisations et l'administration publique, d'où un climat bien plus pacifique (Ramos Torres et al., 2023, p.2).

La nouvelle Constitution de 2009 reconnait « la coca indigène et ancestrale en tant que patrimoine culturel, ressource naturelle renouvelable de la biodiversité bolivienne et facteur de cohésion sociale » (Nueva Constitución Política Del Estado, 2009). Cette vision prendra comme slogan la phrase « *Coca si, cocaïna no* ». De cette manière, les cultivateurs de coca du Chapare ont formé un mouvement politique et social structuré, issu de leurs organisations syndicales agricoles, leur permettant de défendre leur droit à la culture de coca en mobilisant le symbole de ses usages traditionnels (Grisaffi, 2019).

Les effets de cette politique sont ambigus. D'une part, les violations des droits humains par l'armée ont diminué fortement, ainsi que les conflits violents et homicides, qui restent beaucoup moins nombreux que dans d'autres régions de production de coca-cocaïne (Grisaffi, 2022 ; Ramos Torres et al., 2023 ; UNODC, 2020, p.53). En outre la Bolivie est le pays andin ayant maintenu le nombre d'hectares le plus stable (Brewer-Osorio, 2021 ; Ramos Torres et al., 2023). Cependant, la quantité de coca produite dans le Chapare n'est que brièvement passée sous le seuil autorisé — 7 700 hectares depuis 2017 — censé « absorber les demandes en consommation licite[23] » (Ley general de la coca Nº 906, 2017). Les derniers rapports des Nations Unies y ont cartographié 11.388 hectares en 2022 (Oficina de las Naciones Unidas contra la Droga y el Delito, 2023). La très grande majorité des personnes rencontrées lors de mon enquête avaient plus, voire beaucoup plus, qu'un *cato* de coca, se trouvant donc dans l'illégalité. En outre, la quasi-totalité de la coca produite dans le Chapare ne s'écoule pas dans le marché légal et sert à la fabrication de pâte de cocaïne, souvent dans la région même (Ministerio de Gobierno & Observatorio Boliviano De Seguridad Ciudadana y Lucha Contra las Drogas - OBSCD, 2023).

Dans la municipalité d'Entre Ríos, la politique « *du cato* » s'applique toujours lors de l'enquête de terrain dont émerge ce travail. Cependant, Evo Morales n'est plus président depuis 2018, et le « modèle corporatiste » ou « de superposition » (Busnel, 2017) qui caractérisait les relations gouvernement national-syndicats parait s'effriter progressivement. Lors de ce terrain, le MAS était au pouvoir avec Luis Arce jusqu'au 8 novembre 2025, date

[23] À savoir : la mastication, les usages « rituels », médicinaux, alimentaires, à des fins de recherche et industriels. (Ley general de la coca Nº 906, 2017, art.13).

de prise de fonctions de Rodrigo Paz. Cependant, même lors de la fin de la présidence du MAS, le soutien des syndicats envers le parti s'amenuisait.

En effet, Evo Morales s'est éloigné du MAS depuis quelques années en raison d'une crise interne[24]. Le soutien envers Evo dans le Chapare éclipse celui envers son parti d'origine, pourtant toujours au pouvoir. Morales lance son propre mouvement en avril 2025 — *Evo Pueblo* — qui n'est finalement pas autorisé à figurer sur les listes électorales (Lemoine, 2025). Le MAS ne récolte que 3,14 % des voix au niveau national lors du premier tour électoral, alors que Morales appelle au vote nul afin de protester contre son inéligibilité.

Le nouveau gouvernement de Rodrigo Paz, par son opposition directe à la politique de Morales, devrait définitivement abolir cette ancienne relation de collusion avec les *cocaleros* du Chapare. Il est intéressant de noter que si la littérature sur les « années Evo » et son fonctionnement caractéristique « corporatiste » est florissante, il ne m'a pour l'instant pas été possible de trouver des écrits ethnographiques sur les reconfigurations des relations gouvernement-syndicats post-2018, bien que la presse bolivienne aborde régulièrement la question (voir par exemple Tellería, 2025). Cette question est abordée dans le chapitre 2.



[24] Le MAS connait une « scission » depuis quelques années. En 2020, Morales qui est alors en exil désigne Luis Arce, un de ses anciens ministres, candidat du parti pour les élections. Élu président, des tensions se font rapidement sentir au sein du mouvement avec les *evistas* — soutiens d'Evo — qui l'accusent d'essayer d'empêcher une nouvelle candidature de Morales ainsi que de « se droitiser ». Le parti exclut Arce en octobre 2023, quelques mois avant que Morales soit déclaré inéligible. Le candidat pour les élections de 2025 est donc Eduardo del Castillo, ministre du gouvernement sous Luis Arce. Morales appelle alors à voter nul et le MAS termine à une historique sixième place au premier tour. Le second tour ne verra donc aucun candidat socialiste (Associated Press, 2023; Lemoine, 2025 ; Paredes, 2025).

Figure 11 : Illustration d'un article de presse. (Radio Kawsachun Coca, 12 janvier 2026, consulté à l'adresse https://kawsachuncoca.com/noticias/ver/dirigenta-de-la-coordinadora-de-mujeres-alerta-sobre-ingreso-de-fuerzas-policiales-y-militares-al-Trópico).

Tropique de Cochabamba, 12 janvier 2026 : « La présidente du Comité de coordination des femmes, Wilma Colque, a alerté les organisations des Tropiques de Cochabamba au sujet de l'entrée présumée de policiers et de militaires dans la région, dans le but d'arrêter l'ancien président Evo Morales (….) "Nous avons alerté nos fédérations afin qu'elles soient vigilantes et prêtes à intervenir au plus vite pour se protéger et agir en conséquence", a déclaré Colque ».

La radio Kawsachun Coca *(en quechua : « Vive la coca ») a été créée en octobre 2006 par la Coordination des Fédérations du Chapare. Diffusée dans tout le Tropique de Cochabamba et présente sur les réseaux sociaux, elle était financée par l'État Bolivien jusque novembre 2023, quand Morales accusa le gouvernement de Luis Arce de vouloir « fermer la Radio » (Cayo, 2023).*

C. Vie politique et syndicale quotidienne

Le syndicat « Zona Verde »

Septembre 2025, quatre heures du matin. Doña Sylvia commence ses journées de travail à l'aube, pour éviter les températures étouffantes de l'après-midi. Elle nous[25] a donné rendez-vous la veille sur WhatsApp à un coin de rue précis d'Entre Ríos. Il fait encore nuit noire, mais la petite ville commence à s'activer. Près du marché, des hommes et quelques femmes en quête d'un travail pour la journée attendent déjà, sacs à dos sur le dos. Les personnes en besoin de main-d'œuvre savent que c'est ici qu'il faut venir la chercher. Des vendeuses de nourriture sortent leurs chariots, casseroles et tabourets en plastique, en face des vendeuses de coca qui mettent en place leurs étals. Sylvia fournira les trois repas et la coca à ses 6 travailleurs, en plus de leur salaire journalier.

Nous nous serrons sur la banquette et à l'arrière de son pick-up. Nous quittons la large Route 4 et pénétrons dans l'enceinte du syndicat *Zona Verde*[26]. Devant un cabanon de bois, deux femmes somnolent sur des chaises. Une corde tendue barre l'accès au chemin pavé que la centrale du syndicat a fait construire. Sylvia paie la taxe d'entrée, on nous laisse passer. Pendant plus d'une heure, nous traversons pâtures et forêts. Nous apercevons quelques maisons. Le chemin pavé devient un sentier difficilement praticable quand nous nous mettons à parcourir les *chacos* de manioc, coca, maïs, et fragments de jungle non défrichée. Certaines parcelles sont carbonisées, d'autres fument encore.

5 h 30 du matin. Le ciel rosit quand nous nous arrêtons à la *casita*[27] de Sylvia. Une chienne pleine nous accueille en glapissant. La *casita* est un large abri de bois et de tôles métalliques, Sylvia y stocke ses outils, semences, agrochimiques… Elle y a fait creuser un puits : nous y remplissons des thermos d'eau pour nous hydrater ainsi qu'une dizaine de bidons vides d'agrochimiques qui serviront à réaliser les mélanges à pulvériser. Nous embarquons les bidons, des sacs à dos de pulvérisation, une tronçonneuse, des machettes. Sylvia dépose en voiture les travailleurs sur des *chacos* différents, éloignés de quelques kilomètres. Nous les

[25] Ce jour-là, nous sommes à deux sur le terrain, Jhesenia et moi.
[26] Nom fictif.
[27] « Maisonnette ». Les *chacos* étant souvent éloignés des villages où résident les agriculteurs, la plupart de ceux qui sont propriétaires y ont une de ces maisons/abris rudimentaires. Il s'agit parfois d'anciennes habitations principales, construites avant le développement de centres urbains.

laissons à leurs tâches, car la réunion bimestrielle du syndicat dont est membre Sylvia est prévue à 8 h.

Les *chacos* de *Zona Verde* ne sont délimités spatialement, ni par des clôtures, ni par le relief. Rien ne permet de savoir visuellement à qui appartient quelle parcelle. Pourtant, Sylvia le sait exactement. Ses cultures à elles se composent de *chacos* dont elle est propriétaire, mais également d'autres qu'elle loue. Ils sont éparpillés sur le territoire du syndicat.

La réunion se déroule au siège (*sede*) du syndicat. Il s'agit d'un petit abri de bois entre des *chacos* de coca et des fragments de forêt. Il n'y a rien, à part un banc et quelques demi-troncs qui serviront de sièges.

La réunion ne commence qu'à 9 h 30 au vu du nombre de retards. Don José, dirigeant du syndicat cette année, s'en plaint : tant qu'ils sont ici, ils ne peuvent pas travailler sur leur *chaco*.

L'assemblée est constituée d'une trentaine de personnes, dont six femmes et deux couples. Quelques enfants sont présents. Don José est assis face à l'assemblée derrière une table, il préside la réunion en annonçant les sujets à aborder et prend note dans le « livre des actes ». À ses côtés, sur le banc, sont assis trois hommes. Le reste de l'assemblée est assis par terre ou debout, y compris la trésorière chez qui chaque personne présente paie sa *quota* — contribution financière. Les personnes endossant des postes à responsabilité sont « les représentants » du syndicat : désignés chaque année de manière rotative par vote, ils ne sont pas rémunérés.

L'ordre du jour de la réunion est rappelé par Don José. De sujet en sujet, certains sont invités à prendre la parole. Les membres peuvent tous intervenir et la parole n'est que rarement interrompue. Certains lèvent la main pour signifier qu'ils souhaitent parler. Les membres s'interpellent « *compañero* » (« camarade ») lors de leurs prises de paroles. Il est fréquent que les discussions se déroulent en quechua, empêchant notre compréhension de certains sujets. Je pressens que cela permet parfois que nous ne comprenions pas ce qui se dit, même si certaines personnes m'expliqueront plus tard que le quechua est plus fluide que le castillan chez certaines personnes, souvent âgées. J'apprendrai également plus tard, en connaissant d'autres membres du syndicat, que tous ne parlent pas le quechua, même s'ils le comprennent parfois.

Une femme, Doña Genesis, évoque un problème. Selon elle, Don Javier, un autre membre, empiète de 7 hectares sur un de ses *chacos*. Cependant, elle est censée céder une partie d'un autre de ses *chacos* pour les travaux de construction sur le territoire du syndicat. Elle est en difficulté financière, car un de ses travailleurs s'est blessé l'œil lors d'un brûlis. Elle sort la facture de l'hôpital, la fait lire à voix haute. Elle conclut qu'elle ne cèdera pas la partie de *chaco* nécessaire aux travaux tant qu'elle n'a pas récupéré ses 7 hectares.

Ce sujet soulève des réactions vives dans l'assemblée et mène à un débat long. Certains trouvent qu'elle aurait dû se manifester avant, d'autres s'inquiètent que les travaux n'aient pas lieu. En l'absence de consensus, la solution trouvée est de « demander à la centrale ». Lors de la prochaine réunion, un membre de la centrale dont fait partie le syndicat *04 de Octubre* sera présent et tranchera.

Les autres points à l'ordre du jour sont « la voirie », « l'économie », « la coca et l'agriculture[28] », « la politique », « l'*organico*[29] ». Au moment des sujets « politiques », un homme prend la parole. *« Compañeros, comme vous le savez, je suis un militant du MAS. Mais aux élections, vous devez voter Paz* ! ». S'en suit une discussion sans grandes oppositions entre les membres. Une femme s'exclame *« si ce n'est pas Paz, finie la coca ! Si Tuto gagne, ils vont faire venir la DEA pour détruire la coca »*[30].

Un peu plus tard, je remarque une femme qui demande en chuchotant à sa voisine qui nous sommes. Celle-ci se lève alors et demande dans l'oreille de Sylvia qui lui répond. En effet, pour ceux qui sont arrivés en cours de réunion, nous n'avons pas été présentées. Au moment où Don José annonce le sujet « coca et agriculture », Sylvia prend la parole : *« en parlant de coca, nous avons ici deux filles qui vont se présenter* ». Nous nous introduisons l'une après l'autre, non sans malaise, comme étudiantes en anthropologie qui nous intéressons au manioc, et expliquons que nous cherchons des agriculteurs qui en cultivent et que nous pourrions rencontrer ou accompagner. Personne ne se signale à ce moment-là, et un message envoyé à une femme qui nous avait donné son numéro à la fin de la réunion restera sans réponse.

[28] « *Coca y agropecuaria ».* « *Agropecuaria »* désigne l'agriculture comprenant l'élevage.
[29] « L'organique » ou la « vie organique » (*vida organica)* désigne le syndicat comme un organisme nécessitant une maintenance constante, la participation active de tous (Grisaffi, 2019, p.85). Ce point, lors de réunions, englobe les sujets « internes » à l'organisation.
[30] Morales appelait à voter nul au premier tour. Cependant, peu après celui-ci, le vice-président de Paz a dit publiquement qu'il comptait continuer la permission de la culture de la feuille de coca dans le Chapare.

Dans la partie « *vida organica* », le problème des personnes absentes aux réunions est soulevé. Il est décidé de leur envoyer une lettre de rappel, ainsi que d'appliquer des amendes.

La réunion s'achève après plus de sept heures de discussions étirées et souvent redondantes. L'effet coupe-faim et anti-fatigue de la feuille de coca me parait se vérifier au vu de la faim qui me tiraille. En effet, la grande majorité des adultes présents, hommes et femmes, a passé l'entièreté de la réunion à *bolear*[31].

La centrale « 04 de Octubre »

Rubén et Angela, un couple avec qui je passe du temps sur le *chaco*, nous[32] ont proposé de nous rendre à la réunion de la centrale de leur syndicat avec les parents de Rubén. Angela et Rubén sont membres du syndicat *15 de April*, les parents de Rubén d'un syndicat voisin, *25 de Junio*. Les deux syndicats font partie de la même centrale, niveau secondaire d'organisation syndicale, nommée *04 de Octubre*.

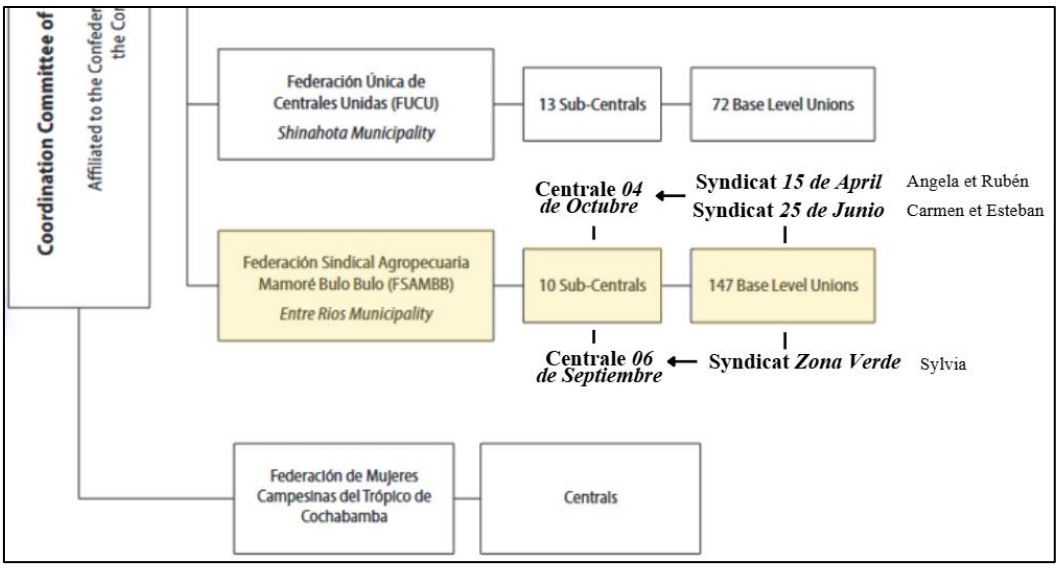


Figure 12 : Organisation syndicale et position des assemblées ethnographiées (adapté de Grisaffi, 2019, p.37).
Les noms des organisations, à l'exception de celui de la Fédération Mamoré Bulo Bulo, ont été modifiés.

Par appel téléphonique, Don Esteban, le père de Rubén, nous a averties : il n'est pas certain que nous puissions assister à la réunion, car selon lui, des sujets sensibles y seront abordés.

[31] *Bolear, pijchar, acullicar*… sont des verbes désignant la mastication de feuilles de coca. Il s'agit de placer au fond de la joue un nombre important de feuilles de coca qui y sont macérées plusieurs heures.
[32] Nous sommes sur le terrain à deux, avec Jhesenia, également ce jour-là.

Le couple nous conseille de préparer des preuves de notre inscription à une université en Belgique, car *« les organisations se méfient des étrangers ».* Don Esteban mentionne la DEA, des souvenirs de violences et d'assassinats, il craint le retour d'une ingérence étrangère américaine. Le moment est sensible : quelques semaines après l'élection du nouveau gouvernement, celui-ci a affirmé vouloir à nouveau collaborer avec les États-Unis dans la lutte contre le narcotrafic (Fernández, 2025).

Le rendez-vous est donné à 8 h du matin. Les membres affluent au siège de la centrale. Il se situe dans son enceinte, au milieu de pâtures. Il s'agit d'une large dalle de béton recouverte d'un toit de tôle devant laquelle stationnent des dizaines de motos, voitures, camionnettes. Au fond de la salle, une estrade et une large table, où sont installés les dirigeants de la centrale, font face aux membres. Dans leur dos, des portraits d'Evo Morales et de Che Guevara encadrent le dessin d'une feuille de coca sur une hache et une machette croisées. Le drapeau bolivien et le drapeau multicolore pluriethnique, la *Wiphala*, l'entourent.



Figure 13 : Assemblée de la Fédération Mamoré Bulo Bulo, présente à Entre Ríos. (Radio TV Mamoré Entre Ríos FM 100.5, Facebook, 1er décembre 2025, https://www.facebook.com/photo/?fbid=1341828624624056&set=pb.100063907931627.-2207520000).
On distingue des éléments récurrents aux différents sièges syndicaux : ici, portait d'Evo Morales, la Wiphala, la feuille de coca, la machette et la hache.

Don Esteban ne reste pas à l'assemblée, il nous dépose avec sa femme, Doña Carmen, et part travailler sur son chaco. J'observe une plus grande proportion de femmes que ce que j'ai observé dans d'autres assemblées, elles représentent plus de la moitié des participants. La plupart portent la *pollera*, d'autres sont en pantalon. Quelques bébés et enfants sont aussi présents.

Les dirigeants sont neuf, dont deux femmes. Celles-ci sont des représentantes de la Fédération des femmes paysannes du Tropique de Cochabamba. Les autres sont les personnes ayant des postes au sein de la centrale, ainsi que des représentants de la municipalité : le maire, un conseiller fiscal et un « sous-maire » (*subalcade*), dirigeant d'un des districts d'Entre Ríos.

Nous nous présentons à la table des dirigeants qui acceptent que nous assistions à la réunion. Nous nous asseyons avec Doña Carmen, avec les autres membres de son syndicat. La femme à côté de qui je m'installe me regarde curieusement. Je la salue, elle me tend son sachet de feuilles de coca et m'en propose. J'accepte, ça l'amuse : *« tu es dans le Chapare, tu dois bolear ! ».* On me conseille de ne pas sortir mon téléphone lors de la réunion, il est apparemment déjà arrivé que des enregistrements audios soient diffusés et posent problème.

La réunion s'ouvre par l'hymne national bolivien, scandé debout — et pour certains, le poing levé — suivi d'une minute de silence sur un air de trompette. Vient ensuite l'appel des présences : chaque syndicat est nommé à voix haute, et, pour chacun, les dirigeants puis les membres lèvent la main afin de signaler leur participation. La règle est stricte : la moitié des membres plus un doivent être présents. En deçà, une amende est appliquée au syndicat concerné. Lorsque *15 de April*, dont est membre Doña Carmen, est cité, celle-ci chuchote à Jhesenia, à côté de moi, de lever la main.

La structure de la réunion ressemble à celle que j'avais pu observer lors de la réunion de *Zona Verde*. L'ordre du jour contient : un rapport de la réunion précédente, la voirie, la *vida organica*, le sport, la *coca-agropecuaria*. Les dirigeants prennent la parole sur chaque sujet, la donnent aux membres qui souhaitent intervenir. Les sujets abordés varient beaucoup : ils touchent au fonctionnement syndical et à des enjeux agricoles, mais également à la vie politique et quotidienne dans la municipalité. Les représentants de la municipalité présentent de nouvelles infrastructures sportives, annoncent l'arrivée de quelques nouveaux médecins spécialisés dans les hôpitaux, évoquent des projets « avocats » et « pisciculture » qui démarreront prochainement. Un homme de l'assemblée émet un long discours pour encourager les parents à sensibiliser leurs adolescents à la contraception. Un dirigeant de la

centrale décrit longuement le déroulement de la dernière rencontre du « RUNASUR », organisée par Evo Morales à Ivigarzama en août dernier[33].

Les discours de nombreux intervenants appellent à la « résistance ». Notamment, un représentant de la municipalité émet un long discours relatif à la protection d'Evo Morales :

> « Avant, nous n'avions rien ! Grâce à notre camarade Evo Morales Ayma, nous nous sommes organisés : aujourd'hui, nous devons lutter contre l'impérialisme et le néolibéralisme. Nous ne pouvons pas savoir ce que le gouvernement d'aujourd'hui va faire, ce qu'il va se passer, donc nous devons continuer à nous organiser. Nous ne nous rendrons pas. […] Pendant 4 ans, notre frère Evo Morales a géré le pays en maintenant l'inflation et la crise, ils l'ont écarté. C'est pourtant celui qui est le plus soutenu dans le pays ! »

Je comprends qu'une tournante au sein des membres des syndicats est organisée pour assurer la protection d'Evo Morales, visé par un mandat d'arrêt. Lorsque c'est le tour d'une personne, celle-ci est obligée d'y aller, sous peine d'amende, suivant le principe de *vida organica* syndicale. Cette question fait débat au sein de la centrale : certains sont pour, s'inscrivant dans la logique du représentant municipal cité ci-dessus, d'autres sont contre, arguent la perte de temps de travail. Apprendre cette information et assister à cette discussion me fait me sentir comme une intruse. Peut-être naïvement, j'essaie de ne pas avoir l'air étonnée ou intéressée par la question. J'apprendrai plus tard que cette défense organisée n'est pas secrète en Bolivie : cependant, sur le moment, j'ai peur d'entendre des choses que je ne devrais pas entendre, et donc de me mettre accidentellement en insécurité.

Les prises de parole des dirigeants se concluent par une série de « viva » — « vive la Centrale 04 de Octubre », « la fédération Mamoré Bulo Bulo », « le camarade Evo Morales Ayma » — repris mollement en écho par les membres de l'assemblée. Plusieurs fois, les dirigeants demandent aux membres de « se réveiller », « *vous êtes endormis, camarades* ! ». En effet, autour de moi, si certain·es acquiescent et applaudissent les discours qui les touchent, d'autres ne réagissent pas, somnolent ou dorment véritablement sur leur chaise : la journée est longue et la chaleur assommante. D'autres font défiler TikTok bruyamment, ou discutent avec leur voisin, dans un brouhaha sourd qu'accompagne le bourdonnement des ventilateurs tout le long de la réunion.

Vers 14 h, une demi-heure de pause est accordée. Doña Carmen insiste pour nous offrir un repas de midi : elle nous envoie dehors avec un billet. Des vendeuses y ont installé quelques

[33] Le RUNASUR est une organisation afro-indigène paysanne parallèle à l'Union des nations sud-américaines (Unión de Naciones Suramericanas**,** UNASUR). Il a été créé en avril 2021 en Bolivie par Evo Morales et vise à établir un « UNASUR des peuples indigènes » (Hernández et al., 2022).

tables et tabourets sous des bâches tendues et servent les habituels poulets et côtelettes mijotés, accompagnés de *chuño* (pomme de terre déshydratée), riz, pâtes et pommes de terre.

Nous revenons dans le siège rapidement, Jhesenia tend la monnaie retour à Doña Carmen, qui refuse catégoriquement. Nous insistons, rien n'y fait. Elle nous oblige à repartir avec ce qu'il reste de son argent. Je trouve cela étrange, et donnerai sens à l'épisode plus tard. La réunion reprend. Les sujets abordés amènent alors plus de débats et plusieurs personnes de l'assemblée prennent la parole. Certains sont des dirigeants des syndicats présents, d'autres sont des « simples » membres. Ils se lèvent de leur chaise, s'avancent près de la table des dirigeants de la Centrale, s'emparent d'un micro et s'adressent, de manière variable, aux dirigeants, à l'assemblée, ou aux deux. Il s'agit souvent de contestations, d'explications, de problèmes ou de projets. Ce ne sont jamais de simples questions. Chaque prise de parole commence par un salut aux personnes présentes, termine par un remerciement. Seulement deux femmes de l'assemblée prennent la parole, dont une entièrement en quechua.

Au milieu de l'après-midi, la réunion est interrompue par des dirigeants accourant pour verrouiller toutes les portes du siège. Des présences sont alors reprises : les personnes parties, en train de prendre l'air ou de manger, ne sont pas comptabilisées. La scène amuse les personnes assises à l'intérieur. Doña Carmen me raconte qu'un jour, une assemblée avait duré toute une journée et toute une nuit, mais « *tu ne peux pas partir sinon tu dois payer ».*

Les représentants de la Centrale présentent deux gros projets en cours. Premièrement, il est expliqué le projet de la Fédération de créer son propre marché à Sacaba, ville à une dizaine de kilomètres de Cochabamba. La plupart des producteurs qui vendent leur production alimentaire sur des marchés se rendent à Cochabamba : un des arguments avancés pour justifier la création de ce marché est que « *quand nous nous rendons en ville, ils nous traitent comme des animaux parce que nous venons de la campagne ».*

Deuxièmement, le sujet du séchage des feuilles de coca est abordé. Il existait auparavant un séchoir du syndicat, mais celui-ci ne fonctionne plus, créant une opportunité lucrative dans la municipalité. Des personnes « font sécher » comme un service facturé. Les syndicats leur ont proposé une coopération, mais elles ont refusé. La centrale promet qu'elle va chercher une solution. Les deux projets illustrent à mes yeux la volonté de la part des organisations syndicales d'autonomisation économique face à « l'extérieur » : d'une part, la dépendance urbaine, et d'autre part, des initiatives privées hors du fonctionnement syndical.

Un sujet occupe plusieurs des dernières heures de la réunion en suscitant de nombreuses prises de paroles : celui du budget de la centrale. Les comptes sont présentés comme il en est coutume : chaque dépense et chaque entrée est écrite sur des feuilles de papier affichées derrière la table des représentants. Un homme proteste que les écritures sont illisibles. Avec un peu de cynisme, un dirigeant se met à lire chaque ligne du tableau : *mardi 02 septembre 2025, 200 bolivianos*[34]*, 10 repas et 3 bouteilles de coca-cola…* La scène prend une dizaine de minutes, pendant que l'assemblée patiente avec un agacement perceptible. Une femme prend ensuite la parole avec colère, pointe le manque de transparence : où l'argent a-t-il été dépensé ? À qui les dépenses ont-elles bénéficié ? Un membre propose que, lors de la prochaine réunion, une copie des comptes soit donnée à chaque dirigeant des syndicats membres de la centrale. Un de ces dirigeants prend la parole pour suggérer que deux personnes différentes s'attellent à la gestion financière de la Centrale : *« nous savons qu'il y a des personnes qui sont ici par intérêt personnel, camarades… Ce que nous devons faire, c'est choisir entre nous des personnes de confiance, pour gérer cela. Deux, ce serait mieux ».*

La réunion se clôture à 18 heures passées, après plus de 10 heures de réunion. Les présences sont prises une dernière fois. Doña Carmen nous appelle auprès d'elle, chuchote à Jhesenia de se signaler quand le nom d'une certaine « María », absente, est appelé. La ruse fonctionne sans problème. Je repense à l'insistance de Carmen pour que nous gardions son argent et j'identifie rétrospectivement des dynamiques de don et contre-don qui nous affectent malgré nous. L'épisode me rappelle également à quel point mon corps est visible et visiblement étranger, empêchant mes acteur·ices de terrain de me « prendre » dans ces jeux. Plus tard, je rencontrerai un couple présent lors de cette assemblée. La femme m'expliquera avec amusement que plusieurs personnes lui avaient demandé les raisons de ma présence à l'assemblée, mais qu'elle n'avait pas su leur répondre. Cela me fait à nouveau remarquer ma visibilité, ainsi que l'étrangeté que je constitue pour mes acteur·ices de terrain dans le paysage de leur vie quotidienne.

La nuit est tombée quand nous sortons du siège. Doña Carmen appelle son mari pour qu'il vienne nous chercher. Le couple nous déposera au village.

[34] Unité monétaire bolivienne.

Gouvernance locale des syndicats

La recherche s'est beaucoup intéressée au modèle de « superposition » ou « corporatiste » entre les gouvernements du MAS et les syndicats *cocaleros* du Chapare. Grisaffi (2019, p.106) décrit comment, dans les années Morales, les unions syndicales contrôlaient toutes les institutions étatiques — écoles, hôpitaux, usines et même armée. Aujourd'hui, ce contrôle est affaibli par l'absence de collusion entre syndicats et gouvernement national, mais existe toujours par la subsistance d'une autre entre les gouvernements municipaux et les syndicats, comme le montre la présence des autorités municipales à la table des « représentants » de la centrale 04 de Octubre. Ainsi, le rôle des syndicats dans le Chapare demeure bien plus large que la simple question agricole et tend vers la gestion la plus extensive possible de la vie municipale, qu'il s'agisse de conflits territoriaux comme dans la situation de Doña Genesis, de gestion d'infrastructures ou d'actions politiques telles que des *bloqueos*.

Par la diffusion d'informations, des fédérations aux syndicats et inversement, la participation aux assemblées syndicales permettent l'acquisition de références, connaissances, et lectures de l'actualité communes. Lorsque Hilario, cité précédemment, me dit qu'« en-dessous » d'Evo Morales, « il y a des gens, qui sont venus dire aux gens d'ici pour qui voter », il fait référence à des prises de position transmises au sein des différents niveaux. La vie syndicale est donc également une socialisation politique, qui maintient notamment un consensus *apparent* autour d'Evo Morales, en assurant sa protection à l'encontre des décisions judiciaires boliviennes.

Lors de ma présence dans le Chapare, la police y est à nouveau présente depuis peu, après avoir été expulsée du « bastion politique et syndical de l'ancien président Evo Morales […] face aux menaces des partisans de l'ancien dirigeant dans le contexte du conflit visant à imposer sa candidature aux élections générales » (Correo del Sur, 2025). Le « monopole de la violence physique légitime sur un territoire donné » réservé à l'État (Weber, 2006) est donc questionné (Busnel, 2017), comme l'illustre cet extrait :

> Je suis présente à l'anniversaire de Placida, attablée à côté de son mari, Juan. L'ambiance est festive, Juan trinque joyeusement avec leurs invités. Nous parlons en criant au-dessus de la musique. Juan me parle de son histoire, sa rencontre avec Placida, leur arrivée dans le Chapare avec leurs enfants. L'alcool lui monte visiblement à la tête, le vieil homme se montre ému de ma présence et de mon départ proche.
>
> **Juan :** Si un jour tu reviens en Bolivie, tu seras toujours la bienvenue ici, dans cette maison. Comment je m'appelle ?
> *Je suis surprise par la question.*

Jeanne : Juan…
Juan : Juan Cruz. [*Il martèle ses syllabes*]. Si tu as n'importe quel problème ici, tu m'appelles. Je suis dans les autorités syndicales, tu sais.
Je le remercie, nous trinquons.

L'accès à la propriété foncière est étroitement lié à l'affiliation syndicale[35]. Cependant, l'expansion agricole dans le Chapare se heurte à des contraintes spatiales, dans un contexte où les terres disponibles hors zones protégées sont déjà largement mises en valeur. Il n'existe à ma connaissance pas de données chiffrées quant à la pression foncière dans le Chapare. cependant, la région est entourée de zones protégées où sont fréquemment relatés des défrichages illégaux (Mongabay, 2025). En outre, Bagan et al. (2020) montrent une diminution nette des forêts dans le Chapare fortement corrélée à l'expansion agricole et aux immigrations. De plus, les acteur·ices de terrain côtoyés mentionnaient fréquemment des prix des terres agricoles de plus en plus élevés, ce qui me laisse deviner une pression foncière importante dans la région. Ainsi, de nombreuses personnes rencontrées lors de cette enquête cultivaient des terrains dont ils n'étaient pas propriétaires, en attendant de pouvoir en acheter un. Ces personnes n'étaient alors pas membres de syndicats : devenir « un affilié » marque donc une forme d'ascension sociale par l'obtention de droits de propriété dont est garante l'organisation syndicale. En échange, les membres doivent contribuer à la « vie organique » en participant aux réunions, payant leurs cotisations, participant à des travaux communautaires ou des manifestations. Certain·es de mes interlocuteur·ices m'ont cependant parfois confié leur désaccord avec le fonctionnement syndical.

Je vais visiter mon amie Lucia dans son commerce, je lui explique que je compte prochainement assister à une assemblée de la centrale.
Lucia : Je n'aime pas ça, c'est toujours très politique.
Jeanne : Pourquoi tu dis ça ?
Lucia : Parce que je n'aime pas être obligée de faire quelque chose. De devoir protéger quelqu'un, parce qu'il est socialiste.
Elle me regarde avec un regard entendu. Je ne comprends alors pas de quoi elle parle. Je ferai le lien plus tard avec les tournantes organisées pour la protection de Morales.

La préoccupation de savoir comment sont gérés les budgets des organisations est également récurrente, comme l'illustraient les protestations décrites lors de l'assemblée de la

[35] De nombreuses recherches avancent qu'être membre d'un syndicat est une condition préalable et nécessaire à l'obtention de la propriété (Busnel, 2025, pp.85-115 ; Grisaffi, 2022a, p.1283). Cependant, il m'apparait qu'à Entre Ríos au moment de ce terrain, la relation entre acquisition foncière et affiliation syndicale est plus complexe que cela, ce que je n'ai pas pu explorer en profondeur. Ces nuances m'ont été suggérées par de nombreux échanges avec J. Gutierrez Lopez (communications personnelles, juin 2025 – juin 2026).

centrale *04 de Octubre* quant au manque de transparence des comptes. Elle montre une confiance qui est loin d'être totale envers les institutions, leurs dirigeants et leurs intentions.

> J'accompagne la famille de María à la cérémonie de remise de diplôme de sa cousine. Celle-ci a suivi une formation de quelques semaines en couture. À ma surprise, la cérémonie se déroule dans les locaux d'une centrale syndicale, et est entièrement présidée par les dirigeants de la centrale, installés sur une longue table face à l'assemblée, de la même manière que lors de réunions. On m'explique que la centrale en question a acheté les machines à coudre, rémunéré les enseignantes, mis à disposition ses locaux… La formation était gratuite pour les membres de la famille des affiliés de la centrale. Faire la cérémonie dans le bâtiment, c'est pour « la remercier », m'explique María, que j'accompagne. Chaque dirigeant prend la parole, le tout prend plus d'une heure. Comme lors de l'assemblée de la centrale *04 de Octubre*, les discours sont longs et répétitifs. Chacun remercie les personnes présentes, la professeure, félicite les élèves, les encourage à « aller de l'avant » et à « pratiquer la couture ». Je demande au couple si chaque personne va parler. Ils acquiescent en souriant, « *c'est long hein ? ».* En effet, dans la salle, personne n'a l'air d'écouter les discours, les familles rient ensemble et trinquent. « *Il y a de la corruption dans ton pays ?* », m'interroge la grande sœur de María, Alejandra. Je suis surprise par la question. Son mari Gabriel m'explique qu'il y a beaucoup de corruption « *avec les dirigeants »,* pointant du menton leur table. Il m'explique un cas où les représentants achetaient un agrochimique à 100 bolivianos au lieu de 200.
>
> **Jeanne :** Mais les postes changent tous les ans, non ?
> **Gabriel** : Oui, mais après ils savent comment faire…
> **J :** Vous n'aimez pas trop ce système, alors ? *Les deux me disent que non.*
> **G** : Parce que, chaque mois, on doit payer quelque chose comme 13 bolivianos. Pour certaines familles pauvres, c'est beaucoup. Et puis on ne sait pas où va l'argent…
> **J :** Et par exemple, ce projet-là, avec la couture, vous en pensez quoi ?
> **G** : Ça permet à des gens de se former alors que souvent, ça coûte très cher.
> **Alejandra** : Il y a des écoles privées et publiques, mais dans les publiques, on n'apprend pas aussi bien. Ce n'est pas tant approfondi.
> **G** : Tu vois, il y a du bon et du mauvais…

Les propos du couple et de Lucia rejoignent ce que j'avais perçu lors de la réunion de la centrale *04 de Octubre*, lorsqu'un homme exprimait la nécessité que deux personnes gèrent les comptes, car « *nous savons qu'il y a des personnes qui sont ici par intérêt personnel » :* les affiliés ont conscience des jeux politiques qui s'opèrent au sein des sphères syndicales et qui dépassent nettement la simple gestion foncière, et s'en méfient.

En outre, le fonctionnement syndical m'apparait reposer sur la reconnaissance d'un contrat social, où la coercition est acceptée par l'existence de droits individuels, collectifs et de principes de solidarité qu'assure l'affiliation. Roberto, vendeur de pesticides, me disait à ce propos :

> **Roberto :** C'est comme l'éducation que tes parents te donnent, comme aller à l'église par exemple, tu dois y aller, tu respectes. Si tu n'y vas pas, tu as des amendes, des sanctions. Dans

les réunions, on parle de sujets politiques, si tu n'y vas pas, tu n'es pas au courant de cela.
Jeanne : Tu penses quoi des sanctions ?
R : Je pense que c'est pour que les gens soient plus responsables. Je ne vois pas cela très bien, mais ça fonctionne. Tu vois, les humains, leur conscience vient de ce qu'ils apprennent dans leur maison, de leur éducation, ce qui est bien ou mal. Par exemple ici, les Colombiens, les Brésiliens, ils volent, ils tuent, ils estropient. Mais ça vient de leur éducation.

Pour lui, la vie syndicale est un lieu d'apprentissage de valeurs communes, de vivre-ensemble, « du bien et du mal » à la manière de l'église ou de la maison. Les sanctions sont dès lors acceptables. Lorsqu'il s'oppose aux « Colombiens » et « Brésiliens », il fait référence aux nombreuses personnes migrant vers le Chapare pour travailler dans le complexe coca-cocaïne. Si beaucoup de ces personnes sont boliviennes, ceux venus de pays étrangers sont pointés par beaucoup d'habitants de la municipalité pour être les « personnes dangereuses » de la région. En effet, les propriétaires de terres agricoles dans le Chapare sont très souvent des personnes ayant migré des hautes terres dans les années 80 et leurs enfants. Le syndicat apparait comme un entre-soi de classe, de valeurs, politique et ethnique — comme l'illustre l'utilisation du Quechua lors des assemblées — dans un contexte de désormais rareté de la ressource-terre.

Syndicats et ayllus

Les ethnographies réalisées dans le Chapare et au sein de ses organisations syndicales ont souvent souligné les liens entre celles-ci et des formes d'organisations précoloniales du monde rural bolivien dites « andines » (de Sousa, 2010) ou « indigènes » (Grisaffi, 2019). Le système d'organisation communautaire « de l'*ayllu* » est un système économique et politique originaire des hautes terres caractérisé par la parenté, l'interdépendance, la propriété commune, une structure d'autorité et un système de charges rotatives (Johansson, 2013). Pour de Sousa (2010), les syndicats ruraux du Chapare sont des « héritières directes des *ayllus* et de leurs modes de gouvernance de leurs membres et de leur territoire » (p.28). Lors de son travail ethnographique au sein de syndicats réalisé entre 2003 et 2004, elle observe que la « vie privée » y est subordonnée à la « vie collective », par exemple sur des questions matrimoniales (p.35). Pour elle, cette subordination est due à l'interdépendance entre les unités domestiques au sein du syndicat, comme des exigences de coopération à certaines étapes du cycle agricole. La logique productive de ces syndicats et de leurs membres n'est pas celle de l'accumulation privée, mais celle de l'interdépendance et de la gestion collective

de la terre (p.34). Pour elle, cela explique pourquoi ces agriculteurs rechignent à produire et vendre eux-mêmes de la pâte de cocaïne.

Cependant, je n'ai pas observé cela lors de mon travail de terrain. Je n'ai ni constaté ni entendu parler d'implication des syndicats sur les questions matrimoniales, même si je suis consciente que cela ne signifie pas que cette dimension est absente. J'ai également peu constaté de logiques de réciprocité ou d'interdépendance : par exemple, en dehors des membres d'une même famille — pas toujours membres des mêmes syndicats — je n'ai jamais vu un membre travailler physiquement sans rémunération sur le *chaco* d'un autre ou mettre à disposition gratuitement un outil. Au contraire, la manière de mes enquêté·es de s'ajuster chaque jour à la quantité de travail était le salariat : l'appel ponctuel à des ouvriers agricoles.

L'*ayni* est une modalité d'échange pratiquée dans les *ayllus* dont les termes varient en fonction des régions des Andes, même s'il désigne fréquemment un échange de forces de travail. Dans le Chapare, si certains ne connaissaient pas le terme, la majorité de mes interlocuteur·ices m'ont dit que « les gens » le pratiquaient dans la région. Cependant, l'*ayni* n'est pas institué dans les relations syndicales. Mon amie María me disait que « ceux qui connaissent la tradition la ramènent. Mais ce sont surtout les gens de la campagne, de la Paz, Oruro… ».

> Nous parlons avec Hilario dans son magasin, il m'explique qu'il faut parfois décider collectivement au sein des syndicats si « on soutient une personne ».
>
> **Jeanne :** Quand tu parles de soutenir quelqu'un dans le syndicat, c'est faire quoi ? Travailler dans son chaco ?
> **Hilario** : Non, non. On ne travaille pas dans le chaco des autres. C'est du travail pour la collectivité, par exemple.
> **J :** Comme les routes ?
> **H** : Oui, par exemple.
> **J :** Il y a des gens qui pratiquent l'ayni ici ?
> **H** : Il y en a, oui. […]
> **J :** Tu le fais parfois, toi ?
> **H** : Non, je n'ai pas le temps.
> **J :** Les gens qui font ça ici, ils le font avec qui ?
> **H** : Leurs amis, leurs voisins…

Une interaction avec Doña Victoria m'interpelle particulièrement. Victoria est née à Potosí, elle est arrivée dans le Chapare avec ses parents et ses 8 frères et sœurs lorsqu'elle était enfant, dans les années 90. Avec son mari, ils sont propriétaires de 30 hectares de *chacos*

depuis 2011. Je lui demande un jour si elle sait pourquoi ses parents ont voulu venir ici. Elle me répond :

> **Victoria** : Je pense que c'est parce qu'ici, quand tu travailles, on te paie. Là-bas, dans l'Altiplano, quand tu travailles, parfois tu ne gagnes rien. C'est pour aider le voisin, qui va t'aider après.
> **Jeanne :** Ça a un nom, non ?
> **V :** Oui, je ne me rappelle plus. Euhhh…
> **J :** L'ayni ?
> **V :** Ah oui, c'est ça !

Les syndicats du Chapare ont fréquemment été décrits comme des lieux héritiers de formes précoloniales d'organisation sociale fondées sur la réciprocité et la complémentarité. Les discours et pratiques de mes acteur·ices de terrain, cependant, illustraient fréquemment des formes « d'esprit entrepreneurial » dont les trajectoires étaient pensées individuellement. Ce point sera approfondi dans le chapitre 2.

Méfiances et frontières sociales

Nous accompagnons Sylvia lors de sa journée de travail, une autre réunion de *Zona Verde* est prévue ce jour-là. Comme d'habitude, nous partons aux aurores, dans son pick-up rempli d'ouvriers que Sylvia dépose sur différents *chacos*. Nous nous retrouvons à trois dans sa voiture. Nous demandons l'heure de la réunion.

> **Sylvia** : À 8 h et demie. Vous allez venir ?
> **Jhesenia** : Si ça se peut, on aimerait bien ?
> **S** : Vous ne pouvez pas, il faut être affiliés. Vous allez présenter un rapport ?

Nous sommes surprises. Sylvia exemplifie : « Un rapport sur comment on cultive dans d'autres pays, par exemple ». Jhesenia lui explique que non, lui réexplique notre démarche, que nous souhaitons justement apprendre.

> **S** : C'est comme aller dans une maison sans être invité, et écouter toutes les discussions. […] Si vous venez, il faut que vous sachiez quoi demander. Sinon, c'est comme si vous étiez en train d'espionner.

Nous comprenons que pour Sylvia, la dernière réunion à laquelle nous avions assisté avait pour but de rencontrer des cultivateurs de manioc. Nous n'insistons pas et ne l'accompagnons pas. À la suite de ce refus, je n'ai plus assisté à des assemblées syndicales. Je décidai d'expliquer aux personnes que je côtoyais cet épisode, ainsi que mon intérêt pour le fonctionnement syndical, espérant qu'elles m'inviteraient à les accompagner si elles le

souhaitaient. Cela ne s'est jamais produit. Mon amie Lucia me disait à ce propos : « C'est ainsi, les gens ici se méfient des étrangers. Ils sont très socialistes, ici ».

Sylvia est une des actrices de terrain avec qui j'ai, durant mon terrain, construit un lien de confiance. Je ressens qu'elle apprécie ma compagnie et mon aide, me demande souvent quand je reviendrai avec elle, et après quelques semaines, m'emmène sur ses *chacos* de coca visiblement hors limite. Cependant, elle anticipe que notre présence pourrait être mal vue lors de la réunion. Comme Roberto, elle utilise la métaphore de « la maison » pour évoquer l'organisation syndicale. Son discours à elle illustre la méfiance mentionnée par Lucia des affiliés « socialistes » envers ceux qui ne font pas partie de leur entre-soi. À ma question, quelques semaines plus tôt, quant à l'utilité du syndicat, Sylvia m'avait répondu :

> **S** : C'est important, très important. Ça te défend toujours. On n'abandonne jamais quelqu'un.
> **J :** Défendre contre qui ?
> **S** : Des gens… ça peut être, euh, des gens d'ailleurs. Des étrangers. Ou des autres.

Si les « extérieurs » incluent les Boliviens résidant dans le Chapare, mais non propriétaires, en tant que personne blanche et étrangère, mon corps constitue un marqueur visible d'altérité et cristallise cette méfiance. Je suis un jour assise sur le siège passager d'une camionnette avec Angela, tandis que son mari Rubén conduisait. Elle me donne les 3 pièces de taxe d'entrée que je tends par la fenêtre à l'homme chargé du contrôle. Celui-ci s'adresse au couple à propos de moi : *Attention avec la* choca[36]*...* Angela l'interrompt net : *Elle va au chaco. Elle va travailler.* Il reprend : *Attention avec les moustiques !* Nous rions tous les trois, Angela a l'air soulagée : *Elle n'a pas peur des piqûres !* Nous saluons et poursuivons notre route. Je sens pourtant que l'idée première de cet homme ne concernait pas les insectes.

[36] Le terme « choco », « choca » est utilisé entre autres dans le Chapare pour désigner une personne blanche ou blonde. J'ai fréquemment été appelée, interpelée, *choca* ou *choquita*, plus rarement *gringa*.



Figure 14 : Entrée dans l'enceinte d'un syndicat, Isarzama. (Cliché personnel, décembre 2025). Les deux pancartes indiquent : « Interdit d'entrer aux personnes extérieures — amende 1000 bolivianos ». On distingue en bleu le siège syndical, où se déroulent les assemblées.

Comme lors de cette interaction, j'ai souvent ressenti de la méfiance de la part de personnes rencontrées ou croisées, que ce soit sur les *chacos* ou dans les villages. Ce sentiment passait par l'observation de regards et de murmures en me regardant, ou parfois par l'ignorance délibérée de mes questions les plus banales. L'humour révélait également des tensions et imaginaires qui traversaient mon terrain :

> Le jour de la cérémonie de diplôme de la cousine de Lucia, je suis avec son père Esteban lorsqu'il salue une connaissance « membre des représentants syndicaux ». Nous nous serrons la main. Rubén me présente comme « son amie d'Europe ». Il plaisante en passant son pouce sous sa gorge : *Elle est là pour tuer le Evo !* Nous rions, moi nerveusement et les deux hommes de bon cœur.

Ainsi, au fil des semaines sur mon terrain, j'eus l'impression que la méfiance était accentuée chez les personnes les plus âgées, avec qui j'avais du mal à entrer en relation. Je supposais que ma blanchité évoquait les auteurs américains de campagnes d'éradications violentes de la coca. Des acteurs de terrain me confirment mon impression des semaines plus tard :

> Nous sommes attablés avec Lucia et Carlos, un jeune couple avec qui je passe du temps ces dernières semaines, sur la petite terrasse devant leur maison. Carlos explique en riant à Lucia que Don Isidro, le propriétaire d'un *chaco* qu'il cultive, lui a demandé « qui était cette *gringa* hier dans le *chaco* ». Cela semble les amuser. Je suis un peu mal à l'aise.

Jeanne : Il se méfie ?
Carlos : Non, c'est un curieux. Mais… il y en a beaucoup qui se méfient. Les plus vieux surtout.
J : Pourquoi ?
C : Parce qu'avant, il y avait l'armée, de la DEA. Et ils ont des souvenirs de violences. Quand ils arrêtaient les gens dans la rue, ils leur demandaient d'ouvrir leur sac, les gens avaient peur, ils ne voulaient pas. Alors ils les frappaient. Et ils étaient comme toi *[passe la main sur son visage]*, des « chocos ».
J : Vous n'avez pas connu, vous ?
Lucia : Non, on n'était pas nés.
C : Mais les vieux, si. C'est pour cela qu'ils n'ont pas confiance en toi.

Investiguer « ce que mon corps racialisé révèle des rapports sociaux et des imaginaires » (Mazzocchetti, 2015) tout le long de mon enquête s'est avéré une évidence méthodologique, éthique, mais également pragmatique. En effet, comprendre ce que ma personne représente et évoque chez mes acteurs de terrain m'a permis d'affiner ma démarche, mon langage, mes actions, facilitant mes relations d'enquête et mes accès au terrain. Cela s'est inévitablement construit par ajustements successifs à la boussole du trouble, des sentiments de non-dits ou de « rater » (Barrelet, 2017). Je me suis appliquée à consigner ces épisodes et sensations dans mon carnet de terrain, consciente qu'une sensibilité intrinsèque à mon terrain s'y révélait.

CHAPITRE 2 : QUE PLANTER ? TRAJECTOIRES INDIVIDUELLES AGRICOLES



Figure 15 : Chaco dont les lignes alternent citronniers, coca, manioc. Bulo Bulo. (Cliché personnel, novembre 2025).

A. Redirection de l'enquête

2 octobre 2025, 9 h du matin. La journée a commencé depuis longtemps pour les commerçants d'Entre Ríos. Dans une rue du centre de l'agglomération, vendeurs et vendeuses de nourriture, fruits, coca, *frescos*, ont installé leurs chariots et tabourets et crient les mérites de leurs produits. Les chauffeurs de *collectivos* scandent leurs destinations au mégaphone entre les motos-taxis qui vont et viennent en trombe, croisant parfois une voiture de luxe aux couleurs tapageuses. La chaleur est déjà forte dans ces rues rectilignes de bitume et terre battue.

Je me dirige vers un des nombreux magasins d'agrochimiques du village que j'avais déjà repéré. Il s'agit d'une pièce longue et étroite ouverte sur la rue animée. Un homme d'une trentaine d'années est assis derrière un bureau de bois qui barre l'accès à la boutique, il *fait défiler* TikTok. Derrière lui, du sol au plafond, des bouteilles et bidons de toutes les couleurs et de toutes les tailles sont entreposés sur des étagères. Certains sont derrière une vitre transparente. À côté du vendeur, face à la rue et les clients, une petite étagère vitrée contient des plus petites fioles et bouteilles, j'apprendrai plus tard qu'il s'agit d'hormones. Au pied de cette étagère, des plantes en fleurs contrastent avec le béton de la rue. En face, à quelques mètres de la boutique, une structure métallique expose aux passants des sacs à dos de pulvérisations de différentes gammes de prix et degrés d'automatisation.

Je salue le vendeur qui relève à peine la tête de son écran lorsque je me présente. Je lui explique que je suis étudiante en Belgique, que je réalise un travail sur l'agriculture dans le Chapare et que j'aimerais beaucoup pouvoir lui poser des questions sur les pesticides. Il me parait méfiant, me demande de répéter plusieurs fois à quelle université j'appartiens. Il l'écrit sur un bout de papier et me demande de revenir quelques heures plus tard.

Je reviens à l'heure convenue, lui redemande si une discussion est toujours possible pour lui. Il acquiesce, me propose un siège en face de lui. Je m'installe. Je remarque pour la première fois cette odeur caractéristique des boutiques d'agrochimiques qui semble émaner des récipients, même fermés, et me donne envie de respirer l'air extérieur.

Il me demande de réexpliquer mon travail. Je le sens sur la défensive, lui explique une nouvelle fois. Il ne se déride pas, me demande si j'ai un document d'identité. Surprise, je lui tends la photocopie de mon passeport que j'ai toujours sur moi. Il la regarde attentivement pendant quelques secondes, se justifie : *C'est important de savoir avec qui on parle, il y a des gens avec qui on ne devrait pas parler… Regarde, là, j'ai ma carte, c'est important de*

l'avoir en cas de contrôle, sinon on m'emmène au commissariat. Il me la tend, j'apprends qu'il s'appelle Roberto. Je note en haut d'une page de mon carnet son prénom. Il se penche pour voir ce que j'écris. Je lui montre. Il se réinstalle, me redemande des précisions : *Tout le monde a un objectif dans la vie. Sur quoi est ton travail ? Quel est le projet ? Moi, je veux vendre mes produits. Les agriculteurs, ils veulent gagner leur vie pour nourrir leur famille. Ton projet à toi, c'est quoi ? Par exemple, d'établir une plantation de riz ? Qu'est-ce que tu veux faire avec tes informations ?*

Je comprends que mes explications précédentes ne suffisent pas. Je me lance dans une longue explication à propos de la démarche anthropologique et de mes doutes actuels quant au sujet de ma recherche. J'explique le projet belgo-bolivien sur le manioc, avec des agronomes et des chercheurs en sciences sociales, que j'ai des difficultés à rencontrer des personnes qui en cultivent et qui acceptent que je les accompagne au travail. Je lui dis m'être aussi rendu compte que les agriculteurs peuvent planter du manioc une année, puis le vendre à un prix trop bas, et décider de replanter autre chose l'année d'après, et que j'aimerais donc étudier les enjeux plus largement. Il m'observe d'un air attentif et acquiesce de la tête. M'interrompt : *« pourquoi le manioc ?* ». Je lui réponds que le manioc est mondialement cultivé, en Afrique, en Asie, mais peu en Bolivie, et que le « grand projet » veut comprendre pourquoi, en s'intéressant aussi à pourquoi ce n'est pas assez intéressant pour les agriculteurs. À ce moment-là, l'ambiance de la conversation bascule. *Je pense que tu devrais t'intéresser à ça,* me dit-il, *au prix du manioc, pourquoi il n'est pas intéressant. Moi, mes deux parents sont agriculteurs, et c'est difficile de vendre sa production à un bon prix, je le sais, je connais. Le gouvernement ne fait rien pour nous permettre d'exporter et d'avoir de bons prix. C'est comme si des parents ne donnaient pas à leurs enfants de l'argent pour survivre, ne leur donnaient pas de maison, tu comprends ?*

Je profite que l'ambiance s'est détendue pour lui demander s'il est d'accord que j'enregistre notre conversation. Il accepte : *Oui, comme ça si tu ne comprends pas quelque chose, tu peux retourner écouter !* Il me demande deux fois si l'enregistrement est bien lancé au début de notre discussion.

Manioc, coca, silences

J'étais dans la municipalité d'Entre Ríos depuis trois semaines et mon travail de terrain avait jusque-là constitué en journées passées sur les *chacos* avec des agriculteur·ices qui m'y

emmenaient. Cependant, il était plusieurs fois arrivé que mes interlocuteur·ices annulent nos rendez-vous, pour des raisons tantôt familiales ou météorologiques, tantôt jamais expliquées. La saison des pluies progressant, les jours pluvieux s'intensifiaient. La situation me frustrait : je me sentais coincée par ma dépendance totale à quelques acteur·ices de terrain, et ne voyais pas comment accéder à d'autres acteurs de terrain, d'autant plus des cultivateurs de manioc. En effet, notre proposition avec Jhesenia lors de la réunion syndicale de *Zona Verde* n'avait pas fonctionné. En outre, lors de la réunion de la centrale *04 de Octubre*, un représentant municipal avait, à plusieurs reprises, fait appel à l'assemblée : une usine de transformation de manioc ouvrant bientôt dans la municipalité, ils cherchaient des producteurs pour garantir l'apport en matière première. Personne ne s'était manifesté dans l'assemblée. L'appel avait été réitéré deux fois dans la journée, soulignant « un bon prix de vente », sans succès.

S'il est clair que la méfiance envers notre démarche a dissuadé des producteurs de manioc de se manifester auprès de nous, il m'est également apparu au fil de mon travail de terrain que plusieurs raisons étaient invoquées pour évoquer un abandon du manioc cette année. Rubén et Angela avaient planté du manioc l'année précédente : ils n'avaient pas réitéré l'expérience cette année en raison d'un prix de vente trop bas. Un autre couple m'avait dit en avoir tiré au contraire un bon prix, mais qu'à cause de la pluie ils n'avaient pas pu « préparer le terrain » pour « permettre à la terre de se reposer » et avaient finalement planté de la coca à la place du manioc. L'idée que le manioc « fatigue le sol » et qu'il doit être alterné avec d'autres cultures — comme la coca — est beaucoup revenue dans les discussions, avec cependant des périodes de rotations variant entre un et huit ans. Pour d'autres personnes, c'est en raison de la pluie et l'humidité de l'année 2024 et des dégâts et maladies dans les plantations de manioc que peu de gens en avaient replanté. Les explications diverses et parfois incompatibles de mes interlocuteur·ices ne m'ont pas permis d'envisager des explications plausibles à une éventuelle — puisque je ne dispose pas de données quantitatives sur la question — diminution de la production de manioc. Cependant, elles ont pointé dans mon enquête plusieurs éléments constitutifs d'une certaine précarité et vulnérabilité : les conditions météorologiques, les ravageurs et maladies, la technicité, et la dépendance aux marchés et aux variations des prix — éléments dont la mention décoince justement l'échange avec Roberto. Par rapport à ceux-ci, la coca paraissait détenir un avantage comparatif par rapport au manioc.



Figure 16 : Dégradation d'un chaco de manioc après une inondation, municipalité d'Entre Ríos. (Cliché personnel, novembre 2025).

Ces débuts d'analyse et la frustration ressentie après quelques semaines de terrain m'ont poussée à chercher d'autres portes d'entrée ethnographiques et à pousser celles de magasins d'agrochimiques, nombreux dans la municipalité. Par la suite, je pris l'habitude de présenter l'utilisation des agrochimiques comme objet de ma recherche aux nombreuses personnes qui demandaient la raison de ma présence dans la municipalité. Je remarquai alors que ce sujet paraissait susciter moins de suspicion, et ouvrait beaucoup plus facilement la conversation que celui du manioc. À la suite de mon explication, mes interlocuteur·ices enchainaient fréquemment sur des remarques soulignant l'intensité de la pulvérisation dans le Chapare ou les nouvelles résistances des *bichos* (insectes, bestioles) et maladies. Alors que mes tentatives d'explications sur une étude anthropologique sur le manioc semblaient laisser mes interlocuteur·ices dubitatif·ves ou suspect·es, comme Roberto dans l'extrait ci-dessus, ce sujet paraissait constituer un thème tout à fait pertinent de travail de fin d'études. À la question récurrente des plantes auxquelles je m'intéressais plus particulièrement, je répondais « toutes » : « les fruits, la coca, le manioc… » : il me semblait alors que situer la coca comme une culture banale parmi les autres me faisait paraitre « moins louche » que m'intéresser au manioc dans une zone où la coca est la culture dominante.

En outre, j'ai l'intuition que mon intérêt pour le manioc m'assimilait pour certaines personnes aux nombreux plans de développement déployés historiquement dans la région,

dont l'objectif a souvent été la substitution des cultures de coca, portés par des organisations internationales et occidentales (voir chapitre 1). En tant que femme européenne, je semblais parfois incarner malgré moi cette idée[37]. La scène suivante l'illustre.

> Attablée un midi dans le village, je discute avec un jeune homme qui me raconte cultiver une parcelle du *chaco* de ses grands-parents. Je l'interroge sur ce qu'il y plante. Il répond : *De l'ananas.* Puis, après un silence, avec un rire légèrement gêné : *Et… de la coca. C'est mal vu dans ton pays, non ?*

Cette interaction fait exception. J'ai en effet rapidement constaté que lorsque je questionnais des personnes nouvellement rencontrées sur leurs cultures, celles-ci ne me citaient en général pas la coca.

> Je passe la journée avec Angela et Rubén, accompagnés de leur plus jeune fils de 4 ans. Ils travaillent ce jour-là sur un *chaco* situé dans un autre syndicat que celui où se trouve leur *casita*. Vers midi, Angela emmène son fils et moi vers la *casita* d'un autre couple qu'ils connaissent afin d'y cuisiner le repas. La femme, Doña Luisa, est en train de couper des légumes. Un homme, son père, étend avec un balai des feuilles de coca sur de larges bâches afin de la faire sécher. Son mari passe des feuilles fraichement récoltées dans un tamis d'un mètre de côté afin d'en extraire les graines, qui seront vendues plus tard. Dans un *chaco* derrière la *casita*, des travailleurs récoltent la coca, sacs sur le dos. Angela me présente à son amie. Nous nous mettons à la tâche en discutant. J'interroge Angela quant à ce qu'ils cultivent. Elle me parait mal à l'aise. *De tout, de tout. Regarde, on a de la papaye, là.* Elle rit. J'observe l'arbre isolé, réalise que je n'aurais pas dû poser cette question aussi rapidement. Angela me confirmera plus tard que le couple vit uniquement de la culture de coca.

Ces interactions, le trouble et la gêne que je ressentais m'ont menée à arrêter de poser ce genre de question aussi directement. Elles disent quelque chose de la charge morale que porte la culture de coca lorsque mes interlocuteur·ices anticipent mon regard d'étrangère.

De cette manière, les agrochimiques ont fonctionné tout au long de mon terrain à un double niveau. Premièrement, comme objet heuristique en eux-mêmes me permettant de penser des questions larges telles que des formes de socialisation agricole, de transmission de savoirs pratiques, les intrications au capitalisme mondial ou des dynamiques corporelles. Ces dimensions font l'objet des chapitres 4 et 5.

Deuxièmement, ils ont joué le rôle de porte d'entrée conversationnelle dans un contexte où ma présence devait sans cesse être justifiée et où la question de la coca teintait mes rapports

[37] Comme expliqué précédemment, ma présence sur le terrain n'était pas exempte d'attaches institutionnelles : financée par une bourse ARES, elle s'inscrivait dans un dispositif de coopération académique dont les horizons normatifs — développement durable, résilience socioécologique, souveraineté alimentaire — ne sont pas sans résonances avec les logiques de substitution de cultures de coca évoquées.

sociaux de silences et méfiances. Me présenter intéressée par les agrochimiques et leur utilisation permettait à mes interlocuteur·ices de pouvoir converser sur ce sujet facilement sans pour autant devoir « dévoiler » ce qu'ils et elles cultivaient. De plus, le sujet n'évoquait pas forcément une vision ou un objectif sous-jacent de substitution de la culture de coca.

B. La coca : un levier ambivalent

Transmissions et apprentissages agricoles

Un jour de récolte des papayes d'Angela et Rubén, nous sommes une dizaine à remplir le camion qui emportera les fruits à Cochabamba. En binômes, nous parcourons les hectares de lignes de papayers et remplissons brouette après brouette. La récolte achevée, plusieurs heures plus tard, je discute avec Nelson, un frère d'Angela, et son neveu, Pablo, 14 ans, tous deux mobilisés pour l'occasion. Nous sommes ballottés dans la camionnette qui nous ramène lentement au village.

> Nelson a 26 ans. C'est le plus jeune frère d'une fratrie de cinq enfants. Il cultive trois *catos* de coca prêtés par l'un de ses frères. Il me dit « avoir essayé la papaye », mais que l'année passée « tout a pourri ». Je lui demande s'il donne quelque chose à son frère en échange.
>
> **Nelson** : Non. C'est une dette.
> **Jeanne :** Qu'est-ce que tu veux dire par « dette » ?
> **N :** C'est comme un cadeau. Quelque chose dont je dois profiter.
> **J :** Tu l'aides dans son chaco parfois ?
> *Il rit, me répond que non. Je lui demande s'il veut en acheter un.*
> **N** : Non ! Je veux avoir un capital pour pouvoir faire un investissement, pouvoir faire quelque chose qui me plait.
> **J :** Comme un commerce par exemple ?
> **N :** Non pas un commerce. Quelque chose comme un hôtel. Où il n'y a pas beaucoup besoin de présence.
> **J :** Où tu peux avoir des travailleurs par exemple ?
> **D :** Oui, voilà. Je n'aime pas travailler.
> *Il m'interroge sur mon travail, sur ce qu'est l'anthropologie. Je lui explique du mieux que je peux.*
> **Nelson** : Qu'est-ce que tu comprends de la coca ici ? La question me surprend.
> **Jeanne** : Je comprends qu'il y a un marché légal, et un marché illégal. Que c'est lucratif. Que pour certaines personnes c'est une manière de survivre. Ou que d'autres cultivent à côté de leur travail pour gagner plus d'argent.
>
> Nelson et Pablo m'écoutent attentivement et acquiescent. Ils me posent des questions, avec un certain amusement, de plus en plus précises sur le processus de culture de la coca. Je récite ce qu'on m'a dit comme une élève interrogée : deux récoltes, trois mois avant la première, pulvériser toutes les deux semaines, séchage à l'air ou en machine… Ils acquiescent, rajoutent parfois une nuance ou un détail. *Tu sais tout maintenant !* me dit Nelson. Je demande à Pablo, 14 ans, qui m'a déjà dit que ses parents ne cultivaient pas, comment il connait tout cela.
>
> **Pablo** : Par les gens autour, je suis curieux.
> **Nelson :** Ça aussi. Ici, les gens ils apprennent avec leurs connaissances, leurs voisins, à cultiver la coca, parce que tout le monde en a. C'est facile.
> **Jeanne :** Ce n'est pas comme ça pour d'autres cultures, la papaye par exemple ?
> **N :** Non, non. Mais… Il y a des cultures qui peuvent ramener autant que la coca. Comme le

café par exemple. Mais ça prend plus de temps, plus de travail. Les vaches aussi, l'élevage, ça gagne bien. Mais ça nécessite un plus grand capital au début. Alors que la coca non, tu dois juste acheter les graines. […].

J : Tu as un projet de mettre autre chose que la coca plus tard ?

N : Non… La coca ça me permet d'avoir du temps, tu sais, pour me balader (*pasear*), réfléchir à mes projets, à ce que je veux faire.

Le cas de Nelson illustre un rôle de la culture de coca que j'ai souvent remarqué : celui d'un instrument de soutien à des projets personnels qui sortent parfois du domaine agricole. Nelson, grâce à son entourage familial, a une situation socio-économique relativement stable. Mais cette visée instrumentale de la production de coca se retrouve également chez les personnes les plus précaires, isolées, récemment migrantes… Cependant, ces profils sont ceux de personnes que je n'ai pas su côtoyer sur le long terme en raison de plusieurs obstacles évoqués en introduction. Parmi celles-ci, Carlos — le conjoint de Lucia — est le seul dont j'ai pu approcher la trajectoire. Le couple n'est pas marié, mais vit ensemble. Carlos est arrivé seul de Cochabamba dans le Chapare il y a quelques années, avec l'intention de cultiver de la coca afin d'améliorer ses conditions de vie. Il cultive une dizaine de *catos* de coca, certains loués, certains en *partidario*[38], certains appartenant aux parents de Lucia. Celle-ci tient un commerce dans la municipalité pour lequel elle a contracté un emprunt qu'elle rembourse chaque mois. Elle aide régulièrement Carlos sur ses *chacos*, ainsi que ses parents sur les leurs. Les revenus du couple (magasin de Lucia, vente de la coca, activités ponctuelles de Carlos dans le narcotrafic — ce que j'appris ultérieurement) leur permettent de vivre, de payer loyer et mensualités, et d'économiser pour pouvoir un jour, acheter leur propre *chaco.*

Je les accompagne un jour récolter des *chacos* de coca en *partidario.* Ceux-ci appartiennent à un ami de longue date de la famille de Lucia, Don Isidro. Je leur demande s'ils aimeraient acheter leur propre *chaco* :

Carlos : Un hectare c'est 15 000 dollars. *Il nuance ensuite*. Un hectare pour planter de la coca, si tu veux le carnet pour vendre de la coca légale, c'est 15 000 dollars[39]. Sinon, c'est

[38] Système où un propriétaire sème la coca sur son terrain, puis en confie l'entretien et la récolte à une tierce personne, qui touche en échange la moitié des bénéfices de la vente des feuilles.

[39] Carlos exprime ici le coût d'accès à la production et à la vente légales de coca — ce qu'il ne peut pas faire actuellement, car il n'est pas propriétaire. En effet, le prix de 15 000 dollars reflète une parcelle enregistrée au sein d'un syndicat, ainsi que la licence de production de coca, qui doit être attachée à la fois à une personne et à une parcelle cadastrée dans le système SISCOCA (Système de contrôle de la coca) (DS N° 3318, 2017, art.10). À ma connaissance, le coût officiel du « carnet de producteur » n'est pas publié dans des textes accessibles. Je devine que ce coût dépend des fédérations syndicales locales puisque ce sont elles qui, dans le Chapare, le délivrent (DS N° 3318, 2017, art.8). Puisque l'affiliation syndicale est requise afin d'accéder au statut de producteur légal de coca, ces coûts doivent probablement également varier en fonction des frais d'adhésion et cotisations fixées aux différents niveaux syndicaux. Je n'ai pas su approfondir cette question-là lors de mon terrain.

moins. Parce que tu vois, ici, tout ça, ce n'est pas légal.
Jeanne : Et tu ne peux acheter un terrain en disant que par exemple tu vas planter du maïs, et puis planter de la coca ?
Je sous-entends ici produire de la coca sans le déclarer, c'est-à-dire illégalement.
Carlos : Si, c'est ce que je veux faire.
J : Vous savez dans combien de temps vous pourrez ? *Ils haussent les épaules.*

Chez ce couple comme chez Nelson, la culture de coca est un instrument des trajectoires individuelles et conjugales, transitoire pour Nelson, qui envisage un projet autre qu'agricole, tourné vers l'acquisition foncière pour Lucia et Carlos. Dans les deux cas, c'est notamment le réseau familial qui leur permet, temporairement, d'exploiter ce « tremplin » à moindre coût, en prêtant une parcelle ou mettant en place un *partidario.*

D'après mes échanges, ce schéma semble être, plus largement, celui des apprentissages agricoles des jeunes dont les parents sont des propriétaires établis de longue date dans le Chapare. Les parents qui ne donnent pas des *chacos* à leurs enfants de leur vivant — ce qui était le cas de toutes les personnes rencontrées — leur laissent une parcelle à disposition le temps qu'ils aient assez d'argent pour en acheter une. Selon Hilario, les parents préfèrent cela à la vente ou à la donation directe :

> « Parce qu'ici la terre a beaucoup de valeur, parce que le Trópico a un climat privilégié et aussi pour le sujet (*el thema*) de la coca. Les parents ont peur que s'il vend, il dépense tout son argent, dilapide tout, et revienne chez eux pour demander de l'argent. En travaillant dans le *chaco*, il apprend à gérer son argent lui-même. »

Cette logique révèle une articulation entre transmission familiale et formation à l'autonomie financière et agricole. Daniel, étudiant en agronomie qui a passé quelques semaines en stage avec Hilario, vendeur d'agrochimiques, m'expliquait à la suite de mes questions que ses parents ont divisé une partie de leurs terres en cinq parties, une pour chacun de leurs enfants. Le plus jeune est encore au collège et ne cultive pas. Les autres cultivent tous de la coca. Je lui demande si les terrains sont séparés officiellement ou officieusement :

Daniel : Que « de parole » (*de palabra*), le *chaco* n'est pas vraiment à moi. Mais c'est moi qui travaille, qui gère, qui gagne mon propre argent, parce que le *chaco*, c'est pour travailler.
J : Et les produits *(agrochimiques)*, vous les achetez ensemble ou séparément ?
D : Séparément, chacun pour soi.

Ces extraits montrent une articulation entre « agriculture familiale » et esprit entrepreneurial. La culture de coca apparait comme un instrument des trajectoires individuelles et conjugales, permettant l'accumulation de capital productif (argent, outils, terres…) et l'accès progressif à la propriété foncière. Cet horizon où la gestion autonome est valorisée repose néanmoins sur les ressources et les garanties du réseau familial. Cela rejoint les analyses qui montrent

les porosités des frontières entre l'agriculture dite « familiale » ou « paysanne » et celle « entrepreneuriale » voire « patronale »[40] (Petit et al., 2015 ; Rignault & Bied-Charreton, 2024). Dans le même sens, lorsque des membres de la famille d'Angela et Rubén prenaient part aux journées de récolte, ils étaient rémunérés au même niveau que les travailleurs « extérieurs ». Ces observations rejoignent les constats précédents concernant un mode de fonctionnement intrasyndical qui s'éloigne de celui de l'*ayllu*. Bien que les solidarités familiales jouent un rôle crucial, elles visent ici l'émancipation et l'autonomisation économique des jeunes, au contraire des logiques d'interdépendances et de complémentarités héritées des *ayllus* souvent identifiées au sein des syndicats du Chapare (de Sousa, 2010 ; Grisaffi, 2019). En outre, contrairement à ce qui a été observé par de Sousa (2010, p.34), la logique productive des syndicats et de leurs membres ne m'a pas paru s'opposer à l'accumulation privée.

Sans avoir pu ethnographier longuement les situations des nombreuses personnes nouvellement venues dans le Chapare et n'y disposant pas de réseau familial, je devine la précarité de leur situation. La littérature sur ce sujet se fait rare. Grisaffi (2022, p. 589) mentionne que ces personnes, ne possédant pas les moyens de production, sont limitées à travailler à la journée comme ouvriers agricoles — ce que j'ai pu observer — ou comme transformateurs ou passeurs de drogue — ce que j'ai pu deviner. Il s'agit là de trajectoires concernant un grand nombre de résidents du Chapare et d'Entre Ríos, qui n'ont pas pu faire l'objet d'un examen approfondi dans le cadre de ce mémoire.

Avantages comparatifs, charge morale et gestion du risque

La coca constitue un instrument des trajectoires individuelles en raison de plusieurs facteurs, dont, premièrement, son prix de vente élevé et relativement stable — ou du moins perçu comme tel. J'ai eu l'occasion d'assister à des discussions spéculant sur le prix de la coca, sur sa hausse parallèle à la flambée du dollar sur le marché noir[41] — « *la crise, c'est bon pour le prix de la coca* » — et sur la supposée qualité supérieure de la drogue bolivienne, qui

[40] Puisqu'il est fréquent que les agriculteurs côtoyés fassent appel à de la main-d'œuvre salariée.

[41] La Bolivie traverse une grave crise des changes depuis début 2023, principalement due à la chute des exportations d'hydrocarbures, qui a épuisé les réserves en devises. Le gouvernement Arce avait maintenu le taux de change officiel à 6,96 bolivianos pour un dollar, mais un marché parallèle a émergé où le dollar s'échangeait bien au-dessus de ce taux officiel. Le dollar vaut de plus en plus de bolivianos, ce qui crée une inflation généralisée des prix, dont celui des feuilles de coca destinées au marché de la drogue, dollarisé (Sabin, 2025).

garantirait des prix de vente croissants des feuilles de coca. En outre, la coca se vend à l'intérieur du Chapare et de la municipalité même à un prix plus élevé qu'en ville. En effet, plusieurs « marchés de coca » existent dans chaque village : il s'agit de marchés illégaux, les cultivateurs enregistrés par l'État étant théoriquement tenus de vendre l'intégralité de leur production à Sacaba (Cochabamba), dans un marché officiel, avec un minimum annuel obligatoire sous peine d'amende. Un cultivateur me disait à ce propos : « *Je n'aime pas beaucoup ça. C'est un moyen de pression. Alors qu'on gagne moins d'argent* [que dans les marchés illégaux], *qu'il faut payer le trajet… ».* À l'inverse, les cultures alimentaires se vendent à un prix nettement plus élevé dans les villes comme Cochabamba ou Santa Cruz que dans le Chapare, ce qui nécessite des moyens d'acheminement et de transport coûteux. Concernant le manioc, il n'était pas rare d'entendre des agriculteur·ices se plaindre d'un prix de vente trop bas ou à perte, comme Roberto en introduction de ce chapitre.

> **Roberto** : Si on exportait notre manioc d'ici, d'Entre Ríos, vers la Belgique, la Suisse, différents pays, il y aurait plus d'économie. Alors beaucoup de gens voudraient se lancer dans l'agriculture. Des ingénieurs agronomes, des avocats, des médecins pourraient vouloir faire de l'agriculture, parce que c'est rentable, c'est bien, ça rapporte. Mais beaucoup de gens ne veulent pas faire de l'agriculture. Ils le font pratiquement pour survivre, parce que c'est trop bon marché. Pour te dire, l'ananas. Dans ton pays, combien coûte un ananas ? Ici, ça peut coûter, dans ses prix les plus bas, trois bolivianos. Oui, trois bolivianos. Même pas un demi-dollar ! Tu comprends ? Ce prix-là ne vaut même pas un demi-dollar pour chaque ananas. Et pourtant, l'intrant qu'il doit pulvériser, le fertilisant, le *veneno* pour contrôler les insectes ou le *veneno* qui doit contrôler les champignons pour que ces maladies ne rentrent pas dans cet ananas… Ces intrants coûtent trois fois plus cher que la valeur du fruit. […]
> **Jeanne** : Et vous pensez qu'après les élections ça pourrait être mieux ?
> **Roberto** : Non, je ne crois pas que ça s'améliore. Parce que la corruption est immense.

Dans les discours, ces prix bas sont fréquemment attribués à de mauvaises gestions politiques, tantôt du nouveau gouvernement, tantôt de celui de Morales, ainsi qu'aux niveaux faibles des exportations de produits de la région.

> **Daniel** : Les gens d'ici aimeraient pouvoir vendre dans d'autres départements, mais ce n'est pas permis en dehors de Santa Cruz, Cochabamba et Oruro.
> **Jeanne :** Pourquoi ?
> **D** : Parce qu'ils pensent qu'il y a d'autres choses que les fruits dans les camions. Les pays voisins ferment leur frontière et ne veulent pas acheter nos fruits parce qu'ils ont peur du narcotrafic. Par exemple, à Bulo, il y a une piste d'avion, on pourrait l'utiliser pour exporter, mais c'est interdit […] Mais je pense qu'avec le nouveau gouvernement, ça ira mieux.
> **J :** Pourquoi tu penses que ça ira mieux avec Paz qu'avec les autres présidents ?
> **D :** C'est ce qu'il avait promis, c'est pour cela que nous l'avons soutenu.

Si les faits avancés par Daniel ne sont pas tous exacts (les ventes des produits du Chapare sont autorisées dans les autres départements de Bolivie ; les freins à l'importation de produits

boliviens dans les pays voisins ne sont pas principalement liés au narcotrafic), l'extrait met cependant en évidence un sentiment d'abandon et de stigmatisation ressenti par les habitants de la région, dont les productions agricoles légales peinent à trouver des débouchés, tandis que leur territoire reste associé au narcotrafic aux yeux de l'extérieur.

Plusieurs personnes soulignaient également que certaines cultures pouvaient être aussi rentables que la coca, mais qu'elles étaient plus exigeantes en travail, en temps, ou plus fragiles face aux ravageurs[42]. Roberto, qui soulignait ci-dessus la corruption et les difficultés à l'exportation, ajoutait un peu plus tard :

> « Il y a des cultures qui aujourd'hui ont beaucoup monté, qui sont rentables, comme le cacao, le café. Mais c'est beaucoup de travail, les gens ne veulent pas, ils veulent quelque chose de facile. La banane, par exemple, on l'exporte, c'est rentable, mais c'est un travail de tous les jours, de tout, il faut couper les feuilles, couper les fleurs. Je pense que c'est une question de culture, une culture de gens qui aiment les choses faciles. Par exemple, les chinois, j'ai vu qu'ils travaillaient beaucoup, dur, c'est leur culture. »

À mes yeux, la facilité souvent attribuée à la culture de coca est au moins partiellement liée au contexte spécifique du Chapare : comme me l'expliquaient Pablo et Nelson, tout le monde en cultivant, l'apprentissage est collectif et plus ou moins informel. Les agriculteur·ices qui avaient des cultures alimentaires commerciales, à l'inverse, témoignaient souvent avoir avancé et appris par des essais et erreurs coûteux. Notamment, ceux-ci expliquaient souvent que les « ingés[43] » ne savaient pas bien les orienter sur les produits adaptés à ces cultures et leurs ravageurs[44].

La coca détient par ailleurs d'autres avantages comparatifs : elle pousse dans des sols appauvris ou fraichement défrichés, arrive à maturité rapidement et peut être récoltée tous les trois à quatre mois. Son entretien consiste principalement en du désherbage et de la pulvérisation. Si la récolte constitue un moment intense de travail, le poids relativement léger des feuilles permet de les transporter facilement, y compris lorsque les *chacos* ne sont pas accessibles en véhicule. Elle ne nécessite ni gros investissement initial ni parcelles situées à proximité de routes.

---

[42] L'idée que le cocaïer serait une plante particulièrement résistante aux ravageurs et aux variations environnementales est fréquemment avancée par les chercheurs en sciences humaines et sociales ayant travaillé dans des zones de production agricole de coca (par exemple : Grisaffi, 2019, p.133 ; Pearson, p.90). Cependant, ces affirmations ne reposent pas sur des textes scientifiques qui les attesteraient. Je n'ai pas trouvé de recherches sur le sujet.

[43] Désigne les vendeurs d'agrochimiques, censés être des ingénieurs agronomes.

[44] Ce point est approfondi dans le chapitre 3.

Lorsque Roberto parle d'une « culture de gens qui aiment les choses faciles », il transparait un jugement moral que l'on retrouve fréquemment dans les discours sur la coca, et que je perçois comme lié aux débouchés commerciaux illicites de la feuille dans le Chapare. Cet aspect affleure explicitement dans les propos de Placida : je l'accompagne, avec sa fille María (20 ans), sur le chaco familial. Placida et son mari ont 35 hectares, ils y cultivent du cacao et des fruits tropicaux destinés à la vente, ainsi que quelques *catos* de coca. Cependant, bien que la famille cultive celle-ci au-delà de la limite légale, María m'avait déjà dit que ses parents « n'aimaient pas avoir beaucoup de coca ».

> Placida nous parle d'un meurtre qui a eu lieu récemment, qu'elle devine en lien avec le narcotrafic. Elle parait en colère, non pas par le meurtre en tant que tel — *« ils ne tuent pas pour rien »* — mais par l'ampleur des personnes gagnant leur vie du narcotrafic
> **Placida** : Ils font construire des maisons luxueuses où ils font loger leurs travailleurs. Eux, ils ne font rien. Ils vivent dans des maisons normales, pour être cachés. […] Il y a peu de gens qui travaillent en se sacrifiant, comme nous. La coca, c'est facile, la cocaïne, c'est facile.

Placida fait un lien entre coca et cocaïne de manière particulièrement explicite. Angela ne l'exprime pas aussi directement, mais en filigrane de son discours transparait une considération morale similaire, liée à la « facilité » de la culture de coca, mais également à l'intérêt qu'elle attribue aux cultures alimentaires par rapport à celle-ci :

> Nous mangeons avec Angela, assises par terre devant son *chaco*. Elle me demande où je me sens dans mon travail. Je lui dis que j'aimerais rencontrer des gens qui sont nouveaux dans la région, qui n'y sont pas nés et ont commencé à cultiver récemment.
> **A :** Il y en a beaucoup, la plupart des gens ne sont pas nés ici. Et il y a aussi beaucoup de gens qui ne cultivent que de la coca.
> **J** : Et pourquoi, tu penses ?
> **A :** Parce que c'est plus lucratif.
> **J** : C'est beaucoup plus lucratif que la papaye ?
> **A :** Oui, oui. Ils sont fainéants *(flojos)*…
> **J :** *Flojos* ?
> **A :** Paresseux ! Parce que c'est facile de cultiver la coca, il faut juste savoir désherber et pulvériser. La même plante dure des années, il ne faut pas replanter. La papaye ou le manioc, c'est beaucoup plus difficile… Il y a plus de maladies.
> **J** : Et pourquoi vous ne faites pas que de la coca, si c'est plus lucratif et plus facile ?
> **A** : Mmh… Parce que c'est plus… gentil. !
> **J** : Gentil ?
> **A :** Oui… On cultive de la papaye et les gens les mangent. Si tout le monde ne cultivait que de la coca, on aurait un problème ! Ce que j'aime aussi bien avec la papaye c'est qu'on peut récolter toutes les semaines… euh…
> **J :** C'est des revenus plus fixes ?
> **A :** Oui voilà. Alors que la coca, si les éradicateurs viennent, ooof, tu n'as plus rien.
> **J** : il y a souvent des éradications surprises ?
> **A :** Oui, oui. Avant, ils venaient tous les 3 ans.

Il est intéressant de noter que les personnes citées, bien que leurs discours laissent transparaitre une forme de désapprobation, cultivaient toutes de la coca, mettant en évidence une forme d'ambivalence entre discours et pratiques. Roberto, particulièrement, ne cultivait que de la coca dont les bénéfices, selon lui, représentaient 50 % de ses entrées, assurant la survie de son magasin d'agrochimiques.

Pour Angela et Rubén, cultiver de la papaye est également une manière de sécuriser leur situation financière en cas d'éradication de leur coca. Le couple (32 et 36 ans) a commencé par cultiver une parcelle des parents de Rubén — de coca — avant d'acheter leur propre *chaco* de sept hectares et d'y cultiver de la papaye en 2018. À côté de cette culture, ils ont essayé de planter du manioc en 2024, vendu à un prix qu'ils ont jugé insuffisant. En 2025, ils ont semé des avocats et ont récolté pour la première fois du soja, sur un *chaco* en location. Le prix qu'ils ont obtenu de cette dernière ne les a pas satisfaits, et ils m'ont fait part de leur décision de remplacer ces hectares de soja par de la papaye supplémentaire.

En côtoyant les membres de leur famille élargie, je remarquai que plusieurs de leurs frères, ainsi que les parents de Rubén, avaient également planté de la papaye les années précédentes, mais sans succès. Je demandai au couple pourquoi :

> **Angela :** Le terrain. Il faut que le terrain soit haut. Ils avaient de l'eau stagnante. Ça n'a pas marché un an et ils ont arrêté. Alors que nous, quand ça n'a pas marché, on a continué. […] Mais ils pensent à replanter.
> **Jeanne :** Pourquoi ?
> **A :** Parce que le nouveau gouvernement est un peu… mauvais. De droite, tu sais.
> **J :** Pour des raisons économiques ? *Les deux acquiescent.*
> **A :** Mais nous, quand c'était Evo, on avait déjà de la papaye.

Les changements politiques récents, dont la perte du pouvoir du MAS après presque 20 ans, créent de l'incertitude quant au sort de la coca du Chapare et de ses cultivateurs, légaux et illégaux. Parmi les personnes rencontrées, toutes n'évoquaient pas ces préoccupations, et toutes n'étaient pas non plus en mesure de diversifier leurs productions. Les parents de Rubén, s'ils cultivent depuis des années, en l'occurrence, sont particulièrement aidés par Angela et Rubén dans la gestion de leurs papayes. Ce sont eux qui se chargent par exemple de prendre contact avec les transporteurs pour acheminer les papayes jusque Cochabamba — pour le compte des deux ménages — et qui interviennent techniquement sur les *chacos* parentaux lorsque nécessaire. J'ai ainsi assisté à une tentative du couple pour réaliser des sillons de drainage sur un *chaco* parental récemment planté de papayes :

Ce jour-là, le dispositif sur le tracteur bricolé par Rubén ne fonctionne pas. Nous repartons bredouilles, Rubén en tracteur et Angela et moi en camionnette. Quand Angela aperçoit son beau-père, en train de pulvériser ses papayers au loin, elle enclenche la marche arrière et lui crie par la fenêtre :

Angela : Ohé ! Tu as mis du fongicide ?
Esteban *bafouille* : Euhh, de l'engrais, du « veneno » pour les chenilles.
A : Ça ne va rien faire ce que tu es en train de mettre ! Tu dois mettre du fongicide !
Nous repartons à la casita de Carmen et Esteban à trois, Angela inspecte les bouteilles vides d'agrochimiques. Elle constate qu'il y a bien un fongicide parmi les produits mélangés.
A : Ça va, ça va. J'en ai un autre qui marche mieux. Je vais te le ramener.

Cette scène convoque une dimension qui m'apparait particulièrement intéressante : celle du rôle des rapports intrafamiliaux et filiaux dans l'évolution des pratiques agricoles, agrochimiques et dans la diversification agricole au vu des changements politiques récents. La question générationnelle, surtout en lien avec les agrochimiques, est amorcée dans le chapitre 4. Cependant, je n'ai pas eu accès à d'autres familles élargies où les questions spécifiques d'apprentissages intrafamiliaux se manifestaient ou m'étaient accessibles.

C. Diversification agricole, manioc et contrôle social : quelles mutations contemporaines ?

> **Roberto** : Le problème c'est que le gouvernement ne dit plus si c'est bien ou si c'est mal *[de planter beaucoup de coca]*. Il faudrait. Avant, il y avait UDESTRO, et si tu avais plus que ton *cato*, on te détruisait ta coca.
> **J** : Il n'y avait pas de violences ?
> **R** : Non, non. C'était l'armée bolivienne, il n'y avait pas de violences, c'était correct, ils allaient voir tes *chacos* et s'ils voyaient que tu avais plus que ton *cato*, ils te demandaient s'ils pouvaient rentrer sur ton *chaco* pour détruire la coca, ils te faisaient signer un papier, et c'est tout.
> **J** : Et quand est-ce que ça s'est arrêté ?
> **R** : Avec le gouvernement de Luis Arce. Il n'y avait plus de combustibles, plus d'argent pour envoyer les soldats. Mais j'ai foi qu'avec ce nouveau gouvernement, ça ira mieux. J'espère, on verra.

Le contrôle social et ses turbulences

Lors de ma présence dans le Chapare (septembre-décembre 2025), l'organisme étatique chargé du contrôle et de l'éradication des cultures de feuilles de coca illégales — UDESTRO[45], que mentionne Roberto — n'est plus actif dans le Chapare. Des producteurs membres des Fédérations syndicales s'emparent en effet de ses bureaux le 7 mai 2024 (Terán, 2025) et les éradications sont suspendues jusque mars 2026 (Agencia Boliviana de Información, 2026 ; Perez, 2026).

L'absence d'UDESTRO n'est donc pas liée à une non-volonté ou à l'absence de moyens de l'administration Arce (2020-2025), comme avancé par Roberto. Cependant, le fait qu'il mentionne le président alors en fonction montre la reconfiguration politique qui se joue dans le Chapare. En effet, la suite complexe des évènements menant à l'expulsion forcée d'UDESTRO illustre l'effritement du modèle « corporatiste » (Busnel, 2017) entre cultivateurs et syndicats du Chapare d'une part, et gouvernement national d'autre part, à la suite de l'éviction d'Evo Morales de la scène politique bolivienne (2019). Si cette crise ne peut être lue indépendamment de la fracture politique interne au MAS[46], par souci de

[45] « Unidad de Desarrollo Económico Social del Trópico » (Unité de développement économique et social du Trópico). Organisme public bolivien chargé d'enregistrer, de mesurer et de contrôler les cultures de feuilles de coca dans le Chapare.
[46] Pour rappel : Le MAS connait une « scission » depuis quelques années. En 2020, Morales qui est alors en exil désigne candidat du parti pour les élections Luis Arce, un de ses anciens ministres. Élu président, des tensions se font rapidement sentir au sein du mouvement avec les *evistas* — soutiens d'Evo — qui l'accusent d'essayer d'empêcher une nouvelle candidature de Morales ainsi que de « se droitiser ». Le parti exclut Arce en octobre 2023, quelques mois avant que Morales soit déclaré inéligible. Le candidat pour les élections de 2025 est donc Eduardo del Castillo, ministre du gouvernement sous Luis Arce. Morales appelle alors à voter

concision, je ne reviendrai pas en détail sur les évènements et jeux politiques qui ont mené à cette prise et déprise d'UDESTRO. Les explications suivantes visent plutôt à situer le moment de cette enquête ethnographique en lien avec les questions de « contrôle social de la coca » et de diversification agricole.

Comme expliqué précédemment, la politique du « *cato* » entérinée par Morales dans le Chapare repose, d'une part, sur une articulation entre État et organisations syndicales — la structure pyramidale interne au MAS — et d'autre part sur le « contrôle social » de la coca au sein de ces entités syndicales. L'efficacité de ce système pour stabiliser la production de coca sans violences — contrairement aux années d'éradication forcées par la DEA — a souvent été avancée par la littérature sur le sujet (Brewer-Osorio, 2021 ; Grisaffi, 2016 ; Grisaffi et al., 2019 ; Ramos Torres et al., 2023). Ce mécanisme repose en grande partie sur la pression communautaire horizontale : les syndicats sont appelés à se réguler pour s'assurer que les producteurs individuels respectent la limite d'un unique *cato* déclaré et enregistré auprès d'UDESTRO de coca. Grisaffi (2019) décrit comment, lors de son enquête ethnographique entre 2005 et 2019, la lutte contre la coca illégale est « une responsabilité partagée qui implique l'ensemble de la communauté » et s'établit sur « des formes préhispaniques d'organisation indigène communautaire privilégiant l'intérêt collectif face aux droits individuels » (p.138). Les plants de coca excédentaires sont contrôlés par les pairs au sein du syndicat et éliminés avant même les visites de UDESTRO (Grisaffi, 2019, p.138 ; Ramos et al., 2026, p.19) :

> « Chaque syndicat de base organise des inspections régulières des plantations de coca ; des commissions sont constituées de membres locaux et comprennent souvent des personnes issues des communautés voisines. Les membres du syndicat recourent à la fois à la persuasion et à la coercition pour faire respecter les règles. […] Les agriculteurs ont de bonnes raisons de se surveiller mutuellement ; ils estiment que si la culture de la coca est restreinte, les prix augmenteront. Comme l'a expliqué un homme : "Nous travaillons moins, mais gagnons plus." La politique s'appuie alors sur le concept de "bien limité" […] Les gens sont motivés à respecter les règles parce qu'ils comprennent l'importance de la réciprocité et de l'engagement envers leur lieu de vie et leur communauté. Il existe également des pressions externes. Si un syndicat est jugé incapable de s'autocontrôler de manière adéquate, toute la communauté peut perdre son droit de cultiver la coca pendant une période d'un an (Farthing et Kohl 2014 : 136). Enfin, les paysans sont conscients que s'ils ne parviennent pas à faire fonctionner cette stratégie, ils risquent de voir réapparaitre l'éradication forcée. En conséquence, la pression pour respecter l'accord est intense. » (Grisaffi, 2019, pp.138-139).

nul et le MAS termine à une historique sixième place au premier tour. Le second tour — en octobre 2025 — ne verra donc aucun candidat socialiste (Associated Press, 2023; Lemoine, 2025 ; Paredes, 2025).

La différence entre cette description et la situation observée lors de mon séjour est frappante. En effet, l'immense majorité des personnes côtoyées, membres de syndicats, parfois même ayant des postes à responsabilité en leur sein, cultivaient plus voire bien plus qu'un *cato* de coca. Lors des quelques réunions syndicales auxquelles j'ai pu assister, je n'ai jamais observé ou entendu parler de sanctions vis-à-vis de personnes dépassant la limite du *cato*. Il ne m'est pas possible d'affirmer avec certitude un affaiblissement ou abandon du « contrôle social » de la coca à Entre Ríos, puisque je n'ai pas observé le changement en train de se faire : la différence entre mes observations et celles de Grisaffi (2019) pourraient être liées à des lieux différents[47]. Cependant, Roberto me confirme cette impression lorsqu'il me dit qu'aujourd'hui on « ne dit *plus* si c'est bien ou si c'est mal », comme Angela qui me disait « *qu'avant*, ils [les éradicateurs] venaient tous les trois ans ». Il apparaitrait dès lors que la fin des années Morales (2006-2019), le non-soutien envers le gouvernement Arce (2020-2025), pourtant issu du MAS, puis envers celui de Rodrigo Paz (2025 — …), aurait bouleversé le modèle de vingt ans d'articulations fonctionnelles entre syndicats agricoles du Chapare et gouvernement national. Relativement aux « années Evo », peu de travaux relatifs à ces sept dernières années ont été publiés. L'UNODC (2020) évoquait brièvement qu'en Bolivie, « après novembre 2019, l'approche du "contrôle social" qui avait été adoptée précédemment n'a pas pu être mise en œuvre en raison des relations tendues entre les nouvelles autorités et les producteurs de coca » (p.19). Brewer-Osorio (2021), dans un article comparant l'efficacité de la politique « Coca oui, cocaïne non » entre les zones du Chapare et des Yungas, évoque le rôle vital des organisations *cocaleras* dans la zone non traditionnelle du Chapare pour le succès de celle-ci. Elle soulève également que les évènements récents — coup d'État et brève prise du pouvoir de Jeanine Áñez, élection de Luis Arce et scission au sein du MAS — risquaient d'affaiblir le « contrôle social » de la coca (p.599).

Par rapport à l'objectif initial de ce travail — s'intéresser à la production de manioc — ce contexte changeant me parait fondamental, puisqu'il influence inévitablement les risques relatifs à la production de coca, soulevés précédemment. Ces risques orientent les choix de cultures des agriculteurs dans le Chapare. Si pour Angela, Rubén et ses parents, le contexte politique est un facteur incitant à produire de la papaye à côté de leur coca, il apparait également que la limite du *cato* est plus fréquemment dépassée. Les données chiffrées témoignent d'une dynamique de baisse enclenchée par l'accord du *cato*, puis d'une hausse à la suite de l'éviction d'Evo Morales.

[47] Les lieux de son enquête sont anonymisés.

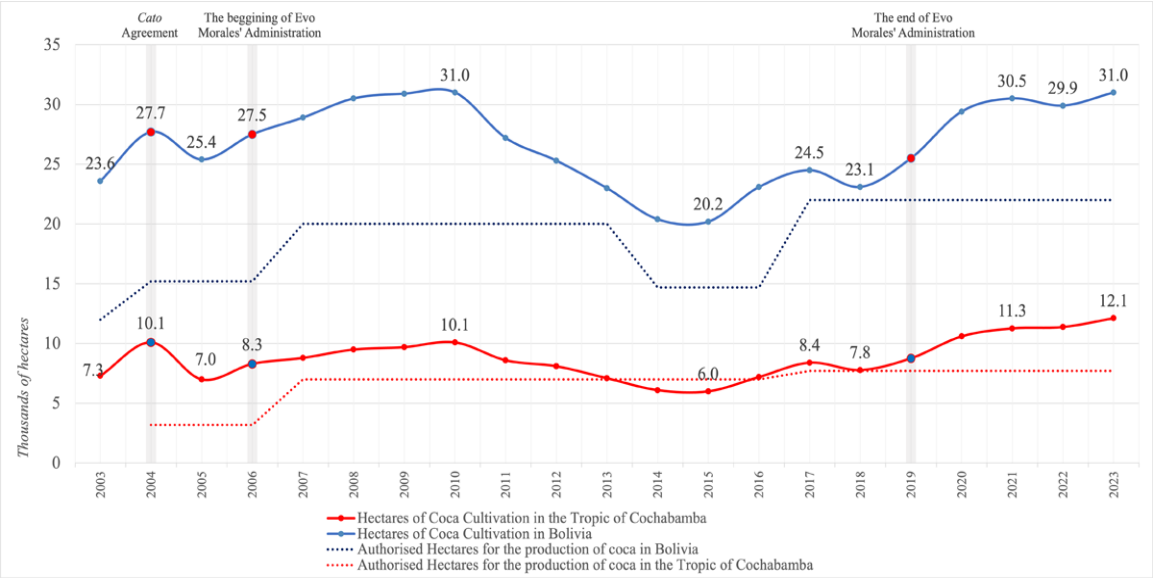


Figure 17 : Superficies cultivées de coca en Bolivie et dans le Tropique de Cochabamba relativement aux superficies autorisées (en milliers d'hectares) (2003-2022). (Ramos et al., 2026, p.20, à partir de données de l'UNODC).
La ligne rouge continue montre l'évolution des superficies estimées dans le Chapare : on constate une baisse notable à la suite de l'accord du cato, suivie d'une relative stabilité jusque la fin de l'administration Morales.

En 2024, la superficie totale de coca estimée dans le Chapare était de 14,275 hectares, soit une augmentation des superficies estimée de 18 % par rapport à 2023 (Oficina de las Naciones Unidas contra la Droga y el Delito - UNODC, 2025, p.24). Dans la municipalité d'Entre Ríos particulièrement, les cartographies de l'UNODC indiquent une augmentation de 39 % entre 2023 et 2024 des superficies cultivées de coca (*ibid*, p.33). Cependant, à mon échelle et au vu de la période brève passée sur place, il ne m'est pas possible d'affirmer si cette augmentation est liée à l'augmentation nette des surfaces de coca par foyer, ou à l'augmentation de la population cultivant la coca, par exemple.

La morale discrète de la coca : quelle légitimité ?

> Lors de la réunion de la centrale *14 de Octubre* à laquelle nous assistons[48], un homme prend la parole au sein du sujet « Coca et agriculture ». Il présente oralement les quantités précises de coca vendue sur le marché officiel de Sacaba par les syndicats faisant partie de la Centrale sur les douze derniers mois. Chaque syndicat est nommé, et le poids des feuilles que ses affiliés ont vendu sur le marché légal est mentionné. Les quelques augmentations par rapport à l'année précédente sont saluées, et l'homme encourage les syndicats ayant vendu le moins de feuilles à Sacaba à s'y rendre davantage. En effet, les quantités enregistrées de feuilles

[48] Avec Jhesenia Gutierrez Lopez.

> entrant sur le marché officiel de Cochabamba n'atteignent pas les quantités autorisées. Son discours ne suscite ni réactions ni discussions dans l'assemblée. Le sujet suivant est abordé.

L'homme ne mentionne pas explicitement pourquoi la « pénurie » officielle de feuilles de coca sur le marché légal pose problème. Cependant, je devine que la question touche à la légitimation de la feuille de coca *chapareña*. En effet, la littérature a montré comment le droit à cultiver de la coca dans le Chapare s'est construit sur une stratégie discursive forgée dans les années 1900 de la « feuille sacrée » articulant sous la même bannière revendications de classe et identité indigène. Grisaffi (2010, p.427) parle d'un « signifiant vide » (« *empty signifier* ») capable de porter les intérêts économiques des cultivateurs de coca, mais dont l'efficacité est constamment menacée par la destination prédominante des feuilles : la fabrication de cocaïne (p.429). La politique du *cato* et son contrôle social effectif sous la présidence de Morales permirent de réguler la production de coca pour satisfaire les contraintes internationales, tout en préservant l'intégrité symbolique de la « feuille sacrée » (Brewer-Osorio, 2021, p.586). À la suite de la crise politique de 2019 et de la fracture du MAS, cette politique parait s'effriter. Cela soulève la question de la désormais légitimation de la feuille de coca *chapareña*. Lorsqu'un représentant de la centrale *04 de Octubre* encourage les membres à davantage vendre leur production sur le marché légal, dans un contexte où la production excédentaire de coca n'apparait pas ou plus sanctionnée, cela souligne la conscience des organisations syndicales quant à la fragilisation causée par le narcotrafic de la rhétorique de la « feuille sacrée ».

Cette fragilisation n'est pas qu'un enjeu économique ou de politique nationale. Au sein même des discours de personnes cultivant de la coca à propos d'autres cultivateurs qui ne cultivent rien d'autre à côté, une charge morale discrète attribuée à la feuille et sa destination éloignée de l'usage ancestral transparaissent. Dans les chapitres prochains, ces tensions seront mises en lien avec les pratiques agrochimiques des cultivateurs de coca.

CHAPITRE 3 : AGROCHIMIQUES EN CIRCULATION



Figure 18 : Vitrine d'un magasin d'agrochimiques, Municipalité d'Entre Ríos (Cliché personnel, octobre 2025).

A. Ethnographier la rencontre marchande

Parmi six commerçants abordés dans la municipalité, trois ont accepté de réaliser un entretien. Parmi eux, deux ont accepté que je revienne, me permettant de mieux saisir le fonctionnement de leur boutique : Roberto et Hilario. Mes rencontres avec Roberto étaient convenues à l'avance via WhatsApp : elles prenaient la forme de discussions orientées par mes questions, souvent interrompues par l'un ou l'autre client, ce qui me permettait « d'ethnographier » la rencontre marchande. Il ne m'a jamais proposé de passer du temps purement « d'observation » dans son magasin, malgré que j'aie expliqué que cela m'intéresserait. Hilario, en revanche, m'a rapidement invitée à « venir quand je voulais » et je passais de longues journées dans son magasin. En plus de devenir un informateur clé, Hilario devint sur mon terrain un ami et une sorte de « collaborateur » de mon enquête : je parlais avec lui de mes hypothèses, de mes incompréhensions et de mes doutes. Il joua pour moi un rôle de « gatekeeper » (Pignolo & Cattacin, 2023, p.353) : par son réseau et la bonne connaissance de ses clients, il me mit en relation avec plusieurs personnes qu'il jugeait « dignes de confiance ». Ce faisant, il me facilita grandement l'accès à ces personnes en me transmettant une partie de la confiance que ses interlocuteurs lui accordaient.

Stratégies commerciales en contexte concurrentiel

> **Jeanne :** Tu sais pourquoi les magasins s'appellent « agropecuaria » ?
> **Rubén** : Parce que « agropecuaria », ça veut dire l'agronomie, l'agriculture, avec les animaux aussi…
> **J** : C'est parce que les vendeurs ont étudié l'agronomie alors ?
> **R :** Oui, oui, tous […] C'est un bon business. Avant il n'y en avait pas beaucoup, et puis les gens ont vu que ça marchait bien, et il y en a eu de plus en plus partout.
> **J :** C'était quand les premiers ?
> **R** : *hésite* — Il y a… 20 ans ? Oui 20 ans, je pense.

Les vendeurs de pesticides avec lesquels j'ai eu l'occasion de travailler étaient tous des agronomes de formation — ou du moins me l'assuraient. D'autres personnes que Rubén m'avaient plus tard confié leurs doutes quant à la réelle formation de certains vendeurs. Cela n'empêche que dans la municipalité, les vendeurs sont fréquemment appelés « *los ingenieros* » (les ingénieurs) ou plus simplement « *los inges* ». Certains avaient étudié dans le *Trópico*, à l'université de Chimoré, d'autres à Santa Cruz ou Cochabamba. La plupart étaient nés dans la municipalité de parents ayant migré de l'Altiplano. Dans un cas, c'est l'épouse rencontrée à Santa Cruz dont les parents étaient cultivateurs dans le Chapare qui a

ouvert par alliance l'opportunité d'une boutique à Entre Ríos. En tant que migrants de deuxième génération, les vendeurs étaient propriétaires de *chacos* dans la région, souvent dédiés à la coca, et donc membres de syndicats agricoles.

> **Jeanne** : Les gens de ton syndicat achètent chez toi ?
> **Hilario** : Oui, mais pas tous. Certains ont déjà leur « ingé ».

Comme il sera développé ultérieurement, les relations vendeur-client sont marquées par des rapports de confiance, mais également de dépendance. Il est ainsi attendu que chaque agriculteur soit « fidèle » à son « ingénieur », qui connait les situations de ses clients. Vendeurs et clients sont en contact par téléphone et par les réseaux sociaux : il n'est pas rare que mes interlocuteurs reçoivent plusieurs appels par jour de cultivateurs demandant une précision quant à une posologie, un mélange ou une fréquence d'application d'un produit précédemment acheté. La communication se fait tantôt en castillan, tantôt en quechua.

En outre, la multiplication récente de magasins dans la municipalité est à la source d'une concurrence vive entre les boutiques.

> *Un client se renseigne pour sa coca.*
> **Client** : Et ça, c'est pour les cicatrices ?
> **Hilario** : Non, non, j'ai du cicatrisant, là : ça, ça va cicatriser et soigner. Parce que ça, ça va juste soigner la maladie sans réparer la cicatrice.
> *L'homme achète, il s'en va. Hilario se tourne vers moi d'un air satisfait.*
> **H** : Il vient de chez Lucas. *[pointe de la tête vers le village].* Il venait chez moi, puis il est parti chez un autre, et il a eu des problèmes donc il revient chez moi.



Figure 19 : Devanture d'une boutique d'agrochimiques, Rio Blanco (Cliché personnel, décembre 2025).

De cette manière, les stratégies commerciales des vendeurs consistent à fidéliser leur clientèle, ainsi qu'à « se rendre indispensables » : cela prend plusieurs formes. Les « mélanges » (*mezclas*) ou « préparations » (*preparados*) regroupant plusieurs substances constituent une de ces stratégies :

> Hilario s'absente quelques heures de son magasin pour se rendre sur son *chaco*. Sa femme, Jimena, tient la boutique pendant ce temps-là. Plusieurs clients l'interrogent : « où est l'ingé ? ». La plupart choisissent de revenir lorsque Hilario sera de retour. Une femme se présente, un sachet plastique contenant une bouteille vide aux inscriptions illisibles. Elle demande à Jimena « la même préparation ». Celle-ci lui explique qu'elle ne « sait pas préparer » : elle doit revenir plus tard.

Les produits « préparés » permettent la vente de produits en leur volume nécessaire : ils donnent ainsi accès à l'utilisation de substances onéreuses comme des hormones :

> « Parce que si je lui vends tout pour qu'elle le prépare, elle peut le faire, mais ça lui reviendra très… Un coût élevé. Et parfois, certains agriculteurs, comme n'importe quelle famille, n'ont pas beaucoup de moyens. » (Roberto).

Les mélanges contiennent toujours engrais et hormones, parfois de plusieurs types. Parfois, ils incluent également fongicide, insecticide, plus rarement herbicide. Cependant, la « recette » est celle de « l'ingé » : réalisée à l'instant de la rencontre marchande pour correspondre aux problèmes et demandes du client, sa composition n'est jamais détaillée. Les agriculteurs repartent avec leurs préparations dont l'application est censée résoudre tous les problèmes. Ces mélanges sont effectués par les vendeurs puis emportés dans d'anciens contenants d'agrochimiques vidés et non étiquetés. De cette façon, il n'est pas rare de voir des clients réclamer, comme dans la scène décrite précédemment, « la même chose » : signe d'une forme de dépendance technique et savante aux vendeurs-préparateurs.

Afin de correspondre aux conditions économiques des clients, il arrive que la vente se fasse à crédit — l'agriculteur remboursant ses dettes après la récolte. À ce propos, les vendeurs m'expliquaient ne faire cela qu'avec leurs clients « de confiance ».

La grande majorité des produits en vente dans les magasins ethnographiés est produite en Chine, mais d'autres viennent des États-Unis, d'Inde, d'Europe, et de pays d'Amérique du Sud — une répartition des origines comparable à celle observée à l'échelle nationale en Bolivie (Fundación Solón, 2021). Les vendeurs sont démarchés par des distributeurs basés principalement à Santa Cruz (Bolivie), qui leur livrent ensuite les produits dans le Chapare. Cependant, les stratégies commerciales afin de se différencier des autres boutiques

impliquent également la recherche de produits nouveaux ou uniques, du moins en apparence. Un vendeur m'expliquait avoir créé sa propre entreprise de commercialisation d'agrochimiques produits dans une entreprise à Santa Cruz : concrètement, l'entreprise le laisse choisir le format de la bouteille, de l'étiquette, ainsi qu'apposer le nom de sa propre marque sur celle-ci, créant un produit personnalisable et « unique », même si les molécules chimiques ne sont pas nouvelles.

Les réseaux sociaux et surtout TikTok constituent des plateformes de visibilisation de ces « nouveautés » et « exclusivités » — ce point sera développé ultérieurement. D'autres pratiques sont également proposées par des marchands, telles que des visites de *chacos* et la réalisation de « diagnostics » sur place — auxquels je n'ai malheureusement pas pu assister.

Traductions et circulations de l'objet pesticide

Il est rare que les client·es des magasins d'Entre Ríos nomment les molécules chimiques dont ils et elles ont besoin, ou même leurs noms commerciaux, tant les produits commercialisés pour une même molécule se multiplient. Rares sont aussi celle·eux qui recourent à des catégories fonctionnelles (insecticide, engrais…). Leurs demandes sont exprimées dans un registre pragmatique : réclamation d'un produit préalablement utilisé, description des problèmes rencontrés sur leurs cultures ou énoncé d'un résultat souhaité — comme le montrent les interactions ci-dessous.

> **Cliente** : *Donnez-moi le vert, là* [pointe du doigt dans l'arrière-boutique]. **Hilario :** *L'engrais ?* La femme dit non, rentre dans la boutique, va toucher du doigt la bouteille d'herbicide qu'elle souhaite acheter.
>
> Un homme arrive avec un petit flacon d'hormones à l'étiquette vieillie et illisible. Il demande « la même chose ». Hilario lui propose un autre pot, « *c'est la même chose !* ». Le client lui demande la quantité exacte pour dix pulvérisateurs à dos (*mochila* – littéralement « sac à dos »). Hilario transfère dans un pot vide la dose exacte, en comptant les petites cuillères, lui donne les instructions : il ne doit pas en appliquer trop, sinon il va « intoxiquer sa coca ». S'il mélange les hormones avec « un engrais préparé » — sous-entendu déjà mélangé avec des hormones — il doit en mettre moins qu'avec « un engrais normal ». La scène dure plusieurs minutes, le client demande plusieurs fois des précisions sur les quantités. Hilario écrit la posologie sur la bouteille.

Hilario joue ici un rôle de prescripteur, en identifiant des solutions à des problèmes et situations parfois longuement exposés par leurs clients. Dans ces interactions, les descriptions des maladies et ravageurs affectant les cultures — en particulier celles de coca — mobilisent des dénominations vernaculaires, mêlant castillan et quechua. Ces

désignations font l'objet de processus de « traductions » au sens développé par Anna Tsing (2017). Dans *Le champignon de la fin du monde*, la notion de « traduction » renvoie aux opérations de connexions entre des mondes hétérogènes, reposant inévitablement sur des ajustements, incompréhensions et transformations partielles. Mettre en lumière les nombreuses opérations de traductions dans les interactions marchandes autour des agrochimiques permet de mieux saisir comment leur « matérialité, leur sens, leur valeur » se reconfigurent en contexte afin de rendre possible leur circulation (Bureau-Point, 2024, p.5).

> **Cliente** : Vous avez quelque chose contre le *piki piki* ?
> **Hilario** : J'ai de 70 et de 80 *[bolivianos]*. Celui de 80 est meilleur.
> **Cliente** : Oui. Donnez-moi quelque chose pour la croissance. […] On peut mélanger les deux ensemble ?
> **Hilario** : Bien sûr.

Un des insectes les plus mentionnés par les cultivateurs est le « piki piki ». En demandant aux vendeurs quel était cet insecte, ceux-ci m'ont cité ou montré une image de tantôt l'aleurode (*mosca blanca*), tantôt le thysanoptère (*thrips*). Après l'interaction décrite ci-dessus, je remarque qu'Hilario a deviné sans que la cliente le mentionne que la culture concernée était la coca :

> **J :** Comment tu savais ?
> **H** : Parce que le ravageur était spécifique à la coca.
> **J :** Le piki piki ?
> **H** : Oui. Je devine souvent que c'est pour la coca. Quand c'est pour un herbicide, je demande pour être sûr. Parce que si je pense que c'est quelque chose et que je me trompe, après le client peut revenir se plaindre que ça a brûlé sa plante.

D'autres termes désignent des maux affectant fréquemment la coca comme le « K'ara unquy », du quechua *K'ara* signifiant « chauve » et *Unquy*, « maladie »[49]. J'interroge un jour Roberto quant à ce terme entendu de la part de clients et de vendeurs :

> **Roberto** *:* C'est une maladie qui ne laisse pas la plante sortir les feuilles, un Fusarium, tu chercheras sur internet, tu vas voir. C'est un champignon, il faut appliquer ça (me montre un fongicide). […] *K'ara unquy*, ça veut dire « maladie de la plante sans feuille ». C'est un « mot courant » *(« palabra comun »).* Quand les gens ne connaissent pas scientifiquement les

[49] Pearson (2016) décrit comment, entre 2013 et 2016, la destruction de la coca causée par le *Fusarium oxysporum* dans le Chapare a constitué une menace économique, sociale et politique majeure pour les *cocaleros* et leur organisation sociale. Cependant, dans son article ethnographique abordant cette question, elle ne mentionne pas de dénomination en quechua attribuée au champignon. Cette absence résulte peut-être d'un effet de contingence, ou est un indice d'une émergence post-crise d'un nom vernaculaire. Je n'ai pas su aborder cette question avec mes acteur·ices de terrain.

choses, ils leur donnent un nom, « mot courant ». Par exemple, on appelle souvent « ovejita » *(« petit mouton »)* le « picudo blanco » *(« charançon blanc »)*. Avant, il n'y avait pas de professionnels, de vendeurs comme maintenant. Beaucoup des agriculteurs, ils sont analphabètes, n'ont pas eu beaucoup d'éducation, ou ne savent pas bien utiliser la technologie.
Il me montre l'outil Google qui permet de faire une recherche avec une photo.
Il y en a qui ne savent pas utiliser cela. Si un client me dit « un petit mouton *("ovejita")* est en train de manger ma coca », je dois comprendre que c'est l'insecte, sinon je vais penser que c'est un animal à 4 pattes !

Roberto formule ici explicitement son propre rôle de traducteur au sens d'Anna Tsing et de médiateur technique auprès des cultivateurs. Ici, la traduction « met en équivalence », mais est aussi liée à une asymétrie de savoirs assumée, ainsi qu'à un travail d'interprétation et d'inévitables approximations — lorsque par exemple, le *piki piki* peut désigner deux insectes distincts selon l'interlocuteur.

Au-delà de cette médiation technique et linguistique, les explications des vendeurs contribuent à construire pour leurs clients un *univers de sens* articulant explications agronomiques, analogies sensibles et logiques de soins. Les produits sont rarement présentés dans leur technicité agronomique brute, mais sont « traduits » en effets perceptibles sur les cultures.

Un homme arrive. Il s'installe sur la chaise en face du bureau. Il discute quelques minutes avec Hilario. Il pointe du doigt les sacs d'engrais : *Tu as le rouge ?*

Hilario : Non, il va arriver. J'ai le NutriPlus, le bleu. Pour la coca, c'est bien. Celui-là, il est mélangé, il y a du « racinant » (« *raizante* ») et de « la maturation ».

L'homme demande le prix, achète un sac. Il reviendra une demi-heure plus tard en acheter cinq autres.

Hilario évoque fréquemment ses différents engrais en les « traduisant » pragmatiquement : le phosphore devient le « racinant » ; le chlorure de potassium, la « maturation » ; l'azote, la « croissance ». Ces terminologies ancrent les molécules dans la connaissance sensible des cultivateurs. Elles permettent également de donner sens à l'exclusivité ou l'innovativité de produits particuliers, et devient donc une stratégie commerciale :

Client : Tu as du potassium ?
Roberto : Non, je n'ai pas.
Client : Tu as un insecticide pour la papaye ?
R : Oui, en ce moment j'ai le « Brutus ». C'est 380 bolivianos. Un litre suffit pour cinq hectares. La dose est de 20 ml par pulvérisateur. Ça contrôle comme l'Abamectine, mais avec de la Lufénurone, un ingrédient qui neutralise tous les œufs des insectes, punaises, acariens, chenilles. Donc, même si on met une petite dose, l'effet est meilleur parce que les œufs n'éclosent pas, donc tu auras moins d'impacts de bestioles. On

l'applique tous les 15 jours. Pas plus souvent. Ça sèche les œufs, ça empêche l'explosion des insectes. Pour cela, tu vas avoir très peu d'attaques des punaises. Il sent fort, mais ce qui est bien, c'est qu'il n'irrite pas comme d'autres. C'est 200 ml par tonneau (« *turril* », tonneau de 200 l).
Le client semble convaincu, il achète le « Brutus ».

Roberto navigue ici entre savoirs techniques, légitimant son autorité, et compréhension pragmatique et sensible (la neutralisation d'œufs, peu d'irritation…), qui rendent son discours intelligible et convaincant. En connaissant leurs client·es, les vendeurs ajustent leurs explications et traductions de manière à se situer dans cet entre-deux : crédible et pragmatique.

Un homme arrive. Il montre à Roberto des photos de sa coca.
Roberto : Qu'est-ce que tu appliques déjà ?
[Le client lui montre une bouteille d'hormones que je ne parviens pas à identifier]
R : Pour la « Tarahumara », il faut mettre de l'oxychlorure de cuivre.
C'est un correcteur de carences.
Client : Ça peut servir de cicatrisant ?
R : Ah non. Le vrai cicatrisant, c'est du cuivre pur avec du sucre. Ça c'est de l'oxychlorure de cuivre pour le « Tarahumara ». C'est un autre problème. Ça, c'est un « Tarahumara » : le problème c'est les carences en cuivre, en zinc, en sucre. Et cela *[montre la bouteille]* corrige cette carence. Et ici, il te manque aussi des hormones cytokinines pour avoir plus de bourgeons. C'est pour cela qu'elle est comme ça. Ce qu'il te manque, comme je te dis, c'est plus de protéines. Et ce que tu peux faire, ce sont les cytokinines, qui sont les hormones qui génèrent les bourgeons. Ça va accompagner ce produit. Maintenant, ce produit, diminue la dose, peut-être que la dose est mauvaise. Combien en appliquez-vous ?
C : Cent cinquante.
R : L'excès d'hormones s'accumule et cela provoque des « cytotrines ». Par exemple, comme un type intoxiqué, on voit quelques feuilles fanées, n'est-ce pas ? Oui, on le voit. Mais c'est parce qu'elle est stressée par les produits chimiques et la chaleur. Maintenant, ce que je vous montrais, ça contient des acides aminés. Donc vous allez la détoxifier, tout ce qui ne va pas dans la plante. Vous allez le détoxifier, vous allez éliminer les carences, vous allez éliminer ce qui ne va pas. Vous allez avoir des « cytotrines » normales, d'ici deux, deux semaines, trois semaines. Ça va partir, ça va s'améliorer.

Le client finit par acheter le produit que Roberto lui propose. Il m'apparait complètement perdu face à la longue explication fournie.

Comme lors de l'interaction décrite ci-dessus, je ressens fréquemment lors des rencontres marchandes une certaine vulnérabilité de la part des client·es. Souvent désemparé·es lorsque leurs cultures se portent mal, ils demandent fréquemment des précisions d'utilisations, de posologies, de combinaisons d'intrants. La méconnaissance technique des clients constitue le terrain sur lequel me paraissent se tisser des relations de savoirs-pouvoirs (Foucault, 1975) asymétriques. Les explications des vendeurs contribuent à construire un *univers de sens* pour les agriculteurs au moyen de nombreuses opérations de *traductions*, mais créent

simultanément *des dépendances techniques*, dont l'entretien constitue une forme de stratégie commerciale.

> **J :** Je remarque que souvent les gens achètent quelque chose, paient, puis redemandent autre chose. Comment ça se fait ?
> **Hilario** : Nous sommes très mercantilistes… C'est nous qui faisons, comment dire. Grandir la nécessité. C'est ce que nous voulons, vendre plus.

Cette mécanique est plus ou moins acceptée et verbalisée en fonction des personnes et de la relation avec leur « ingé ».

> J'accompagne Lucia et sa petite sœur un soir, elles vont pulvériser trois *chacos* de coca de leurs parents. Elles réalisent plusieurs litres de mélange : elles remplissent des seaux d'eau dans une rivière, y diluent un mélange que Hilario leur a préparé. Le mélange est ensuite versé dans les pulvérisateurs à dos où sont dilués deux insecticides en poudre différents et des pastilles de deux « régulateurs de croissance ». Je demande à Lucia le rôle de ce dernier intrant : *Sincèrement, je ne sais pas. Je demande à l'Ingé, il me dit quoi mettre. Je pense que ça change en même temps que change sa manière de faire.* Je devine dans ces mots que Lucia interprète les changements des intrants vendus par Hilario comme des évolutions de ses pratiques marchandes et techniques.
> Lucia remue avec un bâton dans les pulvérisateurs. Elle ne sait plus combien de pastilles elle doit mettre. Elle appelle Hilario sur WhatsApp, il lui précise.

Les vendeurs sont également conscients de cette dépendance. Un extrait d'entretien avec Roberto m'interpelle particulièrement, lorsque celui-ci articule émergence de termes vernaculaires (qu'il nomme *palabra comun*), méconnaissance technique et dépendance aux vendeurs. Je l'interroge alors sur l'utilisation du mot *veneno* (« poison »[50]) pour décrire les pesticides :

> **Roberto** : C'est un « mot courant » (*palabra comun*). Quand les cultivateurs n'avaient pas les connaissances techniques, et quand sont apparus les problèmes, ils sont venus nous voir : « je ne sais pas quoi faire, la *ovejita* mange mes plantes ». On leur a dit « Mon frère, tu dois faire ça ». Ils sont très dépendants de nous.
> **J** : Et donc, tu penses qu'on dit « *veneno* » parce qu'avant ils n'avaient pas les connaissances techniques ?
> **R** : Exactement. Les « mots courants » viennent pour rester.

« Résultatisme » et surdosages

> Un homme âgé et un jeune homme que je devine être son fils arrivent, un sac plastique avec deux bouteilles vides à la main. Ils veulent racheter les mêmes. En plus, l'homme âgé

[50] Désigne un intrant chimique. Parfois, les personnes distinguaient le *veneno* comme « pesticide » d'autres intrants comme les fertilisants et hormones ; parfois non.

demande « quelque chose pour les champignons ». Hilario part chercher dans l'arrière-boutique. Je reste seule avec les deux hommes, je leur demande quel problème a leur coca.

Client : Avec la pluie, je veux quelque chose pour les champignons, tu vois ?
Jeanne : Et comment est votre coca pour le moment ?
C : Bien, bien.
Hilario revient et lui donne plusieurs bouteilles.
C : Ça c'est pour les champignons ?
Hilario : Non, ça c'est de l'engrais.

Hilario lui explique la posologie. Il écrit les quantités sur les bouteilles. Pour le fongicide, il faut 2 cuillères par pulvérisateur à dos. L'homme demande si c'est « des cuillères en plastique ».

Hilario : Non, deux cuillères de cuillères pour manger. Si c'est des cuillères en plastique, c'est 3 cuillères.

Hilario met une petite cuillère en plastique dans le sac. L'engrais sera dosé avec son capuchon, 200 ML par pulvérisateur. Il lui glisse également deux masques dans le sac.

Ces rapports de savoirs-pouvoirs orientent les choix de produits, mais déterminent également les quantités d'agrochimiques appliquées. La question de la posologie occupe une place centrale dans les interactions. Les vendeurs sont des médiateurs souvent indispensables par rapport aux recommandations indiquées sur les étiquettes des produits : exprimées en hectare, pour des cultures qui ne sont jamais de la coca, relatives à des ravageurs dont seul le nom scientifique est indiqué. Ces traductions métrologiques induisent inévitablement des marges d'approximation, puisque les quantités sont toujours exprimées relativement au volume d'un pulvérisateur à dos ou d'un *turril* de 200 litres. Chaque vendeur estime à sa manière le nombre de litres nécessaires par surface de coca cultivée en fonction de son stade de croissance, puisque les recommandations émises par les entreprises, calibrées sur des cultures comme le maïs ou le soja, ne peuvent pas être transposées à la coca automatiquement. Cela a également compliqué ma compréhension des pratiques de (sur) pulvérisation. Hilario m'expliquait par exemple calculer qu'un hectare de coca lors de la seconde récolte nécessitait vingt-cinq pulvérisateurs à dos. Un insecticide précis était « prescrit » à raison de trente millilitres d'insecticide par pulvérisateur — soit sept cent cinquante millilitres par hectare : après lecture des instructions sur l'emballage, il s'agissait de plus du double de la quantité recommandée pour le soja. Les mêmes calculs effectués pour un fertilisant précis donnaient l'utilisation de doses plus de deux fois plus élevées que celles recommandées.

Ces surdosages s'inscrivent dans des logiques concurrentielles : « les clients, ils veulent voir un résultat, parce que s'ils ne voient pas d'effet, ils ne reviennent pas », me dit Hilario lorsque je lui fis part de mes calculs ci-dessus.

> **Hilario** : Malheureusement, ces dernières années, les magasins, les maisons de vente d'intrants agricoles ont un peu laissé de côté l'aspect technique et sont devenus plus commerciaux. Je veux dire que, pour contrôler un ravageur, avec un conseil technique, tu pourrais le maîtriser avec un ou deux produits suffisants, mais malheureusement certaines maisons commerciales qui n'ont pas conscience de la situation écologique font appliquer jusqu'à cinq produits pour contrôler un seul ravageur.
> **J :** Et les agriculteurs sont d'accord avec les vendeurs ?
> **H** : Oui, ils les achètent. Comme je te dis, les agriculteurs sont « résultatistes » (« *resultadistas* ») : s'ils ont des résultats, ils ne vont pas refuser d'emporter le produit. Donc, parmi nous qui vendons, nous devons montrer des résultats pour qu'ils prennent le produit. […] Parce que tout le monde vise à croître économiquement. C'est l'objectif, ce que tout être humain cherche.

Hilario exprime ici une tension liée à sa position ambivalente de vendeur : à la fois conscient des effets néfastes de la surpulvérisation, à la fois pris dans des impératifs commerciaux. La responsabilité liée à sa formation et sa compréhension des enjeux environnementaux et sanitaires se heurtent à sa propre volonté de croissance économique, mais également celle des agriculteurs qui le sollicitent.

À ma connaissance, ces dynamiques de surdosages liés aux recommandations des vendeurs de pesticides n'ont jamais fait l'objet d'études qualitatives, peu importe le type de culture. Une seule étude, quantitative, menée dans les Andes boliviennes, équatoriennes et péruviennes, s'est intéressée empiriquement à ce phénomène (Struelens et al., 2022). Au total, 1 489 enquêtes ont été réalisées, permettant de collecter 9 670 recommandations de revendeurs de pesticides. Les résultats issus de la comparaison entre les recommandations des revendeurs de pesticides et les fiches techniques officielles des produits montraient que, dans 33,5 % des cas, les doses recommandées étaient jusqu'à 8 fois plus élevées que celles nécessaires. En outre, des erreurs d'identification des ravageurs et de mauvaises associations entre ravageurs et substances adaptées conduisaient à des recommandations inadéquates dans 88,2 % des cas.

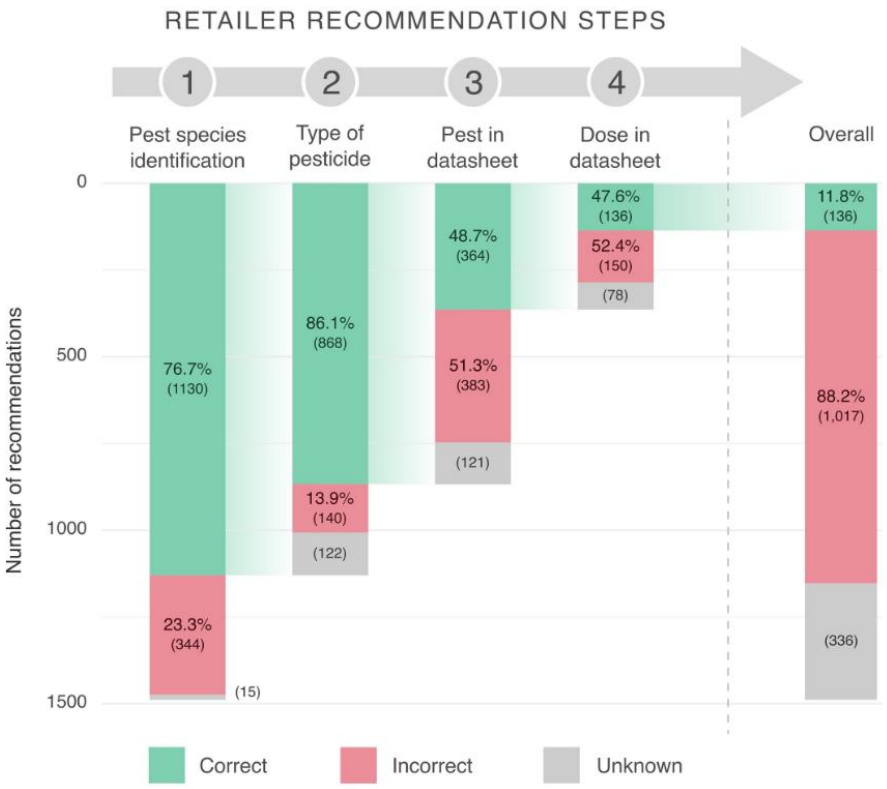


Figure 20 : Accumulation des erreurs au cours du processus de recommandations des revendeurs (Struelens et al., 2022).
La première étape évalue si l'espèce de ravageur était bien identifiée, la deuxième si le type de pesticide recommandé (par exemple insecticide, fongicide, herbicide) correspond bien au type de ravageur (par exemple insecte, champignon, mauvaise herbe). La troisième étape vérifie si l'espèce de ravageur identifiée est bien présente sur la fiche technique de référence du produit (c'est-à-dire si ce produit est officiellement recommandé pour ce ravageur). La quatrième étape vérifie si la dose recommandée par le revendeur se situe dans les limites de dose indiquées sur la fiche technique de référence (doses minimale et maximale officielles).

Les auteurs soulèvent que ces pratiques inadaptées augmentent l'utilisation de pesticides — puisqu'un sous-dosage ou l'application d'un mauvais produit entrainent des applications multiples. Elles aggravent également les conséquences sanitaires et environnementales, et favorisent le développement de résistances des ravageurs. Enfin, ils soulignent la nécessité de se pencher sur ces relations marchandes en vue d'aborder à sa racine le problème mondial croissant des usages de pesticides et de leurs conséquences — dès lors que dans de nombreuses régions du monde, y compris en Bolivie et dans le Chapare (Barrón Cuenca, Tirado, Vikström, et al., 2019), ces revendeurs constituent la première source d'information des agriculteurs (Struelens et al., 2022).

B. TikTok : une stratégie qui exacerbe

> Lors d'une de nos premières discussions avec Roberto, je lui glisse l'idée de faire de l'observation dans son magasin en lui expliquant que c'est l'interaction avec le client qui m'intéresserait. Il n'attrape pas l'idée, je n'insiste pas. Cependant, il soulève que je devrais aller voir son TikTok, « pour voir l'interaction dans les commentaires ». Il me montre fièrement ses dernières publications, dont le son est bien meilleur que ses anciens : il a acheté un « micro professionnel ». […] *J'achète tout par TikTok. Je parle et je dis « je suis de Entre Ríos, et toi tu es d'où ? ». Par exemple, pour ce produit-là, il était de Villa Tunari.*

TikTok[51] est massivement utilisé comme stratégie commerciale par les boutiques d'intrants, au point de ne « pas pouvoir vendre » sans, selon Hilario. Afin de garantir l'anonymat des personnes rencontrées lors de mon enquête de terrain, les TikTok décrits dans ce mémoire proviennent de personnes que je ne connais pas personnellement — même si les visionnages des vidéos créées par les vendeurs dont les pratiques ont été ethnographiées se sont montrés particulièrement intéressants pour l'analyse.

Le contenu décrit ci-après est une publication vidéo du 2 avril 2026 d'un créateur « DELTAGRO Entre Ríos ». Si l'on en croit les informations de son compte, il a une boutique physique dans la municipalité d'Entre Ríos. Son numéro de téléphone est écrit dans sa biographie, dans ses publications, et dans les commentaires. Son compte TikTok existe depuis octobre 2025 et est relativement actif — cette vidéo décrite est la plus visionnée de son compte : 38 100 vues. Elle compte également 754 « j'aime », 16 commentaires, 279 enregistrements et 188 partages. Ces données montrent un intérêt plus qu'immédiat pour son contenu : l'enregistrement permet notamment de retrouver facilement une vidéo a posteriori.

> La vidéo est filmée avec un téléphone portable par une personne qui suit un homme, la caméra parfois légèrement tremblante. Une musique accompagne les trois minutes de la séquence dans un registre sonore enjoué et romantique. L'homme est vêtu d'une casquette « DELTAGRO », d'un jean, de bottes en caoutchouc, d'un t-shirt et d'une chemise à manches longues. Au milieu d'un champ de coca dont les feuilles ont été récemment récoltées, celui-ci accueille ses « followers » (*seguidores*) en annonçant :
>
> « Nous allons faire la gestion (*el manejo*) de cette coca. Dans la précédente vidéo, je vous ai déjà montré comment se fait la cicatrisation. Maintenant, c'est au tour de la première application des fertilisants dès la première étape ».

[51] Cette plateforme et application mobile de partage de vidéos, créée par ByteDance en 2016, rassemble plus de 1,5 milliard d'utilisateurs répartis dans environ 160 pays (DataReportal, 2025b). En Bolivie, les plus récentes estimations de proportion de personnes avec un compte TikTok oscillent entre 60 % (World Population Review, 2026) et 75 % (DataReportal, 2025a). Cette proportion élevée est représentative de la pénétration importante de la plateforme en Amérique latine (Slotta, 2025).

Il s'approche d'un arbuste, montre les bourgeons qui commencent à émerger, annonce qu'il va montrer à ses abonnés comment faire pour que la plante produise des « bourgeons latéraux » grâce à « leurs produits ». Il s'agenouille à côté d'un pulvérisateur à dos et se lance dans un mélange d'engrais « formulé pour le début de la formation des bourgeons », un produit « à base d'acides aminés » qui font « distribuer l'énergie de manière uniforme » de manière à produire « des bourgeons latéraux » et non seulement « sur les pointes », un produit « Biotonic » afin d'« avoir une homogénéité des bourgeons dans toute la culture » et de la gibbérelline, une hormone « pour que les bourgeons soient gros ». Il mesure les différents produits dans des capuchons de bouteilles, versés à mains nues dans le pulvérisateur. Les commentaires posent des questions : « Combien as-tu appliqué de gibbérelline ? » « Quel est l'ingrédient du biotonic ? », « A quel horaire on l'applique, le soir ou le matin ? ». Dans ses vidéos suivantes, DELTAGRO revient dans le même champ montrer l'application des deuxième et troisième pulvérisations.



Figure 21 : « Préparation des applications foliaires pour activer "full" bourgeons et croissance… Traitement initial ». (Captures d'écran de la vidéo TikTok de @deltagro_ins.agricolas, publiée le 2 avril 2026, consultée le 25 mai 2026, à l'adresse https://vm.tiktok.com/ZGdHPh248/)

Les nombreuses publications des comptes de vendeurs d'agrochimiques font sur TikTok la promotion de leurs magasins, de leurs produits et de l'efficacité de ces derniers. La plateforme m'apparait comme un espace commercial qui reproduit et exacerbe les stratégies de mise en scène savante déjà à l'œuvre dans les interactions « physiques » avec les clients. Même lorsque cela n'est pas explicite — comme dans la vidéo décrite ci-dessus —, l'objectif des « tutoriels » ou des explications agronomiques n'est pas d'autonomiser les agriculteurs, mais d'attirer ou de convaincre de nouveaux clients, en s'appuyant sur leur dépendance

informationnelle et sur leurs préoccupations concrètes. Dans les commentaires, les vendeurs, interrogés par des clients, renvoient fréquemment ces derniers vers leur messagerie privée ou leur WhatsApp.

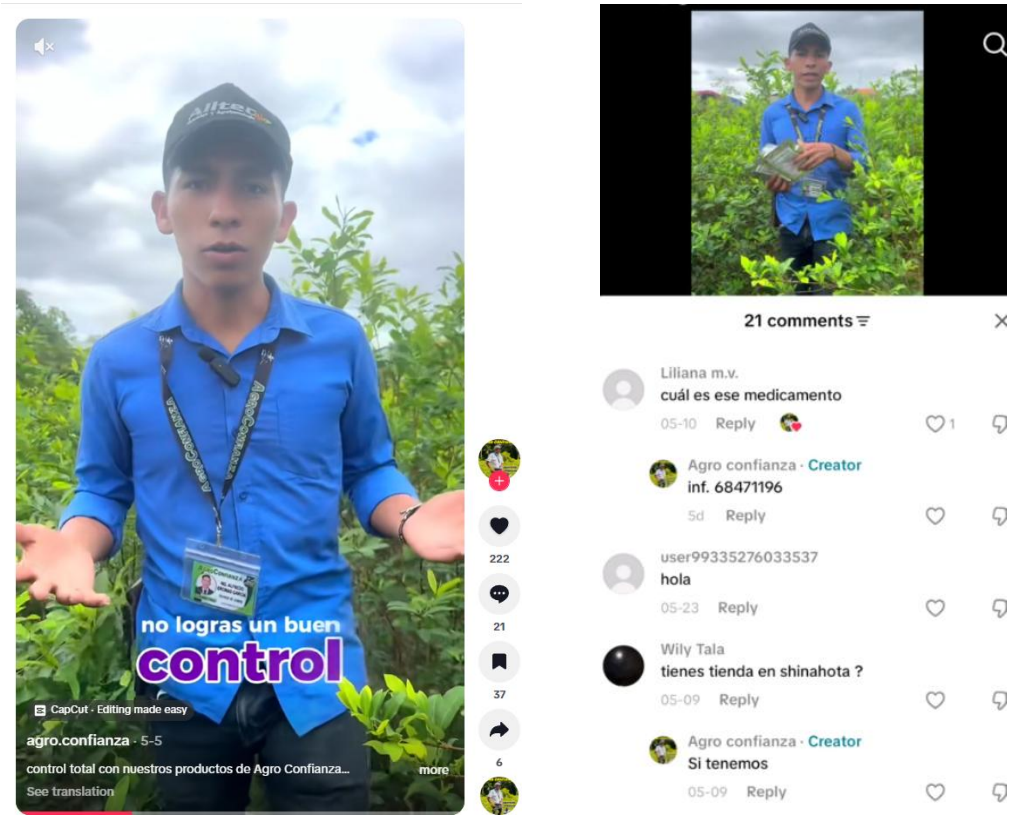


Figure 22 : « Contrôle total avec nos produits de Agro Confianza » (Captures d'écran de la vidéo TikTok de @agro.confianza, publiée le 5 mai 2026, consultée le 4 juin 2026, à l'adresse https://www.tiktok.com/@agro.confianza/video/7636376539436731668?_r=1&_t=ZG-96vq074ukJk)
La vidéo compte 13 400 vues. L'homme avance dans un champ de coca et énonce : « Tu appliques, appliques et appliques des insecticides à tes cultures et tu n'arrives pas à un bon contrôle des bestioles ? […] Agro Confianza, nous t'aidons à casser ces résistances avec des rotations de produits. Écris-nous dès maintenant ! »
Commentaires : « Quel est ce médicament ? » « Info : [numéro de téléphone] »
« Tu as un magasin à Shinahota ? » « Oui nous en avons »

De nombreuses vidéos, certaines visionnées des milliers de fois, montrent des *chacos* de coca particulièrement feuillus, parfois sans texte ni parole, ou montrant uniquement un produit spécifique, à l'image de la publication ci-dessous qui totalise 106 000 vues

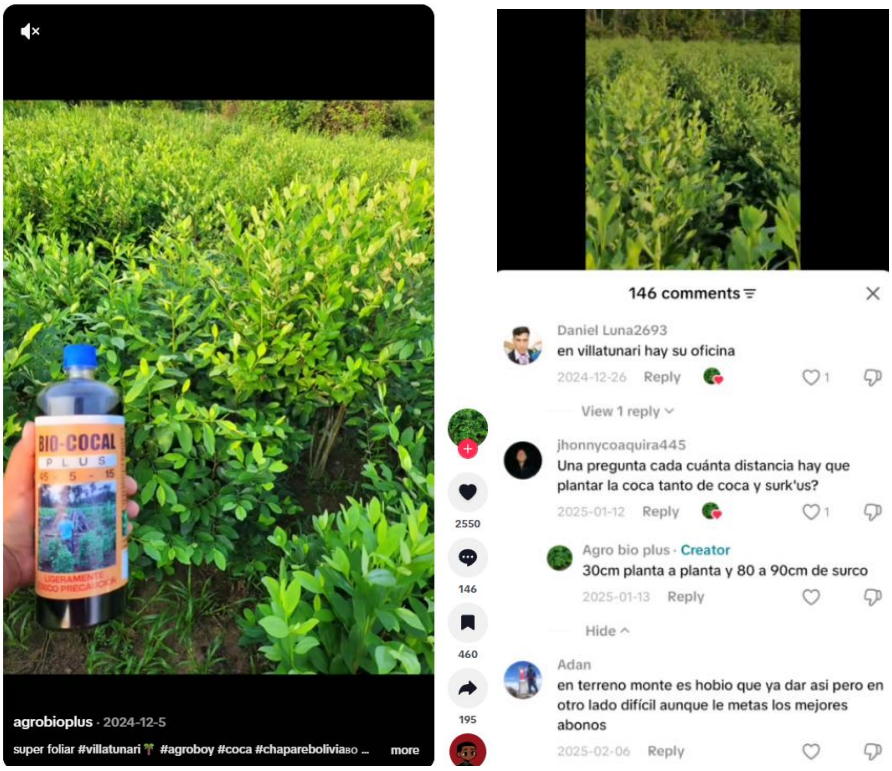


Figure 23 : « Super foliar » (Captures d'écran de la vidéo TikTok de @agrobioplus, publiée le 05 décembre 2024, consultée le 4 juin 2026, à l'adresse https://www.tiktok.com/@agrobioplus/video/7444988874524200248?_r=1&_t=ZG-96vopPSo4Y5)
Commentaires : « À Villa Tunari il y a son bureau »
« Une question, toutes lesquelles distances faut-il planter la coca avec tant de coca et "surk'us" ? ». Réponse : « 30 cm de plante à plante et 80 à 90 cm entre les sillons »
« Sur un terrain de montagne/en pleine nature il est évident que ça pousse déjà comme ça, mais ailleurs c'est difficile même si tu y mets les meilleurs engrais »

Ces publications prolongent, dans l'espace numérique, les stratégies qui fondent l'autorité des vendeurs dans les interactions physiques : autorité savante, traductions… Au vu des nombres de visionnages importants de ces vidéos, on peut aussi se demander à quel point ces mises en scène marchandes façonnent les représentations, apprentissages et pratiques agricoles — dès lors que les vulgarisateurs sont aussi les commerçants. Le conseil technique devient indissociable de la promotion d'un produit : apprendre à cultiver la coca reviendrait, dans ce cadre, à apprendre quels intrants acheter et auprès de qui. Cependant, l'omniprésence de la coca dans les vidéos de ces producteurs pose question. Cette dimension est abordée dans la partie suivante.

C. « Pesticides pour coca »

Le temps long passé dans les magasins d'agrochimiques m'a fait noter que l'immense majorité des requêtes clientes concernait la culture de coca, à tel point que la question de la culture concernée n'était souvent pas posée au client. Pourtant, mes allées et venues dans les *chacos* de différents syndicats m'ont fait remarquer que si la coca était dominante, elle était loin d'être la seule culture : agrumes, manioc, mais, riz, ananas, papayes, bananes… destinés à la consommation et à la vente étaient également cultivés dans la municipalité. J'interrogeai Hilario sur la question :

> **J :** J'ai l'impression que quand les gens ont un problème, qu'ils viennent te montrer une photo, te demander quoi mettre, c'est tout le temps pour de la coca. Que ça n'arrive jamais avec d'autres cultures. *Il hoche la tête.*
> **H** : C'est parce que les autres cultures sont marquées.
> **J :** Marquées ?
> **H** : Oui, on sait ce qu'il faut pulvériser quand on plante, pendant la croissance, pour récolter. C'est marqué.
> **J :** C'est fixe ?
> **H** : Oui. La coca, ça varie plus. Les gens voient qu'il y a quelque chose, une bestiole, ils viennent me demander quoi mettre, et voilà.
> **J :** C'est drôle parce que j'avais l'impression que la coca c'était justement plus résistant. Et que c'était très fixe, les gens me disent toujours la même chose : deux récoltes, pulvériser toutes les deux semaines…
> **H** : Oui, mais il y a plus de ravageurs pour la coca. On a créé un déséquilibre dans les ravageurs.
> **J :** Parce qu'on cultive beaucoup la coca ?
> **H** : Oui, voilà.

L'hypothèse de déséquilibres et résistances créés par la monoculture de coca dans le Chapare, notamment concernant le *fusarium*, est soulevée par les cultivateurs et scientifiques interrogés à ce propos dans la presse[52]. Les mécanismes invoqués varient, mais concernent l'utilisation massive de fertilisants, herbicides et fongicides sur des parcelles en monoculture (BBC, 2013 ; Los Tiempos, 2013 ; Mendoza, 2013 ; Pearson, 2016). Selon l'anthropologue Zoe Pearson et ses enquêtés, bien que les pratiques agrochimiques intensives dans le Chapare aient précédé la politique du *cato* (2004), celles-ci se seraient par la suite intensifiées. Premièrement, parce que les cultivateurs plantaient le plus de cocaïers possible sur la petite superficie autorisée, rendant les parcelles plus vulnérables à des propagations rapides de ravageurs. Deuxièmement, parce que dans une tentative de « sauver » la seule parcelle

[52] Je n'ai pas constaté de recherches agronomiques publiées sur le sujet.

familiale de coca, les cultivateurs accroissaient d'autant plus leurs utilisations de produits agrochimiques (Pearson, 2016, 92).

Cependant, l'explication de Hilario ne rejoint pas ce que j'ai pu observer et comprendre auprès d'agriculteur·ices commercialisant leurs cultures alimentaires. Pour eux, la coca est comparativement plus facile et résistante que leurs autres cultures, qui leur demandent davantage d'attention et de technicité en termes d'agrochimiques — points évoqués dans les chapitres 2 et 4. De plus, les déséquilibres écologiques et résistances de certains ravageurs touchent également les cultures alimentaires. (pour le *fusarium*, voir par exemple Gómez Cuervo & Mazorra Valderrama, 2000 ; Lhoest, 2022). Cependant, la réponse de Hilario montre que sa médiation technique et informationnelle est particulièrement requise pour la coca. J'exposerai dans cette partie deux hypothèses, non incompatibles, à cette dominance de la coca dans les interactions marchandes des magasins de la municipalité.

Précarités croisées

Plusieurs éléments m'indiquent une première hypothèse quant à la surreprésentation de la coca dans la clientèle de ces magasins. Premièrement, les cultures vivrières — destinées à la consommation familiale ou dont seul le peu d'excédents sera commercialisé — sont beaucoup moins, voire pas du tout, traitées chimiquement[53], impliquant leur quasi-absence dans les dynamiques commerciales des magasins de la municipalité, si ce n'est pour des semences.

Deuxièmement, les agriculteur·ices rencontré·es cultivant des denrées alimentaires à des fins commerciales s'approvisionnent majoritairement en agrochimiques hors du Chapare, dans des centres urbains comme Montero, Cochabamba ou Santa Cruz. Ils et elles me disaient les payer là-bas à un prix moins élevé, d'autant plus que leurs cultures s'étendant pour la plupart sur des dizaines d'hectares, ils les achetaient en volume. Ces mêmes personnes se rendaient fréquemment dans ces villes afin de vendre leur production à un prix bien plus avantageux que dans le Chapare. Troisièmement, ils et elles me confiaient fréquemment ne pas compter sur les connaissances des vendeurs de la municipalité concernant ces cultures :

> Nous travaillons avec Placida et María, sa fille, à la récolte du cacao qu'elles cultivent sur un hectare de leur *chaco*. Les deux femmes constatent, dépitées, que la récolte est maigre : beaucoup des cabosses ont pourri. Assises à l'ombre des cacaoyers à sucer la pulpe de leurs

[53] Ce point est développé dans le chapitre 4.

> fèves, nous discutons. María reproche à sa mère de n'avoir pas assez fait pulvériser son cacao. Je les interroge.
> **Jeanne :** Les vendeurs savent ce qu'il faut mettre sur le cacao ?
> **Placida** : Certains savent, oui. Mais pas tous. Il y en a qui vendent pour vendre.
> **María** : Ils connaissent les molécules. Mais ils ne savent pas toujours quelle sera la réaction avec la plante.

Sylvia, cultivatrice de plusieurs dizaines d'hectares de manioc, faisait le même constat, soulignant une expérience d'apprentissage par l'échec :

> **Sylvia** : Au début on[54] avait de la coca, deux comme ça *[montre les chacos]* et puis on a commencé le manioc, parce que l'ombre du manioc aide la coca. Puis des personnes ont acheté le manioc. On s'est dit que c'était intéressant […]
> **J :** Comment tu as appris, les pesticides, par exemple ?
> **S** : C'est difficile, très difficile d'apprendre l'agriculture. Au début on s'est lourdement trompés. On avait demandé au vendeur quoi mettre, et il ne savait pas, mais il nous a donné quelque chose pour vendre. Ça s'est passé pas mal de fois. Avec du Glyphosate…

Mon hypothèse suppose que les magasins d'agrochimiques de la municipalité sont structurellement orientés vers la coca : leur expertise pratique se construit autour d'elle, et non des autres cultures. Roberto et Hilario, par exemple, testent tous deux leurs produits et mélanges dans leurs propres *chacos*, mais exclusivement sur de la coca. Une scène me marque particulièrement et souligne l'importance des expérimentations et perfectionnements concernant l'efficacité recherchée de la culture de coca :

> Un après-midi ensoleillé de novembre. Je suis avec Hilario depuis l'aube. Comme d'habitude, les clients se sont succédé en matinée avant de se rendre sur leurs *chacos*. Plus personne n'est passé depuis une bonne heure quand une vieille voiture cabossée se gare en trombe devant la boutique. Un homme d'une trentaine d'années en débarque précipitamment. Je reconnais Javier : c'est un ami d'Hilario, qui lui tient volontiers compagnie lors de ses journées de travail, et le frère de Lucia, avec qui je travaille et suis amie. Il cultive plusieurs hectares de coca sur des terrains loués, en *partidario* ou de leurs parents.
>
> Il jette sur la table d'Hilario un carnet à la couverture Spider-Man. Il en tourne les pages vivement, d'un air exalté. Il vient de récolter une partie de sa coca. *On m'a dit que le prix était bien, que la lune était bien…* Il explique avoir l'impression que le nouveau produit fourni par Hilario a fait diminuer le ratio entre le poids de la feuille fraiche et sèche : c'est-à-dire que les feuilles séchées pèseraient plus lourd qu'à l'ordinaire, et seraient donc plus rentables, la coca se vendant séchée au poids. *Le produit était censé agir rapidement ou sur le temps long ? ;* interroge Javier ; *Amigo, tu devrais vendre un produit, une poudre par exemple, qui rend la feuille plus lourde !*
>
> Hilario a l'air confus, il sort une calculatrice de son tiroir. Les deux hommes se lancent dans des calculs laborieux qui s'étirent. Ils ne s'accordent pas sur les chiffres à utiliser ; il manque des données de la dernière récolte pour établir une comparaison. *Je n'ai pas bien noté*, admet Javier. Hilario appelle un collègue vendeur pour lui demander quel est le ratio classique entre la feuille

[54] Avec son ex-mari. Elle travaille désormais seule — avec des ouvriers qu'elle rémunère.

fraiche et séchée. Ils n'arrivent pas à une conclusion certaine. Mais Javier est satisfait : le bénéfice total de la récolte — après déduction du prix du séchage, des ouvriers, de leur nourriture, des agrochimiques — est de 28 000 bolivianos[55], à diviser entre lui et le propriétaire du *chaco* en *partidario.*

Javier me propose de m'emmener : Lucia et lui vont travailler sur un *chaco* de leurs parents. En voiture, je lui demande s'il note toujours ce qu'il récolte et dépense. *Oui. Beaucoup ne le font pas, ils mettent* [des agrochimiques]*, ils récoltent, voilà. Moi je note pour savoir, je l'aide* [Hilario] *et il m'aide. Je l'aide à savoir ce qui fonctionne bien, et il me donne une garantie.* Je lui demande combien ont coûté les agrochimiques pour cette récolte. *Beaucoup. C'est beaucoup, mais ça s'équilibre avec ce que je gagne. J'écris parce que je ne veux pas que l'équilibre baisse.* [Javier fait ici référence au carnet qu'il était venu montrer à Hilario].



Figure 24 : Séchage domestique de feuilles de coca, municipalité d'Entre Ríos. (Cliché personne, novembre 2025)

L'extrait illustre particulièrement les rapports de confiance et de dépendance entre les deux hommes. En outre, il pointe que les stratégies commerciales et expérimentations d'Hilario, ainsi que les pratiques de pulvérisations de Javier, sont calquées sur l'objectif de la lucrativité de la feuille de coca, dont la récolte séchée doit être la plus lourde possible. Il n'y a pas ici, et je n'en ai jamais entendu, mention de qualités gustatives, médicinales ou spirituelles de la feuille de coca :

[55] 3 524 euros au taux de change officiel de début novembre 2025.

> Une femme vient demander une « préparation » à Hilario. Pendant qu'il confectionne le mélange, elle s'exclame : *Je veux des grosses feuilles, ingé ! Comme ça !* [Montre quelques centimètres avec ses doigts]. Puis, sur le ton de l'humour : *Si je n'en ai pas, tu vas venir dans mon* chaco *!* Elle rit.

L'objectif premier de la pulvérisation de la coca apparait être celui de la maximisation des recettes tirées de sa vente : il m'apparait que cela est lié au fait que la coca des agriculteurs du Chapare est considérée comme dédiée aux circuits du narcotrafic.[56] [57]

L'orientation et la spécialisation des boutiques vers la coca sont également perceptibles visuellement : des produits sélectionnés à la vente l'illustrent explicitement, ou montrent des feuilles pouvant y ressembler. De la même manière, les TikTok des vendeurs ne concernaient que rarement d'autres cultures que la coca. Les vidéos les plus visionnées étaient également celles qui montraient des *chacos* de coca particulièrement feuillus ou aux feuilles particulièrement grosses.



Figure 25 : Différents fertilisants illustrant explicitement ou non des feuilles de coca, municipalité d'Entre Ríos. (Clichés personnels, octobre 2025).

À mes yeux, cette spécialisation produit une sélection de fait de la clientèle : les agriculteurs de la municipalité disposant de suffisamment de ressources pour se déplacer vers les centres urbains — où ils vendent leur production et achètent leurs agrochimiques à moindre coût —

[56] Cette question est approfondie dans le chapitre 4.
[57] Dans le cas de Javier, puisqu'il n'est pas propriétaire de ses *chacos*, il n'a pas d'autorisation légale de cultiver de la coca : de cette manière, il n'est même pas autorisé à aller vendre sa coca dans le marché légal de Cochabamba, à Sacaba.

fréquentent peu les magasins locaux. Au contraire, les plus fidèles clients sont aussi tendanciellement les plus précaires : cultivateurs de petites surfaces[58], migrants non propriétaires, exclus des réseaux syndicaux, personnes à la mobilité et à l'accès à l'information limités. Pour eux, la coca reste la culture la plus accessible, puisqu'elle se vend localement à un prix plus élevé qu'en ville[59], là où, inversement, les cultures alimentaires se vendent à un meilleur prix, mais supposent des moyens de déplacement que tous n'ont pas.

Un vide technique ?

Cette omniprésence de la coca dans les magasins physiques, ainsi que dans leurs espaces numériques, a une connotation particulière au regard du statut singulier semi-licite de la coca dans le Chapare. En effet, cette culture est dépourvue d'un dispositif officiel de vulgarisation agricole, comparable à celui dont bénéficient d'autres cultures au sein, par exemple, des nombreux plans de développement alternatifs déployés dans la région. Dans ce qui apparait comme un vide institutionnel, les vendeurs d'agrochimiques, acteurs privés et intéressés, occupent de fait une fonction de conseil technique qui n'est pas assurée par des acteurs publics. Il ne s'agit là que d'une hypothèse qui gagnerait à être approfondie, qui permet cependant de donner une autre lecture aux propos d'Hilario cité au début de cette partie :

> **J :** J'ai l'impression que quand les gens ont un problème, qu'ils viennent te montrer une photo, te demander quoi mettre, c'est tout le temps pour de la coca. Que ça n'arrive jamais avec d'autres cultures. Il hoche la tête.
> **H** : C'est parce que les autres cultures sont marquées.
> **J :** Marquées ?
> **H** : Oui, on sait ce qu'il faut pulvériser quand on plante, pendant la croissance, pour récolter. C'est marqué.
> **J :** C'est fixe ?
> **H** : Oui. La coca, ça varie plus. Les gens voient qu'il y a quelque chose, une bestiole, ils viennent me demander quoi mettre, et voilà.

[58] Les « petites » surfaces désignent celles qui rendent intéressants les achats en petites quantités de mélanges de pesticide. Les vendeurs de la municipalité rendent cela possible et permettent l'utilisation d'intrants comme des hormones à moindre coût.
[59] Plusieurs « marchés de coca » — illégaux — existent par village dans la municipalité.

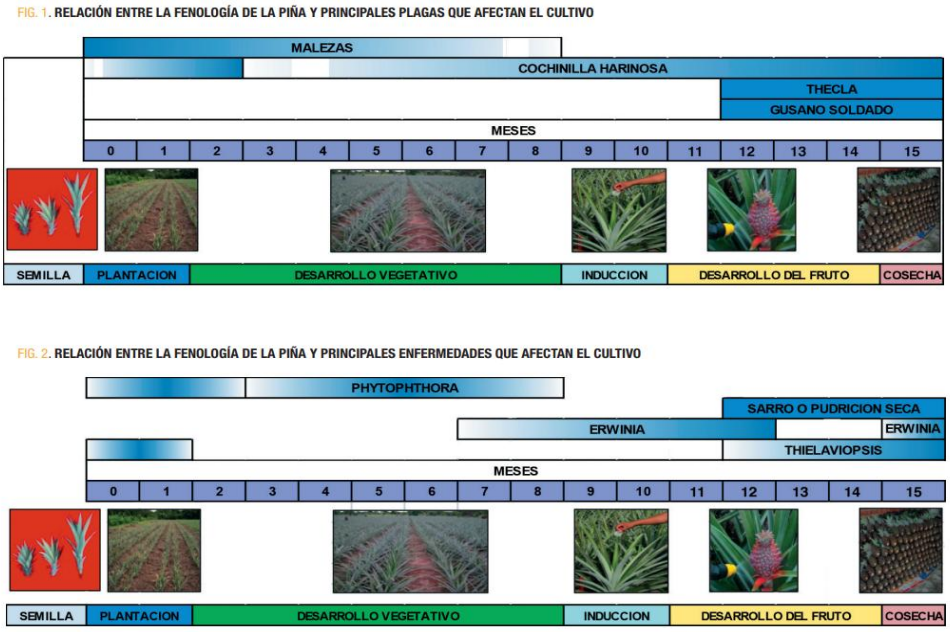


Figure 26 : Schéma synthétique des maladies affectant la culture d'ananas destiné aux agriculteurs d'ananas. (« Manual de buenas prácticas agrícolas y de empaque de piña (ananas comosus), Ing. García Pérez Grover Hector, n.d, https://www.senasag.gob.bo/images/ia/programa_agroalimentaria/manuales/Manual%20BPA%20PI%C3%91A.pdf)
L'image est extraite d'un document dont l'élaboration a été financée par le Ministère du Développement rural et des Terres, le Vice-ministère de la Coca et du Développement intégral et le Fonds national de développement alternatif — FONADAL, en Bolivie.

CHAPITRE 4 : DE LA TOXICITÉ ET DES POLLUTIONS



Figure 27 : Contenants vides d'agrochimiques dans un chaco, Isarzama. (Cliché personnel, octobre 2025).

A. Ne pas consommer sa coca : expression de la toxicité dans les ambivalences

C'est un jour de récolte des papayes chez Angela et Rubén. Comme chaque semaine, un transporteur est sollicité pour amener la récolte du jour jusque Cochabamba où le couple ira les vendre. Lors de ces journées, la charge de travail est telle qu'ils sollicitent l'aide de travailleurs et de membres de la famille qu'ils rémunèrent. La journée est éprouvante : bien que nous ayons commencé à l'aube, la chaleur tape, le corps est mis à rude épreuve par le poids des brouettes de papayes dont la sève irrite la peau là où elle coule. Une pause collective s'organise. Assis à l'ombre des papayers, les hommes boivent des bières, Angela coupe une papaye et chacun sort son sachet de coca. Les frères d'Angela me questionnent sur l'utilisation de coca dans mon pays. Je profite de l'occasion pour lui demander pourquoi elle ne mastique pas sa propre coca, dont elle cultive pourtant plusieurs *chacos*. En effet, le couple achète quotidiennement ses feuilles séchées dans le village.

Angela : Parce que je fumige !
Rubén *intervient* : Et la feuille de la Paz est plus fine, aussi[60].
Angela : Oui, mais dans les sachets, les feuilles d'ici et de la Paz sont mélangées.
J : Mais la coca que tu achètes pourrait être la tienne que tu as vendue, finalement ?
Angela *rit* : Oui ! C'est drôle, hein, de cultiver la coca, mais de ne pas la consommer ?
J : Tu n'as pas envie de cultiver une petite parcelle de coca sans produits chimiques ?

Elle m'explique qu'elle en a une, mais qu'elle ne me l'a jamais montrée. Je ne verrai jamais cette parcelle malgré les nombreuses journées passées avec le couple.

Dans une entrevue, Jérémie Piolat décrivait l'anthropologie comme « la science des étrangetés » (Ligue de l'Enseignement, 2026). À mes yeux d'étrangère non familière de la région, le fait que les cultivateur·ices rencontrés ne consommaient pas leur propre coca relevait d'une « étrangeté ». En effet, à l'exception d'une femme, la totalité des cultivateurs rencontrés en mastiquait quotidiennement, d'autant plus comme stimulant lors des moments de travail physique intense, comme ce jour de récolte. Parmi eux, tous achetaient leur coca auprès des nombreux vendeurs dans le village et à l'entrée des syndicats paysans, bien qu'ils aient tous leurs propres cultures de coca. Ce paradoxe apparent était justifié de deux manières différentes, illustrées par les réactions d'Angela et Rubén. La non-consommation de leurs propres feuilles était soit expliquée par la prétendue supériorité gustative de la feuille des Yungas ; soit par la répulsion causée par la pulvérisation de leurs cultures de coca. S'il n'existe à ma connaissance pas de données quantitatives quant à de possibles différences d'ampleur de pulvérisation entre la coca du Chapare et celle des Yungas, il est cependant mentionné dans les recherches que la coca *yungeña* est également pulvérisée de manière inappropriée, avec des impacts sur la santé des cultivateurs et environnementaux (Piispanen,

[60] La « feuille de la Paz » désigne la feuille de coca cultivée dans la région des Yungas de La Paz, unique autre région en Bolivie où la culture de feuille de coca est partiellement autorisée.

2011). Piispanen (2011) a cependant montré comment des principes d'agroécologie étaient mobilisés dans les rhétoriques des syndicats des Yungas, contrairement à ce que j'ai pu observer dans le Chapare. Il décrit également comment la culture biologique « traditionnelle » de feuilles de coca destinées à l'autoconsommation, répandue et revendiquée, redéfinit les notions de développement dans la région.

Une telle différence apparente entre les deux régions[61] me fait émettre l'hypothèse d'un lien avec la destination des feuilles de coca, vendues en grande majorité dans les marchés illégaux dans le Chapare ou dans les marchés légaux dans les Yungas.

> Lucia et Carlos m'emmènent sur leurs *chacos*. Je suis à l'arrière, eux deux à l'avant, de part et d'autre du sachet de coca dans lequel ils piochent. Je leur demande s'ils mastiquent parfois leur propre coca. Les deux rient. Carlos à Lucia : *Vas-y, explique-lui.* Lucia n'a pas l'air de vouloir expliquer.
>
> **J :** Elle a un goût différent ?
> **Lucia** : Oui, parce qu'elle est remplie de chimique (*« químicos »*). Celle-là *[elle soulève le paquet],* elle est de la Paz.
> **J :** Oui, mais elle est mélangée, non ?
> **L** : Oui…
>
> Elle change de sujet. Je sens qu'ils n'ont pas envie de parler plus de ce sujet, je n'insiste pas.

Avec le recul, je me rends compte que Lucia et Carlos ne m'avaient jamais mentionné le narcotrafic dans la région, contrairement à beaucoup de mes enquêté·es proches. J'ai appris plus tard par des connaissances communes que Carlos travaillait ponctuellement dans la chaine de production de pâte de cocaïne. J'imagine que le malaise ressenti ici est lié à la volonté de Lucia de ne pas me parler de narcotrafic dans sa justification. Pourtant, l'association des feuilles pulvérisées aux marchés illégaux m'a été indiquée plusieurs fois.

> *María est la plus jeune fille d'un couple avec qui j'ai travaillé. Ayant à peu près le même âge, nous nous sommes liées d'amitié facilement. Elle fait partie des personnes qui m'ont parlé de manière ouverte du narcotrafic dans la municipalité. Nous réparons les barrières de l'enclos des vaches de ses parents en discutant.*
> **María** : Mes parents n'aiment pas avoir beaucoup de coca ici. Moi aussi, ce n'est jamais quelque chose qui m'a intéressée.
> **J :** Pourquoi ? Parce que tu sais pour quoi elle sert ?
> **M** : Oui, parce que la coca, ici, ce n'est pas pour « pijchar ». Parce qu'elle est pleine de produits chimiques, c'est pour… par là. *Elle pointe du menton vers je ne sais où.*

[61] Lorsque je questionnai Hilario sur l'existence ou non de personnes cultivant intentionnellement sans pesticides des cultures en vue de les vendre, il m'expliqua connaitre un seul homme. Cependant, il ne voulut pas nous mettre en contact, car il « n'avait pas confiance en lui ». Les autres personnes interrogées sur la question m'ont dit qu'il y en avait, mais qu'ils n'en connaissaient pas personnellement. Je n'ai donc pas pu accéder aux points de vue de ces cultivateurs.

Je demande à Hilario s'il mastique parfois sa propre coca. Il a l'air étonné :
Hilario : Moi ? *Il rit*. Non, parce que je sais ce que je mets dessus…
J : Mais peut-être que tu mastiques la coca de ton voisin qui utilise tes produits aussi ?
H : Oui, ou alors celle de la Paz de quelqu'un qui utilise les mêmes. Mais je ne le sais pas, je préfère ne pas savoir. Il vaut mieux un mensonge pieux qu'une vérité qui fait mal…
J : Tu n'as jamais pensé à cultiver une petite parcelle de coca pour ta consommation sans produits ?
H : C'est possible, ça se peut. Mais ça prend du temps… Il y a des gens ici qui le font. *Il laisse un silence*. Tu sais quel est le succès des narcotrafiquants ?
J : Non ?
H : Ils ne consomment pas ce qu'ils produisent.
J : Comment ça ?
H : Ce qu'ils produisent, c'est pour les addicts. Eux, ils ne consomment pas. Malheureusement, avec la prochaine génération, ça change. Il y a des plus jeunes, ici, qui prennent.

Le lien effectué par Hilario entre la coca pulvérisée et le narcotrafic n'est pas clair, mais fait apparemment sens pour lui : je devine une tension entre son ambition commerciale — vendre des produits chimiques — et sa propre répulsion à consommer des feuilles pulvérisées, par comparaison au narcotrafiquant réticent à prendre de la cocaïne. Cela corrobore l'hypothèse du chapitre 3 selon laquelle les pratiques agrochimiques des cultivateurs de coca, dont l'intensivité des pulvérisations, seraient calquées sur la maximisation des recettes issues de la vente des feuilles dans des marchés illégaux. La « feuille recherchée » est grosse, lourde lorsqu'elle est séchée — quitte à ajouter des poudres chimiques alourdissant celle-ci — et les pratiques de pulvérisation ne s'encombrent pas de préoccupations gustatives ou de qualité nutritionnelle.



Figure 28 : Une actrice de terrain me montre fièrement une feuille de coca particulièrement grosse lors d'un après-midi de récolte. Municipalité d'Entre Ríos. (Cliché personnel, octobre 2025).

Deuxièmement, la contradiction et l'ambivalence dans les discours de Hilario — qui préfère « ne pas savoir » — et d'Angela — amusée elle-même par l'apparente irrationalité de ce comportement — expriment discrètement la toxicité perçue et imaginée des pesticides utilisés par les cultivateurs eux-mêmes, alors que leurs discours exprimaient parfois une indifférence ou une insensibilité face aux effets des substances pulvérisées[62]. Cette conscience se perçoit également dans la distinction entre les traitements des cultures commerciales et vivrières. En effet, l'entièreté des agriculteur·ices rencontré·es cultivant plusieurs *chacos* dédiait une partie de ceux-ci à des cultures alimentaires destinées à la consommation familiale. Celles-ci n'étaient souvent pas du tout pulvérisées et désherbées manuellement. Visuellement, elles rompaient avec l'apparente volonté de scalabilité souvent mise en œuvre.

> Le *chaco* de Victoria et Mario est divisé en quatre grandes parties, et une plus petite. Deux parcelles rectangulaires devant mesurer chacune cinq hectares sont plantées de coca. Une parcelle d'à peu près sept hectares est en friche, elle était auparavant cultivée d'ananas. La quatrième est occupée par des bassins de pisciculture. Derrière ces quatre larges *chacos*, un petit espace allongé semble laissé à l'abandon et à la végétation. On distingue des feuilles de bananiers. Le couple m'explique y cultiver bananes, oranges et autres fruits « pour manger ». Je demande s'ils pulvérisent.
>
> **V :** Non, pas besoin. Elles poussent toutes seules. C'est pour manger, c'est naturel.
> **J :** C'est mieux ?
> **V :** Je pense oui, que c'est mieux.
> **J :** Pour la santé ?
> **V :** Oui.

Ainsi, si je n'ai pas observé la promotion de principes d'agroécologie ou d'agriculture biologique au sein des syndicats, il n'est pas exclu qu'il existe des formes de valorisation marchande d'aliments dits « naturels » que je n'aurais pas aperçues dans la municipalité.

[62] Cette question est abordée dans le point suivant.

B. Corps

Expositions aux « venenos »

En Bolivie, l'utilisation des agrochimiques remonte aux années 1950, encouragée par les programmes nord-américains d'aide alimentaire qui ont introduit massivement des organochlorés — substances depuis interdites pour leur persistance environnementale. L'histoire de l'utilisation des pesticides dans le Chapare est peu documentée. La littérature y mentionne cependant des hausses massives de la rentabilité des cultures de coca dans les années 80 en raison de l'utilisation massive d'intrants (Cespedes, 2018, p.68).

Plus récemment, les importations de pesticides sont passées de 30 millions de kilogrammes en 2000 à 174 millions en 2020, majoritairement de Chine (Barrón Cuenca et al., 2024). Une grande partie de pesticides, estimée entre 14 et 35 %, sont également importés illégalement (IBCE, 2019). De nombreux pesticides autorisés et massivement utilisés en Bolivie et sur mon terrain — tels que l'imidaclopride, le thiaméthoxame (deux néonicotinoïdes systémiques) ou le paraquat (herbicide de contact) — sont considérés comme dangereux par l'OMS et font l'objet de nombreuses interdictions dans le monde. L'exposition chronique des agriculteurs aux pesticides en Amérique latine et dans les Caraïbes est documentée et les impacts sur la santé humaine avérés (Zúñiga-Venegas et al., 2022), cependant la situation bolivienne l'est encore relativement peu (Barrón Cuenca et al., 2024 ; Zúñiga-Venegas et al., 2022).

En ce qui concerne le Chapare précisément, les quelques recherches conduites dans la région pointent des expositions élevées aux pesticides des travailleurs agricoles avec des conséquences physiques importantes : lésions génotoxiques accrues[63] (Barrón Cuenca, Tirado, Barral, et al., 2019) et des altérations notables de la santé reproductive masculine (Eróstegui et al., 2025).

La recherche montre que l'utilisation d'équipements de protection lors de pulvérisations diminuait significativement les quantités de résidus métaboliques de pesticides, bien que ces mesures de protection soient peu mises en application dans le Chapare (Barrón Cuenca, Tirado, Vikström, et al., 2019). En effet, parmi les personnes ethnographiées sur mon terrain, la majorité n'utilisait pas du tout de mesures de protection. Les mélanges de pesticides étaient effectués souvent à mains nues, impliquant de fréquents contacts cutanés. Mélanges

[63] La recherche citée est menée dans trois municipalités boliviennes, dont deux dans le Chapare : Villa Bolivar et Villa 14 de Septiembre. Les constatations relatées concernent les deux municipalités du Chapare.

et applications étaient réalisés la plupart du temps sans protection respiratoire et sans vêtements spécifiques[64]. Les rinçages de mains et bras à l'eau claire après manipulation n'étaient pas systématiques, l'utilisation de savon encore moins.



Figure 29 : Réalisation de mélanges d'agrochimiques, municipalité d'Entre Ríos. (Clichés personnels, septembre et décembre 2025.)

Les seules fois où j'ai observé des méthodes de protection partielle, c'était des femmes qui les mettaient en œuvre. Comme sur l'image ci-dessus, il s'agissait de l'utilisation de plastiques sur les mains lors des mélanges, ou d'un tissu placé sur le nez et la bouche lors de la pulvérisation.

Les discours sur la toxicité des pesticides des agriculteur·ices se montraient notablement moins alarmistes et explicites que ceux des vendeurs. Parmi les agriculteur·ices, beaucoup m'ont dit « ne rien sentir » lorsqu'ils et elles pulvérisent, « être habitué·es », soulignant parfois le progrès des pulvérisateurs à dos par rapport aux méthodes précédentes. Lucia me disait un jour « je sais que ça peut donner mal à la tête, mais moi non ». La toxicité des produits était également associée à leur odeur : je demandais un jour à un ouvrier de Sylvia si pulvériser le faisait parfois se sentir mal. Il me répondit que « non, parce que ce produit-là ne sent pas ». Lors des rencontres marchandes, le fait qu'un pesticide « ne sente pas » ou

[64] Bien que la plupart du temps, les travaux agricoles soient réalisés en vêtements couvrants afin de protéger du soleil et des insectes, vêtements de travail et de pulvérisation étaient les mêmes.

« n'irrite pas » constituait cependant un argument de vente fréquemment avancé, comme dans cet extrait mobilisé précédemment :

> **Roberto** : *[à propos d'un nouveau produit, le « Brutus »]* Ça sèche les œufs, ça empêche l'explosion des insectes. Pour cela, tu vas avoir très peu d'attaques des punaises. Il sent fort, mais ce qui est bien, c'est qu'il n'irrite pas comme d'autres. C'est 200 ml par tonneau.

La question du genre mérite une attention particulière. Si la pulvérisation était, dans la plupart des cas observés, l'apanage masculin — car considéré comme un travail « lourd »[65] — les femmes n'en étaient pas pour autant à l'écart de l'exposition aux pesticides. Plusieurs d'entre elles pulvérisaient activement, ou étaient en contact régulier avec les produits lors des phases de préparation et de nettoyage. À ma connaissance, la seule recherche menée dans le Chapare s'intéressant aux différences genrées en matière d'usages des pesticides relate une fréquence de pulvérisation significativement plus élevée chez les hommes que les femmes, bien que les deux genres effectuent les mêmes durées de travail agricole (Barrón Cuenca, Tirado, Vikström, et al., 2019). Elle montre également que les femmes agricultrices étaient significativement plus touchées par des symptômes d'intoxication aiguë — nausées, vomissements, fasciculations — que les hommes (*ibid*). Dans d'autres régions de Bolivie, des recherches montrent par ailleurs que les femmes participent activement aux mélanges et interviennent dans les décisions relatives aux pesticides appliqués (Jørs et al., 2013). Ce dernier point est illustré de manière saillante par le cas d'Angela.

Celle-ci travaille tous les jours avec son mari Rubén, mobilisant ponctuellement des travailleurs lors des jours de récolte. Lorsqu'ils ne font pas pulvériser par leurs travailleurs, ils utilisent un tracteur sur lequel ils ont bricolé un réservoir : Angela conduit et Rubén pulvérise[66]. Cependant, Angela est la référente au sein de leur couple en ce qui concerne les mélanges et la gestion des pesticides. C'est elle qui connait exactement les quantités, rotations, fréquences, combinaisons de produits à appliquer sur leurs différentes cultures (coca, papayes, avocats, soja), et qui réalise systématiquement les mélanges. La majorité des agrochimiques du couple est achetée dans des centres urbains hors du Chapare en grands volumes.

> Les enfants d'Angela et Rubén ne sont pas allés à l'école aujourd'hui : un *chaco* de coca doit être désherbé à la main, car la végétation dépassant les petites pousses de coca en taille, il est impossible de les pulvériser à l'herbicide sans tuer la coca. Moi, Angela, et leurs quatre enfants entre 3 et 11 ans, désherbons laborieusement. Rubén est parti labourer un autre *chaco*

[65] La pulvérisation réalisée au moyen d'un pulvérisateur à dos — manière la plus répandue — implique de porter sur ses épaules plus de 20 kilos de mélange.
[66] Ce « bricolage » est détaillé ultérieurement.

au tracteur. Un orage nous interrompt : nous nous abritons de la pluie dans la camionnette du couple. J'en profite pour questionner Angela à propos des pesticides qu'elle utilise chaque semaine.

Angela : Pour la papaye, il y a plusieurs types de bestioles. Il y a la « mouche blanche », les acariens, et aussi la « punaise verte ». Pour la mouche blanche, on utilise du thiaméthoxame. C'est 25 ml par « sac à dos » (« *mochila* », pulvérisateur à dos), 250 ml par tank de 200 l. Pour les acariens, on utilise abamectine. On l'utilise les premières semaines, aussi sur le soja. Si tu veux tuer les deux, la mouche blanche et les acariens en même temps, tu peux les mélanger. On pulvérise ça toutes les deux semaines. Il y a aussi la chenille légionnaire (« *gusano cogollero* »), pour ça on utilise de la cyperméthrine. C'est 500 ml, 1 demi-litre, dans un tank de 200 l. On en met chaque semaine.
J : Et comment tu sais comment tu dois les utiliser ?
A : C'est par l'expérience qu'on a eue, des mélanges, et tout ça. Ah, et la punaise verte, elle est aussi tuée par le thiaméthoxame. On peut aussi ajouter du « Imidacloripip » *(je devine : imidaclopride).* On varie de semaine en semaine.
J : Si tu ne varies pas, que se passe-t-il ?
A : Les bestioles ne meurent pas, on ne peut plus les contrôler. Il y a aussi des maladies. (énumère) Il y a le « *pasmo negro* », l'œil de grenouille (« *ojo de rana* »), qui est le plus fréquent… Elle s'attaque à la racine et à la plante […]
L'exposé dure alors encore longtemps. Elle me cite herbicides, fongicides, insecticides, fertilisants, hormones, les quantités nécessaires, leur prix en magasin et la contenance des bidons achetés avec une précision qui m'impressionne.
A : C'est moi qui m'occupe des mélanges, toujours. Rubén ne se souvient jamais bien. Un jour, un garçon *(un travailleur)* s'est trompé entre du glyphosate et un herbicide. Je l'ai vu directement, parce que le glyphosate, c'est transparent, comme de l'eau. Il ne se souvenait plus de ce qu'il avait mis.
J : Tu aimes bien, faire les mélanges, et tout ça ?
A : J'aime bien parce que ça soigne mes plantations. J'aime bien tout mettre correctement pour avoir de bons résultats.

Je n'ai pas assez côtoyé de couples dont les deux membres endossaient quotidiennement du travail agricole[67] pour pouvoir avancer une hypothèse selon laquelle les femmes joueraient un rôle important dans le choix et la réalisation de mélanges d'agrochimiques. Cependant, la fréquentation conséquente des magasins de pesticides par des femmes m'a indiqué que même dans des cas où celles-ci n'étaient pas les travailleuses agricoles principales du foyer, elles jouaient un rôle d'interface avec les vendeurs, et donc un rôle potentiel dans les choix des produits et des posologies.

D'autres situations observées sur le terrain montrent la multiplicité des agencements dans lesquels des femmes sont exposées aux pesticides. Notamment, Lucia et sa sœur pulvérisaient systématiquement à deux les *chacos* de coca de leurs parents vieillissants afin de leur épargner ce travail physique. Le fait que ce soient elles, et non leurs frères, qui

[67] Parmi les couples avec lesquels j'ai travaillé, les femmes étaient dans les autres cas actives de manière ponctuelle dans les travaux agricoles, ayant parfois une activité commerciale dans les villages complétant les rentrées financières du couple.

assument cette tâche m'a semblé relever d'une forme de *care*, au sens que lui donnent les théories féministes du soin : un travail orienté vers le bien-être d'autrui, majoritairement accompli par des femmes, souvent non rémunéré et peu visible (Gilligan, 1982 ; Tronto, 1993). D'autres actes relevant du *care* mettaient systématiquement les femmes de mon terrain en contact avec les pesticides, comme le nettoyage des vêtements utilisés lors des pulvérisations. Ce type d'activités réalisées par des femmes — activité agricole saisonnière, informelle ou intrafamiliale, travail domestique, réalisation de mélanges, nettoyage du matériel de pulvérisation, élimination des contenants — bien que fréquemment relatées par les recherches sur le sujet, sont également invisibilisées (Heinrich Böll Stiftung, 2022). Cela implique la sous-estimation des expositions des femmes aux pesticides et l'intérêt limité que leur accordent les recherches scientifiques (Atinkut Asmare et al., 2022 ; London et al., 2002). En guide d'illustration, à ma connaissance, la seule recherche sur le sujet *spécifique* au Chapare s'intéressait exclusivement à la qualité séminale des agriculteurs de la région (Eróstegui et al., 2025).

Côté vendeurs

Les discours sur la toxicité des pesticides différaient notablement entre agriculteur·ices et vendeurs d'agrochimiques. Là où les agriculteur·ices tendaient à minimiser ou me disaient ne pas ou plus percevoir les effets corporels de leur exposition, paradoxalement, les vendeurs de pesticides exprimaient une conscience plus explicite des risques sanitaires, pour eux-mêmes comme pour leurs clients. La conscience des risques se manifestait par des aménagements matériels des magasins : mise sous vitrine des produits « qui sentent le plus », recherche d'aération, lavages de mains… Cependant, les vendeurs avec lesquels j'ai travaillé réalisaient toujours les mélanges de pesticides sans masque et à mains nues. Il est intéressant de noter qu'il arrivait que les vendeurs côtoyés glissent un masque et un petit savon dans les sacs plastiques des achats d'agrochimiques de clients. Le geste n'était pas systématique : j'ai l'impression qu'il survenait surtout avec les nouveaux clients ou avec des personnes ayant l'air particulièrement vulnérables, âgées, angoissées ou désemparées. J'ai également l'impression qu'il était plus fréquent lors de nos premières rencontres, indiquant sans doute une forme de performativité ou de volonté de « bien faire » en ma présence. Cependant, il était accompli sans parole ni explication de la part des vendeurs, bien que ceux-ci soulignent volontiers leur propre rôle de sensibilisation des agriculteurs.

Hilario : Avant, on ne voyait pas ça : on ne donnait pas de masque ni de petit savon ; de nos jours, toutes les « agropecuarias » offrent ce matériel […] Nous vivons de la vente d'agrochimiques, tu vois ? Donc, si tu perds un client, tu perds une vente. Si nous ne prenons pas soin de nos agriculteurs, nous perdrons des ventes aussi. C'est pourquoi nous optons toujours pour leur donner des conditions afin qu'ils puissent disposer de ce qu'il faut et bien se gérer. […] C'est pourquoi nous recommandons toujours aux clients d'appliquer aux heures appropriées, qu'après une application ils se douchent, qu'ils prennent toutes les précautions possibles ; qu'ils n'appliquent pas à n'importe quelle heure. Et surtout qu'ils prennent soin d'eux. Parce que s'ils ne prennent pas soin d'eux, qui le fera ? Qu'ils se souviennent qu'ils ont une famille.

Jeanne : C'est une obligation ou pas d'offrir un masque ?
Roberto : Ce n'est pas notre obligation. C'est une façon de leur faire comprendre de prendre soin de leur santé. Et le savon, pour qu'au moment de se servir à manger, ils puissent enlever le produit chimique de leurs mains. En réalité, ils devraient porter un équipement : une combinaison qui les protège du produit, des bottes qui protègent aussi, des gants pour ne pas se contaminer les mains afin de pouvoir manger, et un masque et un casque de protection. Mais ils ne les utilisent pas. L'agriculteur ne les utilise pas. Donc ça, c'est du côté de l'agriculteur : par irresponsabilité ou manque d'engagement vis-à-vis de sa santé. Maintenant, ils intoxiquent le sol quand ils utilisent en surdose l'herbicide pour tuer les mauvaises herbes. Aussi quand ils font un usage excessif des engrais, là aussi le sol s'intoxique.
[…]
Jeanne : Et vous, vous ne vous sentez jamais mal ou étourdi ?
Roberto : Si, toujours. Mais on va à l'hôpital, on fait un contrôle, on nous met du sérum, etc. Parce que je travaille depuis 2018 : 18, 19, 20, 21, 22, 23, 24, 25 — en réalité, ça fait déjà huit ans
J : Et comment vous vous sentez ?
R : Surtout fatigué. Mais tous les travaux causent cela, la fatigue. La peau, jusque maintenant, je n'ai jamais eu de problème. C'est plus des problèmes… euh… peut-être nerveux. Cérébraux. Et aussi un peu pulmonaires.
J : Vous allez à l'hôpital pour quoi ?
R : Le médecin injecte des sérums. Avec des vitamines, des revitalisants. Généralement, c'est ça. Les vitamines sont pour que ton système ait plus de force, les revitalisants sont pour régénérer les cellules. De la même manière que je le fais, disons que je vends aussi du sérum, mais pour les plantes.

Dans le discours de Roberto, la toxicité n'est pas vécue comme une fatalité, mais est intégrée au quotidien dans des logiques de soin. Ce glissement entre *veneno* et *medicamento* — deux termes que les agriculteurs emploient parfois pour désigner les mêmes produits — expriment à mes yeux une ambivalence symbolique de l'objet « pesticide », à la fois toxique et agent de soin. Roberto vend du « sérum-pesticide » de la même manière qu'il s'injecte du « sérum-médicament » en conséquence. Cette analogie entre le corps humain et le corps végétal se manifeste plus largement dans le lexique du soin agrochimique : les feuilles « cicatrisent », les plantes ont besoin de « vitamines » et d'« acides aminés » ou sont « stressées par les produits chimiques ».

Un matin, je rejoins au village un frère de Rubén. Il a été convenu qu'il me dépose en voiture au *chaco* de Rubén et Angela, devant lequel il passe lorsqu'il se rend au sien. En effet, le couple a passé la nuit dans leur *casita*, leurs enfants confiés aux parents de Rubén, arrangement qui leur permet de travailler tard et de commencer tôt, évitant ainsi la chaleur de la mi-journée. Lorsque je les rejoins, il est neuf heures, et ils pulvérisent leurs quatre hectares de papayers et avocatiers — alternés avec des cocaïers — depuis 5 heures du matin. Le couple a élaboré une méthode singulière. La pulvérisation s'effectue au moyen d'un petit tracteur sur lequel ils ont fixé un réservoir de 200 litres, dont le contenu est propulsé dans un tuyau par une pompe alimentée au diesel. Angela conduit le tracteur lentement entre les rangées d'arbustes dont l'écartement de quelques mètres a été pensé pour permettre ce passage ; Rubén marche derrière, pulvérisant en continu à l'aide d'une lance métallique d'environ deux mètres. Celle-ci provient d'un pulvérisateur à dos de vingt litres : le dispositif a été bricolé de manière à pulvériser plus longtemps sans avoir à reconstituer de mélange.

Le gain de temps se double d'un allègement physique du travail, puisque le système supprime le poids du pulvérisateur porté sur le dos. La longueur de la lance réduit en outre l'exposition aux particules pulvérisées. *Quand c'est calme* [quand il n'y a pas de vent], *tu avances et le veneno reste derrière toi. Avant, quand on pulvérisait avec les sacs à dos, parfois je me sentais nauséeuse*, me dit Angela lorsque, le réservoir vidé, nous déjeunons ensemble. Le couple m'explique souhaiter acquérir une « automatique », qui exécuterait seule les mouvements de pulvérisation.

Jeanne : Vous pulvérisez parfois encore avec les sacs à dos ?
Angela : Quand les arbres sont petits. […] Et je ne laisse pas les travailleurs que je ne connais pas utiliser le tracteur, il y a le moteur, tout. L'ancien travailleur, Pablo, il va revenir dans quelques semaines. Donc en attendant, je préfère qu'on le fasse nous-mêmes.
J : Tu n'as pas confiance ?
A : Non.

J'ai déjà remarqué que les hommes qu'ils employaient pulvérisaient au moyen d'un pulvérisateur à dos. Le travail reprend. Le réservoir est rempli directement dans un ruisseau proche. C'est Angela qui prépare le mélange : elle dose chaque produit à l'aide d'un petit gobelet de cent millilitres. Deux cents millilitres de tébuconazole (fongicide), deux cent vingt de chlorothalonil (autre fongicide), deux cent d'abamectine (insecticide), la moitié d'un tube de deux cent cinquante millilitres d'hormones — « pour que la coca se dépêche », plaisante-t-elle —, un demi-litre d'engrais, deux cents millilitres d'adjuvant. Le tout est versé dans le réservoir qu'elle remue avec un bâton, avant d'être recouvert d'une bâche serrée par une corde. Les quatre hectares seront traités avec trois réservoirs de deux cents litres, au terme de plusieurs heures de travail.



Figure 30 : Angela remplit le réservoir de pulvérisation du tracteur ; Rubén se rince les mains. (Cliché personnel, décembre 2025).

Mes acteurs de terrain faisaient appel à de la main-d'œuvre rémunérée, certains quotidiennement, certains ponctuellement pour certaines tâches. Ces travailleurs sont payés à la journée ; il s'agit pour la plupart de jeunes, voire très jeunes, hommes boliviens migrants. Les tâches qui leur étaient déléguées concernaient le plus souvent les récoltes — qui exigent une grande charge de travail — et les pulvérisations, fréquemment confiées dans leur intégralité. La littérature sur la sous-traitance ou l'externalisation des tâches agricoles « à risque », notamment chimique, auprès de personnes précarisées et/ou migrantes s'est développée dans les contextes occidentaux, majoritairement en Europe méditerranéenne et aux États-Unis (Décosse, 2011, pp.22-23), tandis que le sujet demeure peu abordé ailleurs. En Amérique latine, ce sont surtout l'exposition aux pesticides et les risques sanitaires des agriculteurs qui sont explorés. Par exemple, les études mobilisées dans ce travail sur le sujet s'intéressent aux pratiques et à la santé d'« agriculteurs » ou de « travailleurs agricoles » sans mentionner une éventuelle distinction entre ouvriers et exploitants principaux — laissant supposer qu'il ne s'agissait là que de ces derniers (Barrón Cuenca et al., 2024 ; Barrón Cuenca, Tirado, Barral, et al., 2019; Barrón Cuenca, Tirado, Vikström, et al., 2019; Eróstegui et al., 2025; Zúñiga-Venegas et al., 2022). Lorsque la littérature en Amérique latine examine les effets de l'exposition aux pesticides sur la santé d'ouvriers agricoles, fréquemment immigrés, il s'agit en général de ceux de grandes firmes agro-industrielles (Breilh et al.,

2012 ; Chaín-Castro et al., 1998 ; López-Gálvez et al., 2018), un contexte distinct de celui du Chapare et d'Entre Ríos.

Les pratiques d'Angela et Rubén traduisent une volonté de diminuer leur exposition corporelle aux pesticides. J'ai par ailleurs assisté à l'utilisation d'un drone pour pulvériser ces mêmes cultures, expérience qu'ils n'ont pas réitérée, car le service était selon eux trop onéreux. Leurs propos révèlent toutefois des tensions dans ce schéma de sous-traitance ou d'externalisation, lorsqu'Angela exprime sa défiance. Il s'agit d'une réticence que j'ai fréquemment perçue auprès d'autres agriculteur·ices. Dans le cas du couple, la méfiance est exprimée par rapport au tracteur, qu'ils ne confient pas aux travailleurs qu'ils connaissent depuis peu et contraignent dès lors à recourir au pulvérisateur à dos, lequel les expose davantage aux produits.

En effet, le contexte migratoire du Chapare entraine une certaine instabilité de cette main-d'œuvre. Comme Pablo, l'ouvrier qui « revient dans quelques semaines », la présence de ces personnes est souvent interrompue par des retours dans leur ville d'origine ou d'autres emplois. Par exemple, une actrice de terrain me disait un jour qu'il était difficile de « trouver des gens qui veulent faire autre chose que la récolte de la coca ». En effet, dans la région, celle-ci est payée au poids récolté (entre 2 et 3 bolivianos la livre[68] récoltée), entrainant des journées mieux rémunérées que d'autres travaux agricoles comme la pulvérisation. Victoria m'expliquait un jour qu'un de ses travailleurs ne s'était pas présenté sans la prévenir, parti récolter de la coca. Je l'interrogeai :

> **Jeanne :** Pourquoi le salaire de la récolte de coca est différent du salaire normal ?
> **Victoria :** C'est à la livre, c'est 3 bolivianos la livre. Il y a des gens qui récoltent 80, 100 livres par jour. Ça leur fait un salaire de 300 bolivianos ! C'est plus que pour les autres, le salaire journalier c'est 150 bolivianos.
> **J :** Mais pourquoi c'est comme ça, tu sais ?
> **V :** Je ne sais pas, depuis que je me rappelle c'est comme ça.
> **J :** C'est parce que c'est un travail lourd ?
> **V :** Non, c'est un travail léger. C'est plus difficile de fumiger, c'est lourd, tu dois porter le sac à dos…

À cette instabilité s'ajoutent, je le suppose, les emplois dans le narcotrafic et les trajectoires visant à acquérir un *chaco* en propre. De fait, lorsque je côtoyais régulièrement des agriculteur·ices, les travailleurs qui les accompagnaient changeaient souvent.

[68] 456 grammes.

La méfiance matérielle — ne pas prêter son tracteur — se double d'une méfiance technique, liée à la crainte que les travailleurs ne pulvérisent pas « correctement » : trop près des plantes dans le cas des herbicides, en épargnant les fruits dans celui des fongicides…

La situation de Placida évoque cette tension. Elle et son mari cultivent 35 hectares d'agrumes, cacao, papayes, fruits de la passion et de coca. Le travail agricole est majoritairement réalisé par elle et sa fille cadette, María, âgée de 20 ans. Le mari de Placida travaille comme mécanicien et l'accompagne ponctuellement sur les *chacos*. Le couple a également acheté un petit camion : lorsqu'ils emmènent leurs fruits à Cochabamba pour les vendre, ils achètent les productions d'autres agriculteurs du Chapare, tirant ainsi des revenus d'une activité d'intermédiaire commercial. Au fil des journées passées avec Placida et María, je constate que je ne les vois jamais pulvériser ou faire pulvériser, et que les récoltes sont maigres : la majorité des cabosses de cacao sont atteintes de pourritures et invendables ; les papayers meurent sans donner de fruits… Le sujet est source de tension entre les deux femmes : María se plaint souvent auprès de moi des pertes agricoles qu'entraine le refus de sa mère de pulvériser, et la presse régulièrement sur la question. Un jour où je suis seule avec Placida, je l'aborde :

> **Jeanne** : J'ai l'impression que la plupart des gens ici pulvérisent pour que les plantes donnent plus vite, plus, ou avec moins de maladies…
> **Placida** : Oui, ça dépend, les fruits de la passion, la papaye, la coca, il faut fumiger toutes les semaines. Les autres, ça pousse tout seul. *Elle parle ici des agrumes*.
> **J** : Et le cacao ?
> **P** : Oui, aussi il faut fumiger.
> *Je ne sais pas quoi dire face à la contradiction entre ce qu'elle me dit et ce que je sais par sa fille.*
> **P** : (silence) Je n'ai plus fumigé les fruits de la passion depuis longtemps… On n'a pas le temps, on part vendre. Et c'est un travail de garçons, c'est un travail lourd.
> **J** : Et pourquoi vous n'appelez pas des gens pour vous aider ?
> **P** : C'est que, ils ne le font pas bien. Ils le font pour faire, ils ne font pas attention. Il y a des petites plantes, ils les abîment.

J'avais d'abord supposé que Placida, à la différence de sa fille, pouvait être animée d'une volonté de cultiver sans intrants chimiques. Il m'apparait finalement que c'est la nature même du travail de pulvérisation qui la freine : elle ne veut ni pulvériser elle-même, ni confier la tâche à sa fille, ni la déléguer à des travailleurs jugés peu méticuleux.

Ces cas illustrent que la dynamique de sous-traitance du travail de pulvérisation et de son risque chimique n'est pas linéaire et évidente. La méfiance et les enjeux économiques et sanitaires tantôt la freinent, tantôt l'accentuent.

C. Sols

Perceptions des mutations écologiques et crise du Fusarium

Les agrochimiques et leurs utilisations ont également servi d'outils heuristiques afin de saisir les perceptions des changements agraires et environnementaux et les récits que les acteurs du Chapare leur attribuent. De manière générale, l'utilisation des pesticides et fertilisants était jugée croissante, voire une pratique transmise aux plus âgés par les plus jeunes. Certaines scènes précédemment décrites, comme celle du père de Rubén que sa belle-fille conseillait dans ses choix d'agrochimiques pour papayes, montrent en effet une certaine dimension générationnelle.

> Mateo est un commerçant d'une quarantaine d'années. Il me demande la raison de ma présence, je lui parle de mon intérêt pour les pesticides. Je lui demande si c'est quelque chose de récent dans la municipalité.
> **Mateo** : Oui, avant il n'y avait pas de routes, on ne pouvait pas amener d'autres choses. Sans les *venenos*, les fruits poussent plus lentement.
> **Jeanne :** Aujourd'hui, tu peux choisir de mettre des *venenos* ou non ?
> **M :** Oui, il y a des gens qui cultivent biologique (« *organico* »). Mais il faut avoir le temps, parce que tu dois attendre plus avant la cueillette. Et c'est plus de travail, c'est moins facile. Avant, ici, les gens, ils étaient habitués à tout faire à la main.
> **J** : Désherber ?
> **M :** Oui.

Les récits convergent vers la perception de changements néfastes liés à une agriculture toujours plus intensive et une dépendance croissante aux pesticides. Cependant, les discours articulent de manière variable changements climatiques, extension des territoires cultivés, intensification des pulvérisations, développement de résistances et déséquilibres écologiques, dans des liens de causalité recomposés de plusieurs façons.

> **Rémi** *(27 ans, fils d'agriculteurs dans le Chapare, étudiant en agronomie)* : Il y a toujours eu des agrochimiques, mais il n'était pas nécessaire d'en mettre en excès. On en avait besoin de moins. C'est parce qu'avec l'excès d'agrochimiques, et l'agrandissement de l'étendue des terrains pris pour l'agriculture, on a envahi l'espace des bactéries. Elles cherchent un nouvel espace pour survivre, et elles s'attaquent aux cultures. C'est un déséquilibre écologique, tu vois ? Comme quand tu as dix serpents et 1000 rats, si les hommes décident de tuer tous les serpents, les rats vont proliférer. Tu touches à la chaine. Avant, avec une ou deux fumigations avant la cueillette, ça fonctionnait, on utilisait des fertilisants naturels, organiques.
> **Jeanne :** Les gens n'utilisent plus des fertilisants organiques ?
> **Rémi :** Si, mais si tu ne mets que ça, tu récoltes peu.

> **Jeanne :** Comment tu as commencé à utiliser les pesticides ? Parce qu'avant il n'y en avait pas autant, non ?
> **Lucia :** Avant il y en avait, mais pas autant de différents, aujourd'hui il y en a pleins, n'est-ce pas ? Et il n'y avait pas autant de ravageurs. Aujourd'hui il y a beaucoup plus de contamination, il faut plus de produits chimiques *(nous sommes interrompues par un*

client).
Jeanne : Je n'ai pas compris pourquoi tu dis « contamination » ?
Lucia : Parce qu'on utilise beaucoup de produits chimiques, et on sature la plante, qui a après encore plus de maladies. Donc il faut encore plus « fumiger ». Comme un médicament, tu en prends, tu en prends, et puis tu résistes moins bien.

Rémi et Lucia développent ici des raisonnements quasiment inversés. Pour Rémi, c'est le ravageur qui s'est renforcé à cause de l'extension agricole ; pour Lucia, ce n'est pas l'insecte qui développe une résistance, mais bien la plante qui s'affaiblit par des applications excessives, dans une nouvelle analogie au médicament et au corps humain. Dans les deux cas, leurs deux récits traduisent la même conscience que l'escalade agrochimique produit les conditions de sa propre nécessité. En outre, parmi les personnes rencontrées, toutes effectuaient des rotations des pesticides utilisés, afin que les « bestioles », « maladies » ou plantes ne « s'habituent pas ». Les rotations étaient également proposées par les vendeurs d'agrochimiques.

Les travaux ethnographiques de Zoe Pearson entre 2012 et 2014 dans le Chapare abordaient déjà ce sujet (Pearson, 2016). Dans son article, elle aborde la crise *Fusarium oxysporum,* un champignon décimant les plants de coca de la région, qui émerge en 2013. Elle montre comment les récits à propos du *Fusarium* pointaient d'une part la possibilité que le champignon ait été introduit par le gouvernement américain afin d'éradiquer la coca. D'autre part, les explications scientifiques pointaient elles la surutilisation d'agrochimiques et la disparition d'agents pathogènes concurrents. Pearson relate que cette explication était acceptée comme probable par les cultivateurs, et relayée par les Fédérations syndicales qui encourageaient des transitions vers une culture de coca biologique :

> « À Shinahota, dans les locaux de la Fédération Centrales Unidas, je me suis entretenu avec Fernando, responsable de la vente d'intrants agricoles biologiques. Il a clairement indiqué que la Fédération préconise l'utilisation de ces produits alternatifs pour ses membres, "car les produits chimiques endommagent la coca… la maladie [*Fusarium*] est la principale raison pour laquelle nous les encourageons". Lorsque j'ai demandé si Centrales Unidas encourageait l'utilisation de ces produits pour d'autres cultures que la coca, Fernando a souligné que la priorité était de remédier au problème du champignon : "Actuellement, nous nous concentrons sur la coca à cause du champignon. C'est primordial, car nous avons besoin de la coca pour survivre, et pour certains, c'est la seule culture qu'ils peuvent cultiver." Il a insisté sur le fait qu'il faudrait de la patience et plusieurs récoltes avant de constater les effets des produits biologiques. Ce serait "un processus" ». (Pearson, 2016, p.92, traduction personnelle de l'anglais).

Lors de mon terrain, je n'ai ni observé ni entendu parler d'incitations à l'agriculture biologique ou à des utilisations raisonnées d'agrochimiques de la part des organisations syndicales. Il est possible que les incitations écrites par Pearson soient liées à l'ampleur de

la crise du *Fusarium* à un moment précis. Celle-ci décrit en effet comment cette crise est économique, mais également politique : la coca étant à la base de la construction de la légitimité des syndicats agricoles, sa potentielle disparition fragilisait la structure sociale entière (Pearson, 2016), d'où les propos de Fernando affirmant que la Fédération se « concentrait sur la coca » et sa culture biologique.

Contaminations globales et le « problème » des contenants

Les deux seules études — à ma connaissance — portant sur l'exposition aux pesticides de populations rurales du Chapare, y compris de personnes n'effectuant pas de travaux agricoles, montraient entre ces dernières et les agriculteurs des niveaux d'exposition similaires à certains pesticides (Barrón Cuenca, Tirado, Vikström, et al., 2019) et des lésions génotoxiques pareillement accrues (Barrón Cuenca, Tirado, Barral, et al., 2019). Parmi les femmes des deux groupes, la proportion ayant vécu une fausse couche spontanée (48 %) était très élevée par rapport aux statistiques nationales (entre 14 et 22 %), effet associé à l'exposition aux pesticides lors de la grossesse ou l'allaitement (Barrón Cuenca, Tirado, Vikström, et al., 2019). Les auteurs en concluent qu'il existe des vecteurs d'exposition aux pesticides autres que la réalisation de travaux agricoles, par exemple environnementaux.

Particulièrement, la provenance de l'eau consommée constituait un facteur de risque : les lésions génotoxiques étaient accrues lorsque les personnes consommaient de l'eau de source, de rivière ou de puits par rapport à de l'eau en bouteille ou municipale. Les auteurs avancent la présence de pesticides dans ces eaux comme explication (Barrón Cuenca, Tirado, Barral, et al., 2019), plausible au vu des taux de pesticides analysés par d'autres études dans le Chapare (Rivero L et al., 2021). Parmi les cultivateurs côtoyés lors de mon enquête, la majorité consommait, lors des journées de travail agricole, de l'eau de rivière ou provenant d'un puits. C'était également le cas des enfants, lorsqu'ils étaient présents.

En outre, les mêmes enquêtes montraient que près d'un tiers des agriculteurs investigués se débarrassaient des contenants des pesticides utilisés dans les rivières avoisinantes, qui étaient également la source principale de consommation personnelle d'eau. (Barrón Cuenca, Tirado, Barral, et al., 2019 ; Barrón Cuenca, Tirado, Vikström, et al., 2019). La question de la gestion des contenants vides de pesticides constitue un enjeu environnemental et sanitaire crucial (Latt et al., 2023 ; Mustafa et al., 2025), y compris en Bolivie où il n'existe aucun protocole en la matière (Huici et al., 2017).

À Entre Ríos, il n'existait pas de protocole ou de lieu précis d'évacuation de ces déchets, qui au contraire circulaient massivement, se vendant et se revendant. Lorsque je demandai à Sylvia, agricultrice, la destination de ses contenants vides — ceux qu'elle utilisait étaient majoritairement des bidons de 20 litres — elle me répondit les « laisser là », car « ça se vole ». C'est également quelque chose que j'ai observé auprès d'autres agriculteur·ices : les déchets étaient laissés, souvent ouverts, près des *chacos* pulvérisés. S'ils ne « disparaissaient » pas, emportés par quelqu'un, ils étaient parfois brûlés par la suite.

Le bidon vide de pesticide semble avoir une certaine valeur : j'ai également observé des hommes en acheter pour quelques bolivianos auprès d'Hilario — vendeur — selon lui pour stocker leur diesel. La littérature souligne fréquemment les « usages sociaux » de ces contenants, y compris le stockage d'eau et de nourriture (Ouattara & Doudou, 2020), surtout étudiés en Afrique (Mulugeta et al., 2025 ; Mustafa et al., 2025 ; Ouattara & Doudou, 2020). Si je n'ai pour ma part pas observé de stockage d'eau destinée à la consommation ou de nourriture dans ces contenants, une enquête menée à Santa Cruz (Bolivie) montrait que 10 % des agriculteurs investigués avaient de telles pratiques (Huici et al., 2017). En revanche, les « usages sociaux » des contenants étaient liés aux caractéristiques des bidons : hermétiques, solides, facile à transporter… J'ai observé par exemple que ces bidons étaient utilisés afin de remonter de l'eau d'un puits, ou pour stocker de l'eau qui servira par la suite à des usages agricoles.



Figure 31 : L'eau du puits est acheminée au moyen d'un bidon d'agrochimique découpé. (Cliché personnel, septembre 2025).
Les bouteilles bleues seront pour la consommation personnelle des travailleurs, les bidons blancs serviront à réaliser les mélanges à pulvériser.

Cette question ne semblait pas émerger comme un problème, ni public ni de l'ordre privé, lors de ma présence dans la municipalité. Cependant, le 17 avril 2026 — trois mois après mon départ de la municipalité — un TikTok est publié par le vendeur d'un magasin d'agrochimiques établi à Entre Ríos, « Deltagro », déjà mentionné précédemment. Sur un fond musical joyeux, le vendeur, vêtu d'une casquette et d'une veste à l'effigie d'une entreprise, annonce le succès d'une opération de collecte de contenants vides menée dans les cinq districts de la municipalité, menée en partenariat avec le Senasag[69] et l'association Apia[70]. Le vendeur de Deltagro montre au spectateur les quatre voitures remplies de bidons vides et annonce une prochaine récolte, cette fois « massive », dans l'objectif de « conscientiser les agriculteurs au triple lavage[71] » ou qu'ils « leur donnent les emballages afin que ça ne contamine plus les rivières ».

[69] *Servicio Nacional de Sanidad Agropecuaria e Inocuidad Alimentaria* (Service National de Santé Agricole et de Sécurité Alimentaire).
[70] Association agricole non lucrative basée à Santa Cruz (Bolivie).
[71] Technique de décontamination des emballages vides de pesticides après leur utilisation promue par les programmes de santé publique et de protection de l'environnement. Il s'agit de rincer trois fois le contenant vidé à l'eau en transférant ensuite cette eau dans le réservoir de pulvérisation, puis de percer le contenant afin qu'il ne soit plus utilisable. Je n'ai jamais vu ces pratiques appliquées.



Figure 32 : TikTok de la collecte de contenants vides d'agrochimiques, Entre Ríos. (Captures d'écran de la vidéo TikTok de @deltagro_ins.agricolas, publiée le 17 avril 2026, consultée le 25 mai 2026, à l'adresse https://www.tiktok.com/@deltagro_ins.agricolas/video/7629793575450070280)
Sur le TikTok : « Grande campagne de collecte d'emballages vides d'agrochimiques… Collecte, ne contamine pas tes rivières…. Pour une municipalité propre PARTICIPE »

Début juin 2026, la vidéo compte plus de 7 000 visionnages et plusieurs *likes* et partages. D'ordinaire, le compte de Deltagro est fréquemment utilisé pour diffuser des tutoriels de mélanges d'agrochimiques à pulvériser sur la coca ou afin de promouvoir des produits « innovants ». Dans les commentaires, certains saluent l'initiative, montrant une conscience de l'impact de ces déchets, tout en pointant l'intérêt économique et pratique de ces contenants déjà pressenti :

> « Si par bouteille ils les paient 1 bolivianos, je pense que tous apporteront leurs emballages » ;
> « Les emballages de leurs agrochimiques contaminent les sols, rivières » ;
> « D'autres achètent ces emballages… » ;
> « Quelle bonne initiative, mais ces *amigos* utilisent leurs emballages pour emmener leur eau [emoji qui rit] ».

On pourrait penser que la question de l'élimination des contenants de pesticides n'est pas formulée comme un « problème » public ou privé dans la municipalité. Cependant, cet évènement montre une configuration de ce problème et une conscience discrète des conséquences des circulations usuelles et marchandes des contenants.

En outre, il illustre une nouvelle fois le rôle social important des vendeurs d'agrochimiques dans la municipalité, cette fois dans le potentiel de sensibilisation important de leurs pratiques. Qu'il s'agisse d'identifier un ravageur, de choisir un pesticide, des mélanges ou des rotations, de prescrire des quantités, de construire des pratiques ou des univers de sens, les vendeurs jouent des rôles cruciaux aux impacts humains et environnementaux bien réels. Les ambivalences et tensions qui marquent leur position les placent dans une position particulière au sein du paysage actoriel du Chapare, d'autant plus qu'ils sont fréquemment des agriculteurs membres des syndicats. En outre, les rapports de confiance et de dépendances entretenus avec leurs clients, ainsi que la visibilité numérique qu'ils détiennent, en font des acteurs primordiaux avec lesquels des projets, coopérations et recherches futurs gagneraient probablement à être établis.

CONCLUSIONS ET PERSPECTIVES

A. Fil rouge

Partie enquêter sur la culture du manioc, je me suis vue poussée par des contraintes empiriques à élargir mon angle d'observation des pratiques agricoles des habitant·e·s d'une municipalité du Chapare. Là où le manioc semblait introuvable, son absence a fait surgir des questions qui, chaque fois, me ramenaient aux intrications de la feuille de coca aux différentes sphères de la réalité agricole et quotidienne : celle du paysage politique construit autour de la lutte pour le droit à sa culture ; celle des trajectoires migratoires et des apprentissages agricoles et agrochimiques ; celle des choix de culture dans un contexte de vulnérabilité aux marchés mondiaux ; celle, enfin, de la commercialisation et de la mise en scène des pesticides. Ces sphères sont elles-mêmes traversées par des tensions morales et sanitaires. Sans intention première de ma part d'étudier la coca en elle-même, son omniprésence sur mon terrain m'a permis de tirer les fils des ambivalences que le statut de la feuille de coca, dans un contexte politique bousculé, soulevait auprès de mes interlocuteur·ices.

Le premier chapitre a montré que le Chapare, ses habitant·e·s et leurs socialisations ne se comprennent pas sans l'histoire de la région — colonisations, luttes, répressions — et sans la centralité de ses syndicats, construits sous la bannière de la lutte pour le droit à la culture de coca. Les observations de ce mémoire, conduites fin 2025 à Entre Ríos, apportent un éclairage différent de celles conduites dans le Chapare précédemment. Les syndicats avaient souvent été décrits comme des lieux héritiers des formes précoloniales d'organisation sociale, fondées sur la réciprocité et la complémentarité (de Sousa, 2010 ; Grisaffi, 2019). Les discours et pratiques de mes acteur·ices de terrain évoquaient cependant plutôt un esprit entrepreneurial éloigné de ces conceptions. Cependant, il ne m'est pas possible de savoir si cette différence est liée à des lieux d'enquêtes différents ou à des mutations récentes.

Au sein de ces trajectoires que je qualifie d'entrepreneuriales, la coca apparaît comme une culture dotée d'avantages comparatifs décisifs, mais dont la place dans les trajectoires se négocie en permanence avec la gestion du risque et avec une charge morale discrète, attachée à la distance entre l'usage ancestral de la « feuille sacrée » et sa destination réelle. Dans le deuxième chapitre, ce sont donc les arbitrages sur ce qui est cultivé qui sont explorés, en relation étroite avec des considérations réflexives et méthodologiques qui m'ont poussée à des ajustements, également décrits au lecteur. Des hypothèses sont soulevées quant à une

éventuelle diminution de la production de manioc dans la municipalité, hypothèse que je ne peux toutefois pas vérifier à mon échelle. En effet, le « contrôle social » que la littérature décrivait comme le pivot du modèle d'autorégulation de la production de coca, ne paraissait plus observable à Entre Ríos durant mon séjour, où la quasi-totalité de mes interlocuteur·ices dépassait le seuil du *cato* sans sanctions apparentes. Sans pouvoir avoir saisi ce changement « en train de se faire », je soulève l'hypothèse d'un effritement du modèle corporatiste consécutif à l'éviction d'Evo Morales en 2019 et au délitement du lien entre syndicats du Chapare et gouvernement national, accentué par la perte du pouvoir du MAS en octobre 2025. La rhétorique de la feuille sacrée, ce « signifiant vide » qui portait les intérêts des cultivateurs, s'en trouve fragilisée à mesure que la destination de la production vers le narcotrafic devient plus difficile à tenir à distance du discours. Il est intéressant de noter que cette bascule politique amorcée en 2018 marque aussi, à ma connaissance, la date des dernières observations ethnographiques publiées sur le Chapare. Cette deuxième différence avec la littérature existante tient ainsi peut-être, elle aussi, à un effet de temps.

Les troisième et quatrième chapitres ont prolongé cette enquête sur un terrain plus matériel, celui des agrochimiques. À partir de rencontres marchandes dans des magasins de la municipalité, les nombreuses « traductions » qui permettent la circulation de ces *venenos* ont été mises en évidence. En outre, au cœur de celles-ci s'exprimaient des rapports de savoir-pouvoir : la vulnérabilité de certains cultivateurs associée à la concurrence commerciale entre les boutiques créent les conditions de dépendances doubles : aux vendeurs, d'abord, et aux intrants, ensuite. Au terme du troisième chapitre, j'avance l'hypothèse que ces commerces sont structurellement orientés vers la culture de coca, omniprésente tant en ligne que physiquement. Deux hypothèses non incompatibles sont soulevées à ce propos. La première, que je nomme « précarités croisées », postule que les personnes les plus précaires — faute de ressources pour s'informer et s'approvisionner en agrochimiques hors du Chapare — sont également celles qui ne peuvent se permettre de diversifier leurs cultures au-delà de la coca. La seconde soulève que le conseil technique dispensé dans ces magasins vient combler un vide institutionnel laissé par l'absence de tout dispositif public de vulgarisation agricole pour la coca — culture qui, en raison de son statut ambigu, ne bénéficie pas de l'encadrement technique accordé aux cultures « alternatives ».

Le dernier chapitre démarre de l'observation d'une « étrangeté » : les cultivateurs de coca côtoyés ne consommaient pas leurs propres feuilles, mais en achetaient quotidiennement, malgré les discours officiels quant au droit à cultiver la feuille de coca « ancestrale ». Ce

premier constat permet d'aborder la question d'une intensité des pratiques agrochimiques qui semble calquée sur les bénéfices attendus de la vente de la feuille de coca sur les marchés illégaux. En outre, il permet de montrer que malgré des discours parfois indifférents, la perception des toxicités et des pollutions se révèle dans les pratiques et les gestes agricoles et de consommation. Des dynamiques de sous-traitance du risque chimique sont également visibles, bien qu'en tensions avec un souci de bien faire et avec des méfiances relatives au contexte du Chapare. Le chapitre poursuit par quelques réflexions quant aux enjeux environnementaux de l'agriculture intensive, et leurs perceptions locales. Elles montrent que les changements environnementaux, les résistances des ravageurs et donc la dépendance croissante aux intrants chimiques sont perçus et compris, bien que ces enjeux ne soient pas totalement mis en mots comme des « problèmes », d'ordres public ou privé. Le corps de ce travail se clôture par l'analyse numérique d'une collecte de contenants vides d'agrochimiques, amorçant la piste d'un rôle potentiel important des vendeurs d'agrochimiques pour la sensibilisation.

B. Limites et perspectives méthodologiques

Olivier de Sardan (2008) identifie la « saturation » parmi les garants de la rigueur du terrain : un moment à partir duquel les informations recueillies se recoupent et cessent de surprendre. Je ne prétends pas l'avoir atteint. La durée limitée de l'enquête (trois mois), conjuguée à la sensibilité du terrain et le temps long nécessaire à l'établissement de liens de confiance m'ont fait quitter Entre Ríos en deçà de ce point. Les résultats émis dans ce travail demeurent donc de l'ordre de l'hypothèse : ils tiennent à un terrain relativement court localisé, construit à partir d'une posture située particulière, et appellent à être éprouvés par d'autres enquêtes. En particulier, ce travail aurait inévitablement gagné en profondeur et en finesse s'il avait été mené sur un temps plus long, permettant une meilleure compréhension des changements, tensions et choix « en train de se faire » qui sont au cœur de nombre des questions évoquées dans ce mémoire.

Une plus grande itération entre le terrain et les hypothèses amorcées aurait également permis une mise à l'examen de celles-ci par mes interlocuteur·ices, ce qui aurait inévitablement permis une plus grande finesse de l'analyse ainsi qu'une co-construction de celle-ci. Les contraintes spatio-temporelles de la réalisation de ce travail ne m'ont pas permis d'établir un tel processus.

En outre, les données de ce travail sont issues de points de vue particulièrement situés au sein du paysage actoriel du Chapare. Travailler avec davantage de profils différents, comme des personnes migrantes, plus âgées ou des hommes seuls — profils avec lesquels les contacts m'étaient moins aisés — aurait permis de mieux trianguler les points de vue et d'obtenir d'autres points de vue sur les questions abordées, notamment sur celles des trajectoires, des apprentissages et des changements.

Méthodologiquement, une approche quantitative aurait également pu appuyer (ou non) certaines hypothèses fondées ici uniquement sur mes impressions et sur les discours recueillis. Des données chiffrées sur l'évolution des cultures de manioc et alimentaires, par exemple, auraient permis de vérifier l'hypothèse d'une augmentation de la production de coca liée à l'effritement du « contrôle social », voire d'envisager ou d'exclure une diminution du manioc à son avantage. Cependant, le contexte du Chapare rendrait une telle démarche difficile à mettre en œuvre. Il n'est par exemple pas certain que de telles données existent, et même si les syndicats agricoles en disposaient, celles-ci devraient être sujettes à caution, au vu de la sensibilité de la question des quotas de coca produite.

Autre exemple sûrement moins technique à mettre en œuvre : une comparaison chiffrée des niveaux de pulvérisation des feuilles de coca *chapareña* et *yungeña* aurait permis d'enrichir l'analyse : les perceptions d'une feuille des Yungas « moins chimique » sont-elles avérées ? Il aurait également été intéressant, qualitativement cette fois, de s'intéresser aux logiques de pulvérisation et aux caractéristiques de la « feuille recherchée » dans la région des Yungas, afin d'étayer l'hypothèse de logiques pulvérisatoires liées aux débouchés illégaux de la coca *chapareña.*

C. Épilogue et perspectives

Le processus d'écriture ethnographique passe inévitablement par des choix — thématiques, narratifs, pragmatiques — contribuant au caractère intrinsèquement « partiel et partial » des vérités décrites (Clifford, 1986). De nombreux aspects de la réalité d'Entre Ríos n'ont pas été développés dans cette monographie, par souci de concision et afin de ne pas dévier d'un fil rouge, déjà arborescent. Dans cette section, j'en évoquerai brièvement deux, qui auraient pu faire l'objet d'une attention approfondie : celui du genre et de la « violence ».

Être femme chapareña

Les femmes côtoyées dans cette enquête endossaient des triples journées de travail — domestique, politique et agricole — aux dimensions entremêlées. Victoria, mentionnée dans ce travail, constitue un exemple archétypal : elle, son mari et ses trois enfants vivent à Bulo Bulo, où leurs deux aînés vont à l'école. Leurs *chacos* se situent à plus d'une heure de route de leur domicile. Son mari travaille tous les jours dans le *chaco*, et y dort la grande majorité des nuits. Victoria, elle, effectue les allers-retours quotidiens entre leur logement qu'ils louent à Bulo Bulo et leur *casita*, accompagnée de sa plus jeune fille de 2 ans, se chargeant d'apporter sur le *chaco* nourriture pour son mari et intrants agricoles, de déposer leurs enfants à l'école chaque matin et de s'en occuper chaque soir. Elle me disait un jour que « s'il n'y avait pas les enfants, elle vivrait uniquement sur le *chaco* », car « le travail est ici », et elle aime le calme et la nature par rapport à la promiscuité de leur logement au village. Angela et Rubén me confiaient la même préférence pour les nuits dans leur *casita*, où ils résidaient la plupart du temps lorsque leurs enfants n'allaient pas à l'école.

Le travail domestique endossé par les femmes incluait les tâches ménagères, la cuisine, le soin aux enfants, aux parents… Le *care* (Gilligan, 1982 ; Tronto, 1993) relevait parfois la forme d'un travail agricole, comme Angela qui aide son beau-père avec ses intrants chimiques ou Lucia et sa sœur pulvérisant les *chacos* de leurs parents. Également, elles étaient fréquemment les points de contact marchands : denrées alimentaires, intrants chimiques, et lors de la vente des productions agricoles. Cependant, ce n'est pas pour autant qu'elles détenaient le pouvoir économique dans leurs couples. Si j'ai fréquemment observé des femmes négocier ou pousser leurs conjoints à le faire, la prise de décision finale était souvent concertée, ou l'apanage masculin.

Angela et Rubén ont commandé des transporteurs afin d'acheminer leur récolte de soja jusque Sacaba, à 80 kilomètres dans le département de Santa Cruz. Un camion déjà rempli est prêt à partir. Angela et moi, l'accompagnons et montons à bord. Le petit dernier du couple, 3 ans, pleure et réclame sa mère, dans les bras de son père. Angela intime à Rubén de le garder, elle est fatiguée, veut dormir pendant le trajet, qu'il le fasse dormir dans leur camionnette. Rubén refuse, nous pose l'enfant sur les genoux. Nous le prenons avec nous, Angela peste.
Plusieurs heures plus tard, des pancartes affichent « achetons soja — bon prix » au bord de la route. Angela fait s'arrêter le chauffeur à une cinquantaine de mètres. Elle compte ruser, aller demander le prix d'achat sans dire que la production est déjà là en espérant que les acheteurs gonflent les prix annoncés.
Elle revient, tente d'appeler Rubén plusieurs fois, il ne répond pas, ça l'agace.
Angela : J'essaie d'avoir son avis. Pour décider ensemble.
Jeanne : Sinon il pourrait ne pas être d'accord ?
Angela : Il est toujours d'accord avec moi. Mais sinon c'est mal.

Lors de la réunion de la centrale *04 de Octubre* à laquelle j'ai assisté, mais également lors d'une formation destinée à de futurs pisciculteurs, j'avais été intriguée par la grande proportion de femmes présentes, mais ayant très peu pris la parole. Ce jour-là, nous accompagnions Carmen, la mère de Rubén. Son mari Esteban avait passé la journée entière à travailler sur le *chaco*. Je devine que la présence importante de femmes était liée à la non-productivité agricole d'une longue journée passée à écouter des discours. Je faisais part de cette hypothèse à Hilario. Il l'acquiesce et ajoute à ce propos :

Hilario : Souvent, lors des débats, il y a les hommes d'un côté et les femmes de l'autre.
Jeanne : Ah oui ? Pourquoi ?
Hilario : Quand on dit qu'on va aider ou soutenir quelqu'un, souvent, les femmes râlent, questionnent, « pourquoi on fait ça ? »… C'est parce qu'elles n'ont pas envie de s'engager dans quelque chose sans l'avis de leur époux. Qu'après la réunion, il lui pose des questions, « Pourquoi on doit aider à cela ? Payer cela ? »… Donc elles préfèrent toujours remettre en question pour éviter qu'une décision soit prise. Quand l'homme et la femme sont là, la femme soutient l'opinion de l'homme. […] C'est quelque chose de patriarcal, machiste.
J : Et quand les femmes parlent en réunion, on les écoute autant que les hommes ?
H : Ça dépend. Il y en a qui ont occupé des postes dans le syndicat. Elles ont une expérience dans la « vie organique », elles ont des connaissances pour analyser des situations et prendre des décisions. Mais parfois il y en a qui parlent alors qu'elles ne parlent jamais d'habitude et ne font rien, alors non.

L'histoire de la place des femmes dans le monde syndical du Chapare est marquée par un passage progressif vers une présence organisée — avec la création d'une Fédération féminine en 1997. En outre, les recherches sur le sujet montrent que les femmes ont joué un rôle important dans la résistance face aux éradications armées américaines dans le Chapare, raison pour laquelle les hommes encourageaient alors activement la formation de leurs propres organisations féminines. Aujourd'hui, cette Fédération existe toujours, mais la vie syndicale reste teintée de rapports de domination et des moindres possibilités

d'investissement politique des femmes en raison des « triples journées » qui sont les leurs. Les syndicats restent largement dominés par des hommes (Farthing & Grisaffi, 2024 ; Zurita Vargas & C. Draper, 2010).

Lors de l'enquête, j'ai éprouvé des difficultés à aborder des sujets politiques, nationaux ou relatifs aux syndicats locaux, avec les femmes que je côtoyais. Celles-ci m'évoquaient parfois que ça ne les intéressait pas ou qu'elles n'aimaient pas « les jeux politiques ». J'ai conscience que derrière ces silences et apparents désintérêts se jouent d'autres enjeux, intersectionnels, qui auraient mérité d'être approfondis.

Violences : délinquantes, narcotrafiquantes, de genre

> Nous dînons avec Lucia et sa *comadre* (marraine), Suni. Les deux femmes parlent d'un jeune homme qui s'est récemment perdu « en marchant seul près de Beni » et qui est mort mystérieusement. Elles enchainent sur une énumération de recommandations à mon égard : je dois être très prudente ici, je ne dois jamais monter dans une voiture sans connaitre, je ne dois pas marcher seule tard le soir, je ne dois jamais dire à des hommes que je vis seule, je dois dire que je suis là avec ma famille…
> **Suni** : Il y a des hommes mauvais, ici, beaucoup de violence. On ne peut faire confiance à personne.
> **Lucia** : Pas même à son père !
> *Elle enchaine sur une histoire à propos d'une fille abusée sexuellement par son père et son cousin à Santa Cruz. Suni me fait le récit macabre de séquestrations d'enfants, ici dans le village.*
> **J** : Et vous, vous ne vous sentez pas en danger ?
> **Suni** : Non, non. Je suis habituée… Quand je vais à Santa Cruz, c'est pire. Il y a beaucoup plus de délinquance.

Les mois précédant cette enquête de terrain, et dans une moindre mesure durant celle-ci, de nombreux meurtres sont commis à Entre Ríos. Cependant, ceux-ci sont peu mentionnés lorsque le sujet de la conversation est l'insécurité dans la municipalité. Pour analyser les empreintes des violences dans une municipalité guatémalienne aux prises avec des réseaux narcotrafiquants, Saskia Simon (2015) propose de distinguer les violences physiques perçues comme « délinquantes » de celles « conflictuelles ». Sur son terrain, les violences « conflictuelles », y compris celles liées au narcotrafic et ses homicides, sont éclipsées du registre de la *violencia*, plutôt associé à la délinquance. Cette violence-délinquance est une violence « aléatoire et indiscriminée dont on ne sait jamais quand et qui elle va frapper. Le narcotrafic installé dans la région est tout le contraire de la délinquance pour les habitants : sa violence est ciblée et contrôlée » (Simon, 2015, p.168). À Entre Ríos, cette distinction se

perçoit également : quand Lucia et Suni me font l'inventaire de toutes les mesures de sécurité que je devrais mettre en place, je me remémore les images de cadavres croisées fréquemment dans les médias locaux et associe avec anxiété cet apparent climat dangereux au narcotrafic. Cependant, la suite de la conversation met en évidence des violences qui relèvent de violences sexuelles et des faits de banditisme que Suni finit par caractériser comme moins prégnantes qu'à Santa Cruz, me laissant déroutée.

Les assassinats, quant à eux, sont systématiquement associés au narcotrafic, bien que les médias n'effectuent jamais de telles associations — les informations fournies consistant uniquement en l'identité de la victime et lieu de découverte du cadavre. Ainsi, mes interlocuteur·ices, hommes comme femmes, m'affirmaient fréquemment ne rien craindre de ces violences :

> J'accompagne Placida et sa fille Maria sur leur *chaco*, les deux femmes parlent d'un récent meurtre. Maria plaisante par rapport à ma venue dans « la zone rouge ». Je lui demande ce qu'elle signifie par là.
> **Maria** : Le narcotrafic, c'est dans tout le Tropico. Mais la « zone rouge », c'est parce qu'il y a eu beaucoup d'assassinats ici.
> **J** : Maintenant ça va mieux non ?
> **M** : Oui. Il y a quelques mois c'était plusieurs par semaine.
> **J** : Vous n'avez jamais peur en vivant ici ?
> **Placida** : Non, ce sont des règlements de compte. Ils tuent ceux qui parlent alors qu'ils ne devaient pas parler. Ou ceux qui leur doivent de l'argent. Ça coûte très cher, de commencer *[un laboratoire de transformation de cocaïne]*, plusieurs milliers de dollars. Ils ne tuent pas pour rien.

Ces meurtres sont considérés comme une violence ciblée, prévisible, conséquence logique d'actes souvent désignés par le fait de « ne pas payer ses dettes ». Au contraire, la violence « délinquante » est plus fréquemment admise comme dangereuse : c'est celle de laquelle on m'avertit parfois. Si ceux qui expriment la tranquillité d'Entre Ríos par rapport à « la ville », comme Suni, sont nombreux, la présence de cette délinquance dans ma municipalité est également perçue comme accrue ces dernières années :

> Daniel, stagiaire dans le magasin d'Hilario, me parle un jour des problèmes d'exportation des fruits produits dans la région. Pour lui, ils sont liés au fait que les pays voisins ont peur « qu'il y ait autre chose dans les fruits » :
> **D** : Alors qu'ici, ce sont des étrangers qui viennent pour acheter… le produit final. Les Colombiens, les Brésiliens… Ici c'est l'idéal pour eux, il n'y a pas de contrôles, rien. […] Ils voient comment on fait et puis ils emmènent dans leur pays. À cause de cela, les gens pensent qu'ici on est des narcotrafiquants, des dangereux.
> **J :** Tu penses que c'est les étrangers qui font des dommages ?
> **D :** Oui. Sinon, ici, c'est tranquille. Les gens, nous faisons attention les uns aux autres. Tu

peux laisser ton téléphone, ton argent, là, il ne se passe rien. Dans la ville, il y a des voleurs.
J : Tu ne te sens jamais en danger ?
D : Non, jamais.
J : C'est comme ça depuis quand ici, avec les étrangers ?
D : Je dirais, 20 ans. Avant, il n'y avait rien ici, il n'y avait même pas de route.

Le registre de la délinquance est fréquemment associé aux migrants, d'autant plus aux étrangers. La méfiance envers ceux-ci est également observable dans des pratiques énoncées précédemment, lorsqu'Angela refuse que ses ouvriers pulvérisent avec son tracteur, car « il y a le moteur, tout… ». De la même manière que sur le terrain de Saskia Simon, ce registre d'une violence croissante est aussi associé aux « drogués » (p.182) :

Hilario me parle de vols dans le village, il trouve qu'il faudrait « mettre de l'ordre ».
Jeanne : Et toi, tu te sens en sécurité ? En travaillant avec de l'argent ?
Hilario : Jusque maintenant, grâce à Dieu, je n'ai jamais eu de problème. Mais tous les jours, je vis avec la peur. Avec tout ce qui se passe… Avant ce n'était pas comme ça, quand j'étais enfant. On pouvait sortir dans la rue, la nuit, dormir dehors, il ne se passait rien.
J : Depuis quand ça a changé ?
H : Depuis notre ex-président, depuis 2009, il y a des problèmes sociaux. Oui, des problèmes sociaux. Le problème, c'est les producteurs, et les consommateurs… *Il mime le fait de sniffer de la cocaïne.*
J : Il y a des consommateurs aussi ?
H : Oui, oui, de plus en plus, c'est très dangereux. Depuis plusieurs années, il y a plus de narcotrafic. Parce que c'est facile, ils sont fainéants, pourquoi je travaillerais toute la journée alors que je peux faire ça ? Et les enfants grandissent avec cet exemple, avec cette influence. Et ils veulent faire la même chose. Et beaucoup de trafics d'êtres humains, de jeunes filles capturées pour de la prostitution. Tu ne dois pas te balader seule la nuit.

En cela, le registre de la violence-délinquance est tout de même lié au narcotrafic et ses conséquences sociales : appel d'une main-d'œuvre étrangère et production croissante de cocaïne, corrélée dans les paroles d'Hilario à une augmentation des consommateurs.

À mes yeux, ces observations soulèvent la question du vivre-ensemble au sein d'un tissu social fragmenté, où l'entre-soi syndical — celui de propriétaires agricoles organisés, politiquement influents et partageant un registre culturel commun — devient de plus en plus minoritaire face à l'explosion démographique de la municipalité. Cette dynamique mériterait d'être approfondie.

J'ai par ailleurs conscience que la violence dite « conflictuelle » — l'assassinat de ceux qui auraient « parlé » ou n'auraient « pas payé leurs dettes » — n'est pas, quoiqu'on affirme ne pas la craindre, dépourvue d'effets propres. Elle engendre inévitablement des violences ordinaires et discrètes, que reflètent la vigilance ambiante (y compris à mon égard) et

l'incorporation d'une nécessité de « fermer les yeux », de taire ce que l'on sait. À ma connaissance, ces meurtres ne font l'objet d'aucune enquête policière — la police étant du reste régulièrement absente de la région. L'impunité opère ainsi comme une forme de contrôle qui maintient le silence autour d'une situation que pourtant, beaucoup désapprouvent — bien que cette condamnation s'énonce toutefois moins dans le registre de la légalité ou de la drogue que dans celui de l'éthique du labeur ou des effets sociaux du trafic.

Un dernier aspect que ces discours soulèvent, et qui aurait mérité une attention soutenue, est celui des violences de genre. Lors de leurs mises en garde, mes interlocuteur·ices les évoquaient surtout sous la forme de violences aléatoires du fait de délinquants « dans la rue » : enlèvements, séquestrations, prostitution forcée. De tels phénomènes existent malheureusement, mais ceux que recense la presse sont rares, bien qu'ils fassent grand bruit. À l'inverse, les violences conjugales et intrafamiliales, pourtant très fréquentes dans le Chapare (Herbas Challapa, 2019), sont peu abordées, ou seulement de façon lointaine et générale — comme Lucia affirmant qu'on ne peut pas avoir confiance « même en son père ». Les rapports patriarcaux décrits dans la section précédente, violents en eux-mêmes, comme la violence physique qui les accompagne trop souvent, sont rarement mis en mots à la première personne par les femmes que j'ai rencontrées. Ces violences n'en sont pas moins perceptibles à qui leur prête attention : elles affleurent lorsque l'intimité conjugale, parfois sous l'effet de l'alcool, se donne brutalement à voir, sous le regard impuissant de l'ethnographe. Cette question appellerait elle aussi un travail plus approfondi, d'autant qu'à mes yeux, des facteurs intrinsèques au Chapare accentuent l'impuissance de ces femmes : stigmatisation de la région, tissu social fragmenté, précarité, domination masculine d'un espace syndical et politique, sur un territoire où le monopole de la « violence physique légitime » (Weber, 2006) sur un territoire donné n'est pas associé à l'État.

BIBLIOGRAPHIE

Littérature scientifique

Acero, C., & Thomson, F. (2022). 'Everything peasants do is illegal' : Colombian coca growers' everyday experiences of law enforcement and its impacts on state legitimacy. *Third World Quarterly*, *43*(11), 2674-2692. https://doi.org/10.1080/01436597.2021.1971517

Arancibia Colque, S., & Salazar Ortuño, F. (2008). *El costo humano de las políticas de erradicación de cultivos de coca en el trópico de Cochabamba - Bolivia : 1980-2004*. IESE.

Atinkut Asmare, B., Freyer, B., & Bingen, J. (2022). Women in agriculture : Pathways of pesticide exposure, potential health risks and vulnerability in sub-Saharan Africa. *Environmental Sciences Europe*, *34*(1), 89. https://doi.org/10.1186/s12302-022-00638-8

Azizi, H., & Gundur, R. V. (2025). Collecting Data in Forbidden Places : Reflections on Gaining Access, Mitigating Risks, and Managing Fieldworkers in Geopolitically Sensitive and Precarious Situations. *International Journal of Qualitative Methods*, *24*, 16094069251345502. https://doi.org/10.1177/16094069251345502

Bagan, H., Millington, A., Takeuchi, W.F, & Yamagata, Y. (2020). Spatiotemporal analysis of deforestation in the Chapare region of Bolivia using LANDSAT images. *Land Degradation & Development*, *31*(18), 3024-3039. https://doi.org/10.1002/ldr.3692

Barrelet, C. (2017). Sentiments de rater sur un terrain ethnographique : De la « prise » à la « reprise ». *SociologieS*. https://doi.org/10.4000/sociologies.6135

Barrón Cuenca, J., Dreij, K., & Tirado, N. (2024). Human Pesticide Exposure in Bolivia : A Scoping Review of Current Knowledge, Future Challenges and Research Needs. *International Journal of Environmental Research and Public Health*, *21*(3), 305. https://doi.org/10.3390/ijerph21030305

Barrón Cuenca, J., Tirado, N., Barral, J., Ali, I., Levi, M., Stenius, U., Berglund, M., & Dreij, K. (2019). Increased levels of genotoxic damage in a Bolivian agricultural population exposed to mixtures of pesticides. *Science of The Total Environment*, *695*, 133942. https://doi.org/10.1016/j.scitotenv.2019.133942

Barrón Cuenca, J., Tirado, N., Vikström, M., Lindh, C. H., Stenius, U., Leander, K., Berglund, M., & Dreij, K. (2019). Pesticide exposure among Bolivian farmers : Associations between worker protection and exposure biomarkers. *Journal of Exposure Science & Environmental Epidemiology*, *30*(4), 730-742. https://doi.org/10.1038/s41370-019-0128-3

Benavides, J.-P. (2006). *Syndicalisme et pouvoir local : Les planteurs de coca du Chapare (Bolivie) : (1980-2005)* [Thesis, Lille 1]. https://theses.fr/2006LIL12016

Biondich, A. S., & Joslin, J. D. (2016). Coca : The History and Medical Significance of an Ancient Andean Tradition. *Emergency Medicine International*, *2016*(1), 4048764. https://doi.org/10.1155/2016/4048764

Bouchaud, M. (2013). Rôles et transformations des organisations sociales dans la Bolivie d'Evo Morales : Le cas des organisations de cocaleros. *Nuevo Mundo Mundos Nuevos. Nouveaux mondes mondes nouveaux - Novo Mundo Mundos Novos - New world New worlds*. https://doi.org/10.4000/nuevomundo.65445

Bouillon, F., Fresia, M., & Tallio, V. (avec École des hautes études en sciences sociales). (2005). *Terrains sensibles : Expériences actuelles de l'anthropologie*. Centre d'études africaines, EHESS.

Breilh, J., Pagliccia, N., & Yassi, A. (2012). Chronic pesticide poisoning from persistent low-dose exposures in Ecuadorean floriculture workers : Toward validating a low-cost test battery. *International Journal of Occupational and Environmental Health*, *18*(1), 7-21. https://doi.org/10.1179/1077352512Z.0000000002

Brewer-Osorio, S. (2021). Turning Over a New Leaf : A Subnational Analysis of 'Coca Yes, Cocaine No' in Bolivia. *Journal of Latin American Studies*, *53*(3), 573-600. https://doi.org/10.1017/S0022216X21000456

Bureau-Point, È. (2024). « C'est comme mourir pendant que nous sommes en vie ». Le problème des pesticides dans le quotidien des agriculteurs au Cambodge. *Émulations. Revue de sciences sociales*. https://doi.org/10.4000/1294k

Busnel, R. (2017). L'inclusion politique par le corporatisme syndical cocalero : Tropique de Cochabamba, Bolivie. *Cahiers des Amériques latines*, (86), Article 86. https://doi.org/10.4000/cal.8371

Busnel, R. (2022). Avec ou sans coca ? Itinéraire conflictuel d'une appropriation corporatiste des politiques de développement par les cultivateurs du Tropique de Cochabamba, Bolivie. *Cultures & Conflits*, (126), Article 126. https://doi.org/10.4000/conflits.23870

Busnel, R. (2025). *Planter la coca, cultiver la lutte : Mobilisations aux marges de la légalité au Pérou et en Bolivie*. Éditions de l'IHEAL. https://doi.org/10.4000/134ol

Caratini, S. (2013). *Les Non-dits de l'anthropologie : Suivi de Dialogue avec Maurice Godelier*. Editions Thierry Marchaisse. https://univ.scholarvox.com/book/88824096

Cespedes, C. H. (2018). Historia de la Economía agraria en el Chapare. *Búsqueda*, (52), 47-85.

Chaín-Castro, T. D. J., Barrón-Aragón, R., & Haro-García, L. (1998). Pesticide Poisoning in Mexican Seasonal Farm Workers. *International Journal of Occupational and Environmental Health*, *4*(3), 202-203. https://doi.org/10.1179/oeh.1998.4.3.202

Chouvy, P.-A. (2018). De la recherche de terrain sur la production agricole illégale de drogue. *L'Espace Politique. Revue en ligne de géographie politique et de géopolitique*, (35). https://doi.org/10.4000/espacepolitique.5372

Clifford, J. (1986). Introduction : Partial Truths. In J. Clifford & G. E. Marcus, *Writing Culture : The Poetics and Politics of Ethnography*. https://content.ucpress.edu/title/9780520266025/9780520266025_intro.pdf

Croci, F. (2016). Coca, une feuille sacrée. *Mouvements*, *86*(2), 138-141. https://doi.org/10.3917/mouv.086.0138

Décosse, F. (2011). *Migrations sous contrôle : Agriculture intensive et saisonniers marocains sous contrat «OMI»* [Thèse pour l'obtention du titre de docteur en

sociologie de l'EHES, Ecole des Hautes Etudes en Sciences Sociales]. https://www.academia.edu/download/35883983/THESE05102011.pdf

Décosse, F. (2013). Entre « usage contrôlé », invisibilisation et externalisation. Le précariat étranger face au risque chimique en agriculture intensive. *Sociologie du travail*, *55*(3), 322-340. https://doi.org/10.4000/sdt.11585

de Sousa, R. S. (2010). Organização política e cultivos ilícitos de coca na Bolívia : Uma abordagem etnográfica. *Revista Brasileira de Ciências Sociais*, *25*, 27-40. https://doi.org/https://doi.org/10.1590/S0102-69092010000200002

Eróstegui, C., Veracc, A. del C., García-Sejas, M. I., Luna, S. P., & Montaño, K. (2025). Exposición crónica a plaguicidas, su uso indiscriminado, y calidad seminal en agricultores del Chapare. *Gaceta Médica Boliviana*, *48*(1), 106-113. https://doi.org/10.47993/gmb.v48i1.998

Farthing, L., & Grisaffi, T. (2024). On Their Own Terms : How Cocalera Organizing Expanded Indigenous Women's Rights in Bolivia. *Latin American Research Review*, *59*(4), 785-802. https://doi.org/10.1017/lar.2024.14

Flores, G., & Blanes, J. (1984). *¿Dónde va el Chapare?* (CERES-Centro de Estudios de la Realidad Economica y Social). https://cebem.org/?p=11245

Foucault, M. (1975). *Surveiller et punir : Naissance de la prison*. Editions Gallimard.

Gilligan, C. (1982). *In A Different Voice : Psychological Theory and Women's Development* (Vol. 326).

Gómez Cuervo, P. L., & Mazorra Valderrama, M. Á. (2000). Implicaciones para la agroindustria de la palma de aceite por posibles fumigaciones con Fusarium oxysporum a los cultivos de coca. *Palmas*, *21*(4), 9-17.

Gootenberg, P. (2004). La filière coca du licite à l'illicite : Grandeur et décadence d'une marchandise internationale. *Hérodote*, *112*(1), 66-83. https://doi.org/10.3917/her.112.0066

Gootenberg, P. (2009). *Andean Cocaine : The Making of a Global Drug*. Univ of North Carolina Press. https://books.google.be/books?id=rjBNK7Ign_8C&printsec=frontcover&hl=fr#v=onepage&q&f=false

Gootenberg, P., & Dávalos, L. M. (Éds.). (2018). *The origins of cocaine : Colonization and failed development in the Amazon Andes*. Routledge.

Grinspoon, L., & Bakalar, J. B. (1981). Coca and cocaine as medicines : An historical review. *Journal of Ethnopharmacology*, *3*(2), 149-159. https://doi.org/10.1016/0378-8741(81)90051-9

Grisaffi, T. (2010). We Are Originarios…'We Just Aren't from Here' : Coca leaf and Identity Politics in the Chapare, Bolivia. *Bulletin of Latin American Research*, *29*(4), 425-439. https://doi.org/10.1111/j.1470-9856.2010.00385.x

Grisaffi, T. (2016). Social Control in Bolivia : A Humane Alternative to the Forced Eradication of Coca Crops. In B. C. Labate, C. Cavnar, & T. Rodrigues (Éds.), *Drug Policies and the Politics of Drugs in the Americas* (p. 149-166). Springer International Publishing. https://doi.org/10.1007/978-3-319-29082-9_9

Grisaffi, T. (2019). *Coca Yes, Cocaine No : How Bolivia's Coca Growers Reshaped Democracy*. Duke University Press. https://doi.org/10.1215/9781478004332

Grisaffi, T. (2022). Why Is the Drug Trade Not Violent? Cocaine Production and the Embedded Economy in the Chapare, Bolivia. *Development and Change*, *53*(3), 576-599. https://doi.org/10.1111/dech.12696

Grisaffi, T., Ledebur, K., & Farthing, L. (2019). Développement intégré et coca dans l'État plurinational de Bolivie : L'éradication cède le pas à la réduction de la pauvreté. In United Nations Office on Drugs and Crime - UNODC, *Bulletin on Narcotics, Volume LXI, 2017 : Alternative Development : Practices and Reflections*. United Nations. https://doi.org/10.18356/2a18d285-en

Gutiérrez Aguilar, M. R. (2008). *Los ritmos del Pachakuti : Movilización y levantamiento indígena-popular en Bolivia* (1a ed). Tinta Limón

Heinrich Böll Stiftung. (2022). *Gender : At the forefront of the exposure*. Brussels office - European Union. https://eu.boell.org/en/PesticideAtlas-gender

Herbas Challapa, M. V. (2019). *Caracterización de la violencia de pareja, localidad de Eterazama, Provincia Chapare, Departamento de Cochabamba, Bolivia, cuarto trimestre de la Gestión 2018 : Protocolo único de atención a víctimas de violencia de pareja* [Master's thesis, Universidad Mayor de San Simón, Cochabamba.] https://www.sidalc.net/search/Record/oai:localhost:8080:123456789-24061

Hernández, L. G., Gonçalves, A. L. L., & Cazalbón, A. (2022). RUNASUR : Estudio de caso de la propuesta de Evo Morales de regionalismo plurinacional. *Revista Aportes para la Integración Latinoamericana*, (47), 045-045. https://doi.org/10.24215/24689912e045

Huici, O., Skovgaard, M., Condarco, G., Jørs, E., & Jensen, O. C. (2017). Management of Empty Pesticide Containers—A Study of Practices in Santa Cruz, Bolivia. *Environmental Health Insights*. https://doi.org/10.1177/1178630217716917

Komadina, J., & Geffroy, C. (2007). *El poder del movimiento político : Estrategia, tramas organizativas e identidad del MAS en Cochabamba (1999-2005)*. La Paz : CESU-UMSS : DICYT-UMSS : Fundación PIEB. http://archive.org/details/pieb_el_poder_del_movimiento_politico_estrategia_tramas_organizativas_e_identidad_del_mas_en_cochaba

Johansson, C. M. S. (2013). *To work is to transform the land : Agricultural labour, personhood and landscape in and Andean ayllu* [Thesis submitted to the Department of Anthropology, The London School of Economics and Political Science]. https://www.academia.edu/6721461/To_work_is_to_transform_the_land_agricultural_labour_personhood_and_landscape_in_and_Andean_ayllu

Jørs, E., Hay-Younes, J., Condarco, M. A., Condarco, G., Cervantes, R., Huici, O., & Bælum, J. (2013). Is Gender a Risk Factor for Pesticide Intoxications Among Farmers in Bolivia? A Cross-Sectional Study. *Journal of Agromedicine*, *18*(2), 132-139. https://doi.org/10.1080/1059924X.2013.767102

Latt, K. K., Liana, S. R., Poddar, S., & Bhaumik, A. (2023). *Assessment of empty pesticide container disposal and its effect on environment and human health : A review*. 060002. https://doi.org/10.1063/5.0163283

Lhoest, C. (2022). *Contribution à la détection des différentes races de Fusarium Wilt. Dans les systèmes bananiers des tropiques de Cochabamba (Bolivie) et conseils de gestion*

[Travail de fin d'études, Gembloux Agro-Bio Tech, Université de Liège, Liège, Belgique]. https://matheo.uliege.be/handle/2268.2/15606

London, L., De Grosbois, S., Wesseling, C., Kisting, S., Rother, H. A., & Mergler, D. (2002). Pesticide Usage and Health Consequences for Women in Developing Countries : Out of Sight Out of Mind? *International Journal of Occupational and Environmental Health*, *8*(1), 46-59. https://doi.org/10.1179/oeh.2002.8.1.46

López Restrepo, A. (2018). Ilusiones defraudadas : Auge y caída del comercio legal de coca y cocaína en los países andinos. *Anuario Colombiano de Historia Social y de la Cultura*, *45*(2), 233-260. https://doi.org/10.15446/achsc.v45n2.71033

López-Gálvez, N., Wagoner, R., Beamer, P., de Zapien, J., & Rosales, C. (2018). Migrant Farmworkers' Exposure to Pesticides in Sonora, Mexico. *International Journal of Environmental Research and Public Health*, *15*(12), 2651. https://doi.org/10.3390/ijerph15122651

Mazzocchetti, J. (2015). Basculements sensibles, implications et écritures. In *Intimité et réflexivité, Itinérances d'anthropologues* (Academia, p. 83-114).

Millington. (2018). Creating coca frontiers and cocaleros in Chapare : Bolivia, 1940 to 1990. In P. Gootenberg & L. M. Dávalos, *The origins of cocaine : Colonization and failed development in the Amazon Andes* (p. 84-113). Routledge.

Mulugeta, T., Teklemariam, H., & Desta, T. T. (2025). Drivers of the unintended use of emptied chemical containers by smallholder farmers. *BMC Public Health*, *25*(1), 2933. https://doi.org/10.1186/s12889-025-23848-0

Mustafa, H. M., Abd Manaf, L., & Mohammad Ramli, A. H. (2025). A Systematic Review of Empty Pesticide Container (EPC) Practices and Associated Factor in Agriculture Sector. *Journal of Tropical Resources and Sustainable Science (JTRSS)*, *13*(1), 95-103. https://doi.org/10.47253/jtrss.v13i1.1259

Olivier de Sardan, J.-P. (2008). *La rigueur du qualitatif : Les contraintes empiriques de l'interprétation socio-anthropologique*. Academia. https://www.torrossa.com/en/resources/an/4883772

Ouattara, Z. A., & Doudou, D. T. (2020). Usages sociaux des contenants de pesticides chez les cotonculteurs du nord de la Côte d'Ivoire. *Environnement, Risques & Santé*, *19*(5), 359-368.

Pearson, Z. (2016). "Coca got us here and now it's our weakness:" *Fusarium oxysporum* and the political ecology of a drug war policy alternative in Bolivia. *International Journal of Drug Policy*, *33*, 88-95. https://doi.org/10.1016/j.drugpo.2016.05.007

Petit, O., Martin, V., Kuper, M., Ameur, F., & Papin Stammose, C. (2015). Worker, peasant or entrepreneur ? Analysis of the entrepreneurial logics and practices of family farmers in agrarian reform cooperatives in the Saiss (Morocco). *« Innovate to improve Irrigation performances » - International Commission on Irrigation and Drainage*. https://www.fao.org/family-farming/detail/en/c/433089/

Pignolo, L., & Cattacin, S. (2023). Enquêter l'illégalité : Les défis méthodologiques de se confronter à un terrain ambivalent. *Sociologie*, *14*(3), 351-368. https://doi.org/10.3917/socio.143.0351

Piispanen, K. H. (2011). *Andean roots, coca, and grassroots development in the Bolivian Yungas : Food sovereignty and agrarian change for native farmers*. Oregon State

University. https://ir.library.oregonstate.edu/concern/graduate_thesis_or_dissertations/q811kp181?locale=en

Ramos, B. I., Benavides, J. P., Velez, M. A., Jauregui, G., & Restrepo, D. (2026). Social Control of Coca Production : Lessons from the Tropic of Cochabamba, Bolivia. *Journal of Illicit Economies and Development*, *8*(2). https://doi.org/10.31389/jied.292

Ramos Salazar, S. R. (2018). Nueva ley de la coca : Efectos sociopolíticos en productores de Yungas. *Temas Sociales*, (43), 39-66.

Ramos Torres, B. I., Benavides, J. P., Vélez Lesmes, M. A., Jauregui, G., & Restrepo Díaz, D. A. (2023). *Control social de la producción de coca : Lecciones del Trópico de Cochabamba (Bolivia) para Colombia*. https://doi.org/10.57784/1992/69610

Rignault, A., & Bied-Charreton, P. (2024). Agriculture familiale. *Anthropen*. https://doi.org/10.47854/t3b3xj89

Rivero L, M., Álvarez C., M., Antezana F, H., & Castellón T, S. (2021). Niveles de plaguicidas y su efecto en las aguas superficiales en zonas agrícolas de la cuenca Pucara, Tiraque-Cochabamba. *Revista Ciencia y Tecnología*, *1*(13), 41-51.

Salazar Ortuño, F. (2008). *De la coca al poder : Políticas públicas de sustitución de la economía de la coca y pobreza en Bolivia, 1975-2004.* https://bibliotecavirtual.clacso.org.ar/ar/libros/clacso/crop/coca/

Simon, S. (2015). *La rumeur du silence : Violences, subjectivités et vivre-ensemble dans le Nord-Est du Guatemala* [Thèse présentée en vue de l'obtention du grade de docteure en sciences politiques et sociales, UCLouvain]. https://hdl.handle.net/2078.5/191920

Soliz, C. (2018). Agrarian Reform in Bolivia in the 20th and 21st Centuries. In *Oxford Research Encyclopedia of Latin American History*. https://doi.org/10.1093/acrefore/9780199366439.013.508

Struelens, Q. F., Rivera, M., Zabalaga, M. A., Ccanto, R., Tarqui, R. Q., Mina, D., Carpio, C., Mantilla, M. R. Y., Osorio, M., Roman, S., Muñoz, D., & Dangles, O. (2022). Pesticide misuse among small Andean farmers stems from pervasive misinformation by retailers. *PLOS Sustainability and Transformation*, *1*(6), e0000017. https://doi.org/10.1371/journal.pstr.0000017

Tronto, J. (1993). *Moral Boundaries : A Political Argument for an Ethic of Care*. Routledge. https://doi.org/10.4324/9781003070672

Tsing, A. L. (2017). *Le champignon de la fin du monde : Sur la possibilité de vie dans les ruines du capitalisme* (P. Pignarre, Trad.). Empêcheurs de penser rond.

Weber, M. (avec Kalinowski, I.). (2006). *Sociologie de la religion (économie et société)*. Flammarion.

Zúñiga-Venegas, L. A., Hyland, C., Muñoz-Quezada, M. T., Quirós-Alcalá, L., Butinof, M., Buralli, R., Cardenas, A., Fernandez, R. A., Foerster, C., Gouveia, N., Gutiérrez Jara, J. P., Lucero, B. A., Muñoz, M. P., Ramírez-Santana, M., Smith, A. R., Tirado, N., van Wendel de Joode, B., Calaf, G. M., Handal, A. J., … Mora, A. M. (2022). Health Effects of Pesticide Exposure in Latin American and the Caribbean Populations : A Scoping Review. *Environmental Health Perspectives*, *130*(9), 096002. https://doi.org/10.1289/EHP9934

Zurita Vargas, L., & C. Draper, M. (2010). Women's Voices Rise from the Chapare. *Cultural Survival*. https://www.culturalsurvival.org/publications/cultural-survival-quarterly/womens-voices-rise-chapare

Rapports

Instituto Boliviano de Comercio Exterior (IBCE). (2019). *Comercio ilegal de plaguicidas en Bolivia : Un atentado a la salud, al medio ambiente y a la economía*. https://www.ibce.org.bo/publicaciones-descarga.php?id=2460&opcion=1

Los agroquímicos más usados en Bolivia : Entre toxicidad y prohibiciones internacionales. (2021, mai 20). *Fundación Solón*. https://fundacionsolon.org/2021/05/20/los-agroquimicos-mas-usados-en-bolivia-entre-toxicidad-y-prohibiciones-internacionales/

Ministerio de Gobierno & Observatorio Boliviano De Seguridad Ciudadana y Lucha Contra las Drogas (OBSCD). (2023). *Investigación sobre el « Estado de situación de la lucha contra el narcotráfico y cultivos de hoja de coca en Bolivia »*. https://web.mingobierno.gob.bo/wp-content/uploads/2025/09/Estado-de-situacio%CC%81n-de-la-lucha-contra-el-narcotra%CC%81fico-y-cultivos-de-hoja-de-coca-en-Bolivia-2023-1.pdf

Oficina de las Naciones Unidas contra la Droga y el Delito. (2023). *Monitoreo de Cultivos de Coca 2022, Bolivia*. https://www.unodc.org/bolivia/es/Monitoreo_de_cultivos_de_coca.html

Oficina de las Naciones Unidas contra la Droga y el Delito - UNODC. (2021). *Monitoreo de Cultivos de Coca 2020, Bolivia*. https://www.unodc.org/bolivia/es/Monitoreo_de_cultivos_de_coca.html

Oficina de las Naciones Unidas contra la Droga y el Delito - UNODC. (2025). *Monitoreo de Cultivos de Coca 2024, Bolivia*. https://www.unodc.org/documents/crop-monitoring/Bolivia/Bolivia_Monitoreo_de_cultivos_de_coca_2024.pdf

República de Bolivia & CONALTID. (2007). *Estrategia de Lucha Contra El Narcotrafico y Revalorizacion de La Hoja de Coca*. https://www.scribd.com/document/9627282/conaltid-estrategia-de-lucha-contra-el-narcotrafico-y-revalorizacion-de-la-hoja-de-coca

United Nations Office on Drugs and Crime - UNODC. (1950). *Commission of Inquiry on the Coca Leaf* (Bullletin on narcotifs-1950 Issue 4-004). www.unodc.org/unodc/en/data-and-analysis/bulletin/bulletin_1950-01-01_4_page005.html

United Nations Office on Drugs and Crime - UNODC. (2020a). *COVID-19 and the drug supply chain : From production and trafficking to use*. United Nations Office on Drugs and Crime. https://www.unodc.org/documents/data-and-analysis/covid/Covid-19-and-drug-supply-chain-Mai2020.pdf

United Nations Office on Drugs and Crime - UNODC. (2020b). *World Drug Report 2020—Booklet 6 : Other drug policy issues*. wdr.unodc.org/wdr2020/en/other-drug-policy-issues.html

Actes juridiques

DS Nº 3318 - Reglamento de la Ley Nº 906, General de la coca., Asamblea Legislativa Plurinacional (2017). https://www.lexivox.org/norms/BO-DS-N3318.html

Ley de reforma agraria - DL Nº 3464 (1953). https://www.lexivox.org/norms/BO-DL-3464.html

Ley del Régimen de la Coca y Sustancias Controladas Nº 1008, Congreso Nacional de Bolivia (1988). https://www.dgsc.gob.bo/normativa/leyes/1008.html

Ley general de la coca Nº 906, Asamblea Legislativa Plurinacional (2017). https://www.lexivox.org/norms/BO-L-N906.xhtml

Nueva Constitución Política Del Estado > CUARTA PARTE > TÍTULO II > CAPÍTULO SÉPTIMO > SECCIÓN II :: Ley de Bolivia. Consulté 19 janvier 2026, à l'adresse https://bolivia.justia.com/nacionales/nueva-constitucion-politica-del-estado/cuarta-parte/titulo-ii/capitulo-septimo/seccion-ii/

Presse et contenu multimédia

Agencia Boliviana de Información. (2026, mars 5). *Gobierno inicia tareas de racionalización y erradicación de cultivos de coca en el Chapare*. https://abi.bo/gobierno-inicia-tareas-de-racionalizacion-y-erradicacion-de-cultivos-de-coca-en-el-chapare/

Associated Press. (2023, octobre 5). Bolivia : Convención del oficialismo expulsa a Arce y ratifica como líder a Morales. *Voz de América*. https://www.vozdeamerica.com/a/bolivia-convencion-del-oficialismo-expulsa-a-arce-y-ratifica-como-lider-a-morales/7297982.html

BBC. (2013, août 15). Bolivia : Coca farmers « poison own crops ». *BBC News*. https://www.bbc.com/news/blogs-news-from-elsewhere-23711966

Cayo, Y. M. (2023, novembre 27). Evo se queja, dice que radio Kawsachun Coca no recibe publicidad del Gobierno. *EL DEBER*. https://eldeber.com.bo/pais/evo-se-queja-dice-que-radio-kawsachun-coca-no-recibe-publicidad-del-gobierno_348462/

Correo del Sur. (2025, juillet 20). La Policía Boliviana retorna al Trópico. *Correo del Sur*. https://correodelsur.com/sociedad/20250720/la-policia-boliviana-retorna-al-tropico.html

DataReportal. (2025a). *Digital 2026 : Bolivia – Global Digital Insights*. https://datareportal.com/reports/digital-2026-bolivia?utm_source=chatgpt.com

DataReportal. (2025b). *TikTok Users, Stats, Data, Trends, and More*. DataReportal – Global Digital Insights. https://datareportal.com/essential-tiktok-stats

DEA MUSEUM Drug Enforcement Administration. (s. d.). *DEA on the Land*. Consulté 2 janvier 2026, à l'adresse https://museum.dea.gov/exhibits/online-exhibits/dea-air-land-and-sea/dea-land

Fernández, F. L. (2025, octobre 25). Retorno de la DEA reaviva la confrontación entre Evo Morales y Luis Fernando Camacho. *EL DEBER*. https://eldeber.com.bo/pais/retorno-dea-reaviva-confrontacion-evo-morales-luis-fernando-camacho_1761439849

Fides, A. de N. (2026, janvier 16). *Denuncian que cocaleros del Chapare se asentaron en el Parque Nacional Carrasco—Agencias de Noticias Fides*. Agencia de Noticias Fides - Bolivia. https://www.noticiasfides.com/nacional/seguridad/denuncian-que-cocaleros-del-chapare-se-asentaron-en-el-parque-nacional-carrasco

Lemoine, M. (2025, août 21). « Evo », dans son camp retranché. *Mémoire des luttes*. https://www.medelu.org/Evo-dans-son-camp-retranche

Ligue de l'Enseignement. (2026, février 24). *Ethnographie des milieux du français langue étrangère—Entretien avec Jérémie Piolat*. La Ligue de l'Enseignement et de l'Éducation permanente. https://ligue-enseignement.be/education-enseignement/articles/dossier/ethnographie-des-milieux-du-francais-langue-etrangere-entretien-avec-jeremie-piolat

Los Tiempos. (2013). *Coca : Hongo afecto a 30% de plantaciones.* https://lostiempos.com/actualidad/local/20130715/tropico-hongo-afecta-hoja-coca

Mendoza, L. (2013, octobre 13). Fertilizantes y sobreexplotación propagaron el hongo de la coca en Chapare. *eju.tv*. https://eju.tv/2013/10/fertilizantes-y-sobreexplotacin-propagaron-el-hongo-de-la-coca-en-chapare/

Miranda, B. (2020, juin 19). Crisis en Bolivia : La « guerra declarada » que se vive en el Chapare, el bastión de Evo Morales al que el gobierno acusa de « terrorismo » (y cómo lo defiende el expresidente). *BBC News Mundo*. https://www.bbc.com/mundo/noticias-america-latina-53112041

Mongabay. (2025, mai 26). Cuatro nuevas vías ilegales perforan Parque Nacional Carrasco en Bolivia mientras cultivos de coca ilegal crecen un 38%. *Noticias ambientales*. https://es.mongabay.com/2025/05/vias-ilegales-perforan-parque-carrasco-bolivia-cultivos-coca-ilegal/

Organo Electoral Plurinacional Bolivia. (2025). *Publicación de resultados. Elecciones Generales 2025*. https://web.oep.org.bo/wp-content/uploads/2025/08/30-08-2025-Separata-resultados-EG2025.pdf

Ospina, A. M. (2024, septembre 17). Noticias de América—¿Qué busca el expresidente Evo Morales con las movilizaciones en Bolivia? *RFI*. https://www.rfi.fr/es/programas/noticias-de-am%C3%A9rica/20240917-qu%C3%A9-busca-el-expresidente-evo-morales-con-las-movilizaciones-en-bolivia

Paredes, N. (2025, août 18). Elecciones en Bolivia : 3 claves para entender por qué la izquierda perdió tras casi 20 años en el poder. *BBC News Mundo*. https://www.bbc.com/mundo/articles/c30z12lqegno

Perez, A. (2026, juillet 3). Noticias de América—Bolivia retoma plan de erradicación de la hoja de coca y espera apoyo de la DEA. *RFI*. https://www.rfi.fr/es/programas/noticias-de-am%C3%A9rica/20260307-bolivia-retoma-plan-de-erradicaci%C3%B3n-de-la-hoja-de-coca-y-espera-apoyo-de-la-dea

Sabin, N. (2025, juin 21). Bolivie : Comprendre la crise économique qui frappe le pays. *RFI*. https://www.rfi.fr/fr/am%C3%A9riques/20250621-bolivie-comprendre-la-crise-%C3%A9conomique-qui-frappe-le-pays

Slotta, D. (2025). *Topic : TikTok in Latin America*. Statista. https://www.statista.com/topics/9670/tiktok-in-latin-

america/?srsltid=AfmBOoqR_4Qc6qE-ssYewmLs4OWSJgsn-QG8dHACmMteFNgcVNPamhBy

Tellería, R. (2025, novembre 9). Las “organizaciones sociales” y el fin de ciclo. *EL DEBER*. https://eldeber.com.bo/organizaciones-sociales/organizaciones-sociales-fin-ciclo_1762640747

Terán, M. Q. (2025, février 20). El Gobierno erradica más coca en Santa Cruz; en Yungas y Chapare hay resistencia. *EL DEBER*. https://eldeber.com.bo/pais/el-gobierno-erradica-mas-coca-en-santa-cruz-en-yungas-y-chapare-hay-resistencia_504432/

World Population Review. (2026, mai 1). *TikTok Users by Country 2026*. https://worldpopulationreview.com/country-rankings/tiktok-users-by-country

TABLE DES FIGURES

Figure 1 : Carte administrative et politique de la Bolivie, avec routes principales. Entre Ríos est pointé à l'est du département de Cochabamba (adapté de Mapas Del Mundo, consulté le 8 juin 2026 à l'adresse https://www.mapas-del-mundo.net/america-del-sur/bolivia/detallado-mapa-politico-y-administrativo-de-bolivia-con-carreteras-y-principales-ciudades-1993). 14
Figure 2 : Localisation de la municipalité d'Entre Ríos au sein du département de Cochabamba et de ses zones géographiques : Tropique, Vallées, Andes, Métropole de Cochabamba, Cône Sud. (Adapté de Sistema Integrado de Información Productiva, https://siip.produccion.gob.bo/atlas/COCHABAMBA.php, consulté le 8 juin 2026). 14
Figure 3 : Provinces et municipalités du Tropique de Cochabamba au sein du département de Cochabamba (Adapté de Busnel, 2025). 15
Figure 4 : Vue satellitaire des agglomérations de la municipalité d'Entre Ríos. (Capture d'écran personnelle, Google Maps, janvier 2025). 16
Figure 5 : Densité des cultures de coca dans la région du Tropique de Cochabamba, reconstitution d'images satellites (Oficina de las Naciones Unidas contra la Droga y el Delito - UNODC, 2025). 17
Figure 6 : « Marché de coca » et siège de la Centrale « 22 de Mayo », Entre Ríos (Cliché personnel, novembre 2025). 25
Figure 7 : Evo Morales accompagne les autorités municipales lors du défilé de la célébration des 25 ans d'Entre Ríos (Evo Morales, Facebook, 25 septembre 2025, https://www.facebook.com/photo.php?fbid=1334765221351753&set=pb.100044548624945.-2207520000&type=3). 27
Figure 8 : Carte de l'INRA (Institut National de la Réforme Agraire) d'un syndicat de la municipalité de Chimoré (Chapare). (INRA, 2002, mentionné dans Ramos Torres et al., 2023) 31
Figure 9 : Structure syndicale paysanne dans le Tropique de Cochabamba. (Grisaffi, 2019, p.37). 34
Figure 10 : Classification des zones de production de coca selon la Loi 906 (2017) et zones monitorées par l'UNODC en 2020 (Oficina de las Naciones Unidas contra la Droga y el Delito - UNODC, 2021). 37
Figure 11 : Illustration d'un article de presse. (Radio Kawsachun Coca, 12 janvier 2026, consulté à l'adresse https://kawsachuncoca.com/noticias/ver/dirigenta-de-la-coordinadora-de-mujeres-alerta-sobre-ingreso-de-fuerzas-policiales-y-militares-al-Trópico). 40
Figure 12 : Organisation syndicale et position des assemblées ethnographiées (adapté de Grisaffi, 2019, p.37). 44
Figure 13 : Assemblée de la Fédération Mamoré Bulo Bulo, présente à Entre Ríos. (Radio TV Mamoré Entre Ríos FM 100.5, Facebook, 1er décembre 2025, https://www.facebook.com/photo/?fbid=1341828624624056&set=pb.100063907931627.-2207520000). 45
Figure 14 : Entrée dans l'enceinte d'un syndicat, Isarzama. (Cliché personnel, décembre 2025). 57
Figure 15 : Chaco dont les lignes alternent citronniers, coca, manioc. Bulo Bulo. (Cliché personnel, novembre 2025). 59
Figure 16 : Dégradation d'un chaco de manioc après une inondation, municipalité d'Entre Ríos. (Cliché personnel, novembre 2025). 63
Figure 17 : Superficies cultivées de coca en Bolivie et dans le Tropique de Cochabamba relativement aux superficies autorisées (en milliers d'hectares) (2003-2022). (Ramos et al., 2026, p.20, à partir de données de l'UNODC). 78
Figure 18 : Vitrine d'un magasin d'agrochimiques, Municipalité d'Entre Ríos (Cliché personnel, octobre 2025). 81
Figure 19 : Devanture d'une boutique d'agrochimiques, Rio Blanco (Cliché personnel, décembre 2025). 83
Figure 20 : Accumulation des erreurs au cours du processus de recommandations des revendeurs (Struelens et al., 2022). 92

Figure 21 : « Préparation des applications foliaires pour activer “full” bourgeons et croissance… Traitement initial ». (Captures d’écran de la vidéo TikTok de @deltagro_ins.agricolas, publiée le 2 avril 2026, consultée le 25 mai 2026, à l’adresse https://vm.tiktok.com/ZGdHPh248/) 94
Figure 22 : « Contrôle total avec nos produits de Agro Confianza » (Captures d’écran de la vidéo TikTok de @agro.confianza, publiée le 5 mai 2026, consultée le 4 juin 2026, à l’adresse https://www.tiktok.com/@agro.confianza/video/7636376539436731668?_r=1&_t=ZG-96vq074ukJk) 95
Figure 23 : « Super foliar » (Captures d’écran de la vidéo TikTok de @agrobioplus, publiée le 05 décembre 2024, consultée le 4 juin 2026, à l’adresse https://www.tiktok.com/@agrobioplus/video/7444988874524200248?_r=1&_t=ZG-96vopPSo4Y5) 96
Figure 24 : Séchage domestique de feuilles de coca, municipalité d’Entre Ríos. (Cliché personne, novembre 2025)..... 100
Figure 25 : Différents fertilisants illustrant explicitement ou non des feuilles de coca, municipalité d’Entre Ríos. (Clichés personnels, octobre 2025). 101
Figure 26 : Schéma synthétique des maladies affectant la culture d’ananas destiné aux agriculteurs d’ananas. (« Manual de buenas prácticas agrícolas y de empaque de piña (ananas comosus), Ing. García Pérez Grover Hector, n.d, https://www.senasag.gob.bo/images/ia/programa_agroalimentaria/manuales/Manual%20BPA%20PI%C3%91A.pdf)..... 103
Figure 27 : Contenants vides d’agrochimiques dans un chaco, Isarzama. (Cliché personnel, octobre 2025). 105
Figure 28 : Une actrice de terrain me montre fièrement une feuille de coca particulièrement grosse lors d’un après-midi de récolte. Municipalité d’Entre Ríos. (Cliché personnel, octobre 2025). 108
Figure 29 : Réalisation de mélanges d’agrochimiques, municipalité d’Entre Ríos. (Clichés personnels, septembre et décembre 2025.)..... 111
Figure 30 : Angela remplit le réservoir de pulvérisation du tracteur ; Rubén se rince les mains. (Cliché personnel, décembre 2025)..... 117
Figure 31 : L’eau du puits est acheminée au moyen d’un bidon d’agrochimique découpé. (Cliché personnel, septembre 2025). 124
Figure 32 : TikTok de la collecte de contenants vides d’agrochimiques, Entre Ríos. (Captures d’écran de la vidéo TikTok de @deltagro_ins.agricolas, publiée le 17 avril 2026, consultée le 25 mai 2026, à l’adresse https://www.tiktok.com/@deltagro_ins.agricolas/video/7629793575450070280)..... 125

Résumé

Ce mémoire porte sur les ambivalences morales, politiques et sanitaires qui traversent l'agriculture d'une municipalité du Chapare, région tropicale de la Bolivie où domine la culture de la feuille de coca.

Il s'appuie sur une enquête ethnographique menée entre septembre et décembre 2025 auprès d'agriculteur·ices et de marchands de pesticides qui les approvisionnent.

Dans le Chapare, le statut de la coca est partiellement légal, mais ses feuilles sont majoritairement destinées aux circuits du narcotrafic. La vie sociale et politique y est largement encadrée par des syndicats paysans, historiquement mobilisés en faveur d'un droit ancestral à la culture de coca dont ils sont censés réguler la production.

Les résultats de cette enquête suggèrent que les changements politiques des dernières années en Bolivie fragilisent cette autorégulation syndicale dans le Chapare. Parallèlement, ils montrent comment une rhétorique de l'ethnicité s'y articule avec des attitudes agricoles entrepreneuriales qui façonnent les pratiques pulvérisatoires. Ces dernières sont marquées par de fortes dépendances des cultivateur·ices aux intrants chimiques et à leurs vendeurs. Les conséquences sanitaires et environnementales de ces dépendances sont sources de tensions que l'observation ethnographique met en lumière : les cultivateur·ices pulvérisent des feuilles qu'ils et elles se refusent à consommer.

Ce travail montre ainsi comment une culture à la fois vitale et moralement ambiguë noue des pratiques locales aux circuits licites et illicites de la mondialisation.

Mots clés : Syndicalisme paysan – Pesticides – Coca – Contrôle social – Tropique de Cochabamba

UNIVERSITÉ CATHOLIQUE DE LOUVAIN
Faculté des sciences économiques, sociales, politiques et de communication
École des sciences politiques et sociales (PSAD)
Place Montesquieu, 1 bte L2.08.05, 1348 Louvain-la-Neuve, Belgique | **www.uclouvain.be/psad**